

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

DÉCISION N° 2023-PDG-0014

Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (le « Règlement »), conformément aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11° et 34° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM ») et au paragraphe 27° du premier alinéa de l'article 175 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01;

Vu le pouvoir de l'Autorité prévu à la LVM de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1 ;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 2 mai 2019 [(2019) B.A.M.F., vol. 16, n° 17, section 6.2.1] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 23 mars 2023 [(2023) B.A.M.F., vol. 20, n° 11, section 6.2.2] du texte révisé du projet de Règlement;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction des affaires juridiques ainsi que la recommandation du Secrétaire et directeur général des affaires juridiques de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 27 avril 2023.

Louis Morisset
Président-directeur général

DÉCISION N° 2023-PDG-0015***Instruction générale relative au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'Autorité entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la LVM;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la LVM, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 2 mai 2019 [(2019) B.A.M.F., vol. 16, n° 17, section 6.2.1] du projet de modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (l'« instruction générale »);

Vu les modifications apportées au projet de modification de l'instruction générale à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 23 mars 2023 [(2023) B.A.M.F., vol. 20, n° 11, section 6.2.2] du texte révisé du projet de modification de l'instruction générale;

Vu la décision n° 2023-PDG-0014 en date du 27 avril 2023, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* et a autorisé sa transmission au ministre des Finances pour approbation, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu l'article 298 de la LVM prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu le projet d'instruction générale présenté par la Direction des affaires juridiques ainsi que la recommandation du Secrétaire et directeur général des affaires juridiques de l'approuver et d'autoriser sa publication;

En conséquence :

L'Autorité établit l'*Instruction générale relative au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa publication au Bulletin.

L'*Instruction générale relative au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* prend effet le 9 juin 2023.

Fait le 27 avril 2023.

Louis Morisset
Président-directeur général

DÉCISION N° 2023-PDG-0016**Règlements concordants au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)**

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre les règlements énumérés ci-dessous (collectivement, les « règlements concordants »), conformément aux paragraphes 1°, 2° et 34° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM ») :

- *Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (paragraphes 1°, 2° et 34°);
- *Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* (paragraphes 1° et 2°);
- *Règlement modifiant le Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* (paragraphes 1° et 2°);
- *Règlement modifiant le Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* (paragraphes 1°, 2° et 34°);
- *Règlement modifiant le Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable* (paragraphes 1° et 2°);
- *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres* (paragraphes 1°, 2° et 34°);
- *Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (paragraphes 1°, 2° et 34°);
- *Règlement modifiant le Règlement 45-108 sur le financement participatif* (paragraphes 1° et 2°);
- *Règlement modifiant l'Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne* (paragraphes 1°, 2° et 34°);
- *Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières* (paragraphes 1° et 2°);
- *Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* (paragraphes 1°, 2° et 34°);
- *Règlement modifiant le Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains* (paragraphes 1° et 2°);
- *Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti* (paragraphes 1°, 2° et 34°);
- *Règlement modifiant le Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance* (paragraphes 1°, 2° et 34°);
- *Règlement modifiant le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat* (paragraphes 1° et 2°);
- *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* (paragraphes 1° et 2°);

- *Règlement modifiant le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (paragraphe 1° et 2°);
- *Règlement modifiant le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement (QC)* (paragraphe 1° et 2°);

Vu le pouvoir de l'Autorité prévu à la LVM, de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 2 mai 2019 [(2019) B.A.M.F., vol. 16, n° 17, section 6.2.1] des projets de règlements concordants accompagnés de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées aux projets de règlements concordants à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 23 mars 2023 [(2023) B.A.M.F., vol. 20, n° 11, section 6.2.2] des textes révisés des projets de règlements concordants;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu la décision n° 2023-PDG-0014 en date du 27 avril 2023, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* et a autorisé sa transmission au Ministre pour approbation, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les projets de règlements concordants présentés par la Direction des affaires juridiques ainsi que la recommandation du Secrétaire et directeur général des affaires juridiques de prendre les règlements et d'autoriser leur transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend les règlements concordants, dans leurs versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 27 avril 2023.

Louis Morisset
Président-directeur général

DÉCISION N° 2023-PDG-0017

Règlements concordants au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre les règlements énumérés ci-dessous (collectivement, les « règlements concordants »), conformément aux paragraphes 1°, 2° et 34° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM ») :

- *Règlement modifiant le Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières* (paragraphe 1° et 2°);

- *Règlement modifiant la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI) (paragraphe 1°, 2° et 34°);*
- *Règlement modifiant le Règlement 55-104 sur les exigences et les dispenses de déclaration d'initié (paragraphe 1° et 2°);*

Vu le pouvoir de l'Autorité, prévu à la LVM, de prendre un règlement, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1 ;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 23 mars 2023 [(2023) B.A.M.F., vol. 20, n° 11, section 6.2.1] des projets de règlements concordants accompagnés de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au troisième alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

- Vu qu'aucune modification n'a été apportée aux projets de règlements concordants à la suite de cette consultation;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 331.1 de la LVM au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu la décision n° 2023-PDG-0014 en date du 27 avril 2023, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* et a autorisé sa transmission au Ministre pour approbation, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu les projets de règlements concordants présentés par la Direction des affaires juridiques ainsi que la recommandation du Secrétaire et directeur général des affaires juridiques de prendre les règlements et d'autoriser leur transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend les règlements concordants, dans leurs versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 27 avril 2023.

Louis Morisset
Président-directeur général

DÉCISION N° 2023-PDG-0018

Modifications des instructions générales concordantes au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'Autorité entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la LVM;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la LVM, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 2 mai 2019 [(2019) B.A.M.F., vol. 16, n° 17, section 6.2.1] des projets de modifications des instructions générales concordantes au *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* énumérées ci-dessous (collectivement, les « instructions générales concordantes ») :

- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-201 relative à la transmission électronique de documents;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires;*
- *Modification de l'Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations;*
- *Modification de l'Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations limitées aux dirigeants;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;*
- *Modification de l'Instruction générale 41-201 relative aux fiducies de revenu et autres placements indirects;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 44-103 sur le régime de fixation du prix après le visa;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 45-108 sur le financement participatif;*

- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains ;*
- *Modification de l'Instruction générale 51-201 : Lignes directrices en matière de communication de l'information;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement;*

Vu les modifications apportées aux projets de modification des instructions générales concordantes à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 23 mars 2023 [(2023) B.A.M.F., vol. 20, n° 11, section 6.2.2] du texte révisé des projets de modification des instructions générales concordantes;

Vu la décision n° 2023-PDG-0014 en date du 27 avril 2023, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* et a autorisé sa transmission au ministre des Finances pour approbation, conformément au premier alinéa de l'article 331.2 de la LVM;

Vu l'article 298 de la LVM prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu les projets de modification des instructions générales concordantes présentés par la Direction des affaires juridiques ainsi que la recommandation du Secrétaire et directeur général des affaires juridiques de les approuver et d'autoriser leur publication;

En conséquence :

L'Autorité établit les modifications aux instructions générales concordantes, dans leurs versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise leur publication au Bulletin.

Les modifications aux instructions générales concordantes prennent effet le 9 juin 2023.

Fait le 27 avril 2023.

Louis Morisset
Président-directeur général

Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) et ses concordants ¹

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en versions française et anglaise, les règlements suivants :

- *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+);*
- *Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport ;*
- *Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;*
- *Règlement modifiant le Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers;*
- *Règlement modifiant le Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié;*
- *Règlement modifiant le Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable;*
- *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres;*
- *Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus ;*

¹ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

- *Règlement modifiant le Règlement 45-108 sur le financement participatif ;*
- *Règlement modifiant l'Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne;*
- *Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;*
- *Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;*
- *Règlement modifiant le Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains;*
- *Règlement modifiant Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières;*
- *Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti;*
- *Règlement modifiant la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI);*
- *Règlement modifiant le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié.*
- *Règlement modifiant le Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance;*
- *Règlement modifiant le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;*
- *Règlement modifiant le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, les textes révisés, en versions française et anglaise, des instructions générales suivantes :

- *Instruction générale relative au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+);*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-201 relative à la transmission électronique de documents;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires;*

- Modification de l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires*;
- Modification de de l'*Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti*;
- Modification de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires*;
- Modification de l'*Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations*;
- Modification de l'*Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations limitées aux dirigeants*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*;
- Modification de l'*Instruction générale 41-201 relative aux fiducies de revenu et autres placements indirects*;
- Modification de de l'*Instruction générale relative au Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 44-103 sur le régime de fixation du prix après le visa*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-108 sur le financement participatif*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;
- Modification de l'*Instruction générale 51-201 : Lignes directrices en matière de communication de l'information*;

- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*.

Avis de publication

Les règlements ont été pris par l'Autorité le 27 avril 2023, ont reçu l'approbation ministérielle requise et entreront en vigueur le **9 juin 2023**.

Les arrêtés ministériels approuvant les règlements ont été publiés dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 31 mai 2023 et sont reproduits ci-dessous. Les instructions générales prendront effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur des règlements.

Le 1^{er} juin 2023

3. Le présent règlement entre en vigueur le 2 décembre 2023.

79829

A.M., 2023-10

Arrêté numéro V-1.1-I-14.01-2023-10 du ministre des Finances en date du 18 mai 2023

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

Loi sur les instruments dérivés
(chapitre I-14.01)

CONCERNANT le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +)

VU que les paragraphes 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11° et 34° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le paragraphe 27° du premier alinéa de l'article 175 de la Loi sur les instruments dérivés (chapitre I-14.01) prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ce paragraphe;

VU que les quatrième et cinquième alinéas de cet article prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les deuxième et sixième alinéas de cet article prévoient qu'un règlement pris en vertu du premier alinéa de cet article est soumis à l'approbation du ministre des Finances, qui peut l'approuver avec ou sans modification, et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le projet de règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +) a été publié pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 16, n° 17 du 2 mai 2019;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +) le 27 avril 2023, par la décision n° 2023-PDG-0014;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +), dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 18 mai 2023

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

RÈGLEMENT 13-103 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE + (SEDAR+)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o, 3^o, 4.1^o, 8^o, 11^o et 34^o)

Loi sur les instruments dérivés
(chapitre I-14.01, a. 175, 1^{er} al., par. 27^o)

Définitions et interprétation

1. 1) Dans le présent règlement, on entend par :

« document » : notamment tout renseignement ou élément qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer;

« envoyer » : notamment le fait de fournir, de délivrer, de faire parvenir ou de présenter un document.

« profil » : l'ensemble d'informations qui établit le profil d'une personne;

« SEDAR+ » : le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + utilisé pour la transmission de documents;

2) Dans le présent règlement, toute mention d'un document qu'il est permis de déposer s'entend également d'une demande de décision adressée à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.

Transmission de documents au moyen de SEDAR+

2. Sous réserve de l'article 3, la personne qui, en vertu de la législation en valeurs mobilières ou d'une décision rendue par l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, a l'obligation ou la permission de déposer un document auprès de celui-ci ou de celle-ci ou de le lui envoyer le fait en le transmettant au moyen de SEDAR+.

Transmission de documents autrement qu'au moyen de SEDAR+

3. À moins qu'une décision prise en vertu de la législation en valeurs mobilières ne le prévoie, nul ne peut déposer ou envoyer les documents suivants au moyen de SEDAR+ :

a) tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer dans le cadre d'une audience, d'un examen de conformité, d'une procédure ou d'une enquête;

b) l'avis prévu au paragraphe 8 ou 9 de l'article 4.11 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24);

c) la déclaration prévue à l'Annexe 51-102A3 déposée de manière confidentielle en vertu du paragraphe 2 de l'article 7.1 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, du paragraphe 2 de l'article 11.2 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 42) ou, en Ontario, du paragraphe 3 de l'article 75 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario (L.R.O., c. S.5);

d) l'avis prévu au paragraphe 5 de l'article 7.1 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, au paragraphe 4 de l'article 11.2 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement ou, en Ontario, au paragraphe 4 de l'article 75 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario;

e) l'avis prévu au paragraphe 2 de l'article 13.2 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

f) l'avis prévu au paragraphe 1 de l'article 5 ou 6 du Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs (chapitre V-1.1, r. 26.1);

g) la note d'information prévue à l'Annexe 62-104A1 déposée par un initiateur relativement à une offre publique d'achat visant l'acquisition de titres d'un émetteur qui n'est pas émetteur assujéti et qui n'a pas déposé de profil en vertu du paragraphe 1 de l'article 4;

h) l'avis prévu au paragraphe 2 de l'article 18.6 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;

i) tout document qu'une personne a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer en vertu d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à la colonne A de l'Annexe ou d'une décision rendue par l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières conformément à cette législation, sauf exception visée à la colonne B de cette annexe.

Obligations relatives au profil

4. 1) Toute personne qui transmet un document au moyen de SEDAR+ pour la première fois dépose d'abord un profil en le transmettant au moyen de ce système.

2) Si l'information contenue dans le profil devient inexacte, la personne dépose à la première des dates suivantes un profil mis à jour renfermant l'information exacte en le transmettant au moyen de SEDAR+ :

a) la fois suivante où elle transmet un document au moyen de SEDAR+ après la date à laquelle elle savait ou aurait raisonnablement dû savoir que l'information figurant dans le profil était inexacte;

b) dix jours après la date à laquelle elle savait ou aurait raisonnablement dû savoir que l'information figurant dans le profil était inexacte.

Paiement des droits

5. 1) La personne qui transmet un document au moyen de SEDAR+ paie simultanément les droits suivants à l'aide de celui-ci :

a) les droits prévus pour ce document, à l'exception de ceux qui le sont par le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système (chapitre V-1.1, r. 2.1) ou, au Manitoba, un règlement équivalent, à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières;

b) les droits relatifs à ce document prévus par le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système ou, au Manitoba, un règlement équivalent, à son autorité principale, si celle-ci est l'autorité en valeurs mobilières dans le territoire intéressé.

2) Pour l'application du paragraphe 1, si la personne transmet au moyen de SEDAR+ un document visé par le Règlement 11-102 sur le régime de passeport (chapitre V-1.1, r. 1), l'autorité principale s'entend au sens de la partie 3, 4, 4A, 4B ou 4C de ce règlement, selon le cas.

3) Pour l'application du paragraphe 1, si la personne transmet au moyen de SEDAR+ un document qui n'est pas visé par le Règlement 11-102 sur le régime de passeport, l'autorité principale est l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières qui serait l'autorité principale en vertu de la partie 3 de ce règlement.

4) Malgré le paragraphe 3, si la personne transmet au moyen de SEDAR+ la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1 et n'a pas de siège au Canada, ou est un fonds d'investissement dont le gestionnaire n'a pas de siège au Canada, l'autorité principale est l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières du territoire avec lequel elle a le rattachement le plus significatif.

Dispense pour difficultés temporaires

6. 1) Toute personne qui ne peut transmettre un document au moyen de SEDAR+ dans les délais requis ou permis en vertu de la législation en valeurs mobilières en raison de difficultés techniques peut le déposer auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou le lui envoyer autrement au plus tard deux jours ouvrables après la date à laquelle elle avait l'obligation ou la permission de le déposer ou de l'envoyer.

2) La personne inscrit la mention suivante en majuscules dans le haut de la première page de tout document déposé ou envoyé autrement qu'au moyen de SEDAR+ conformément au paragraphe 1 :

« CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6 DU RÈGLEMENT 13-103 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE + (SEDAR+), [LE PRÉSENT/LA PRÉSENTE] (PRÉCISER LE TYPE DE DOCUMENT) EST DÉPOSÉ[E] OU ENVOYÉ[E] AUTREMENT QU'AU MOYEN DE SEDAR+ SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES. ».

3) La personne qui dépose un document auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou le lui envoie suivant la méthode et dans les délais prévus au présent article est dispensée de l'obligation de le déposer ou de l'envoyer à la date prévue par la législation en valeurs mobilières.

4) La personne qui dépose un document auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou le lui envoie autrement qu'au moyen de SEDAR+ conformément au présent article le transmet au moyen de ce système dès que possible, mais au plus tard trois jours ouvrables après que les difficultés techniques ont été réglées, et inscrit la mention suivante en majuscules dans le haut de la première page du document :

« LE PRÉSENT DOCUMENT EST UNE COPIE [DE/DU/DE L'/DE LA] (PRÉCISER LE TYPE DE DOCUMENT) QUI A ÉTÉ DÉPOSÉ[E] AUPRÈS DE (ÉNUMÉRER TOUTES LES AUTORITÉS EN VALEURS MOBILIÈRES OU AGENTS RESPONSABLES AYANT REÇU LE DOCUMENT) OU QUI [LUI/LEUR] A ÉTÉ ENVOYÉ[E] LE (INDIQUER LA DATE) SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES PRÉVUE À L'ARTICLE 6 DU RÈGLEMENT 13-103 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE + (SEDAR+). ».

Décisions

7. 1) Malgré le paragraphe *i* de l'article 3, si une décision prise en vertu de la législation en valeurs mobilières oblige une personne à déposer un document auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou à le lui envoyer au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR), cette personne dépose ou envoie ce document en le transmettant au moyen de SEDAR+.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas en Colombie-Britannique.

Dispense

8. 1) L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles elle peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Alberta et en Ontario, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

Abrogation du règlement antérieur

9. Le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) est abrogé.

Date d'entrée en vigueur

10. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

ANNEXE

Législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être transmis au moyen de SEDAR+ (paragraphe i de l'article 3)

Colonne A	Colonne B
Règlements d'application pancanadienne ou multilatérale en vertu desquels les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
Partie 4A, Inscription, et partie 4B, Demande pour devenir agence de notation désignée, du Règlement 11-102 sur le régime de passeport (chapitre V-1.1, r. 1),	S.O.
Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché (chapitre V-1.1, r. 5)	S.O.
Règlement 23-101 sur les règles de négociation (chapitre V-1.1, r. 6)	S.O.
Règlement 23-102 sur l'emploi des courtages (chapitre V-1.1, r. 7)	S.O.
Règlement 23-103 sur la négociation électronique et l'accès électronique direct aux marchés (chapitre V-1.1, r. 7.1)	S.O.
Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles (chapitre V-1.1, r. 8)	S.O.
Règlement 24-102 sur les obligations relatives aux chambres de compensation (chapitre V-1.1, r. 8.01)	S.O.
Règlement 25-101 sur les agences de notation désignées (chapitre V-1.1, r. 8.1)	S.O.
Règlement 31-102 sur la base de données nationale d'inscription (chapitre V-1.1, r. 9)	S.O.
Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10)	S.O.

Règlement 32-102 sur les dispenses d'inscription des gestionnaires de fonds d'investissement non-résidents (chapitre V-1.1, r. 10.1)	S.O.
Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs (chapitre V-1.1, r. 11)	S.O.
Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription (chapitre V-1.1, r. 12)	S.O.
Norme canadienne 35-101, Dispense conditionnelle d'inscription accordée aux courtiers et aux représentants des États-Unis (chapitre V-1.1, r. 13)	S.O.
Règlement 45-108 sur le financement participatif (chapitre V-1.1, r. 21.02)	L'émetteur qui dépose ou envoie un document en vertu de l'article 15, 16 ou 17 L'émetteur qui dépose une demande de dispense en vertu de l'article 44
Règlement 45-110 sur les dispenses de prospectus et d'inscription pour financement participatif des entreprises en démarrage (chapitre V-1.1, r. 21.03)	L'émetteur qui dépose un document en vertu de l'article 6 L'émetteur qui dépose une demande de dispense en vertu de l'article 7
Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables (chapitre V-1.1, r. 25)	L'émetteur qui dépose une demande de dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.1
Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI) (chapitre V-1.1, r. 30)	L'émetteur qui dépose une demande de dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 6.1
Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié (chapitre V-1.1, r. 31)	L'émetteur qui dépose une demande de dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 10.1
Norme multilatérale 91-101 sur la détermination des dérivés	S.O.
Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires (chapitre I-14.01, r. 1.01)	S.O.

Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés (chapitre I-14.01, r. 0.1)	S.O.
Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés (chapitre I-14.01, r. 1.1)	S.O.
Règlement 94-101 sur la compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale (chapitre I-14.01, r. 0.01)	S.O.
Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients (chapitre I-14.01, r. 0.001)	S.O.
Norme multilatérale 96-101 sur les répertoires des opérations et la déclaration de données sur les dérivés	S.O.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières de la Colombie-Britannique en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
<i>Exemption orders (Part 1) – article 3.1 du Securities Act (R.S.B.C. 1996, c. 418)</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 3.1. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une décision de dispense.
<i>Designations (Part 1) – article 3.2 du Securities Act</i>	La personne qui dépose une demande en vertu du sous-paragraphe <i>b</i> du paragraphe 1 de l'article 3.2 pour qu'une personne ou une personne faisant partie d'une catégorie de personnes soit désignée à titre d'organisme de placement collectif, de fonds d'investissement à capital fixe ou d'émetteur assujetti. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une décision de désignation.
<i>Benchmark Administrators, Clearing Agencies, Exchanges, Information Processors, Quotation and Trade Reporting Systems, Self-Regulatory Bodies and Trade Repositories (Part 4) – articles 23 à 33 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Registration (Part 5) – articles 34 à 41 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Exemption order by commission or executive director (Part 6) – article 48 du Securities Act</i>	La personne qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus.
<i>Trading in Derivatives (Part 8) – articles 58 à 60 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Initial and subsequent insider report – article 87 du Securities Act</i>	S.O.

<i>Exemption order by commission or executive director (Part 12) – article 91 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande de dispense, autre que de l'exigence de déclaration d'initié, en vertu de l'article 91. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une décision de dispense.
<i>Filing and inspection of records (Part 20) – article 169 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 169.
<i>Discretion to revoke or vary decision (Part 20) – article 171 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 171. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une décision.
<i>Administrative powers respecting commission rules (Part 20) – article 187 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 187. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une décision.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières de l'Alberta en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
<i>Form 4 Report by a Registered Owner of Securities Beneficially Owned by an Insider Under Section 183 of the Securities Act – article 17 des Alberta Securities Commission Rules (General)</i>	S.O.
<i>Designation orders – article 10 du Securities Act (RSA 2000, c. S-4)</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 10
<i>Regulation, Recognition and Designation of Entities and Benchmarks – Part 4 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Surrender of registration – article 78 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Further Information – article 82 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Trading in Securities and Derivatives Generally – Part 7 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Discretionary exemptions – article 144 du Securities Act</i>	La personne ou société qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus
<i>Applications to the Commission – article 179 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 179
<i>General Exemption – article 213 du Securities Act</i>	L'émetteur, autre qu'une personne inscrite, qui dépose une demande en vertu de l'article 213. L'émetteur qui transmet un document en vertu d'une décision générale.
<i>Revoke or vary decisions – article 214 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 214
<i>Filing and confidentiality – article 221 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 221

<i>Rule 13-501 Fees</i> de l'Alberta Securities Commission	<p>L'émetteur qui dépose les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une demande présentée en vertu de l'article 3 • <i>Form 13-501F1 Class 1 Reporting Issuers and Class 3B Reporting Issuers – Participation Fee</i> • <i>Form 13-501F2 Class 2 Reporting Issuers – Participation Fee</i> • <i>Form 13-501F3 Adjustment of Fee Payment for Class 2 Reporting Issuer</i> • <i>Form 13-501F4 Class 3A Reporting Issuers – Participation Fee</i> • <i>Form 13-501F5 Investment Fund – Participation Fee</i> • <i>Form 13-501F6 Subsidiary Exemption Notice</i>
<i>Rule 91-504 Strip Bonds</i> de l'Alberta Securities Commission	La personne ou société qui dépose une demande de dispense en vertu de l'article 4.1, autre qu'une personne ou société inscrite ou qui le serait si elle ne se prévalait pas de la <i>Rule</i> .
<i>Compensation fund or contingency trust fund</i> – article 6 des <i>Alberta Securities Commission Rules (General)</i>	S.O.
<i>Trading in Securities and Derivatives Generally</i> – Part 4 des <i>Alberta Securities Commission Rules (General)</i>	S.O.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières de la Saskatchewan en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
<i>Designation</i> – article 11.1 du <i>The Securities Act, 1988</i> (SS 1988-89, c S-42.2)	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 11.1
<i>Recognition of Entities (Part V)</i> – articles 21 à 25 du <i>The Securities Act, 1988</i>	S.O.
<i>Designation of Entities (Part V.1)</i> du <i>The Securities Act, 1988</i>	S.O.
<i>Voluntary surrender of registration</i> – article 29 du <i>The Securities Act, 1988</i>	S.O.
<i>Trading in Securities and Derivatives (Part IX)</i> du <i>The Securities Act, 1988</i>	S.O.
<i>Saskatchewan General Ruling/Order 91-906 Strip Bonds</i>	La personne ou société autre qu'une personne inscrite qui dépose une demande en vertu du <i>Saskatchewan General Ruling/Order 91-906 Strip Bonds</i>
<i>Order relieving reporting issuer of status as reporting issuer</i> , article 92 du <i>The Securities Act, 1988</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 92
<i>Applications to the Commission</i> -article 101 du <i>The Securities Act, 1988</i>	S.O.
<i>Part XVIII-Enforcement</i> -article 135.6 du <i>The Securities Act, 1988, Financial compensation</i>	S.O.
<i>Order re exemption or declaration</i> -article 83 du <i>The Securities Act, 1988</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 83
<i>Filing in other Jurisdictions</i> - article 130 du <i>The Securities Act, 1988</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 130
<i>Filing and Inspection of material</i> -paragraphe 1 de l'article 152 du <i>The Securities Act, 1988</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 152
<i>Revoke or vary decisions</i> -paragraphe 3 de l'article 158 du <i>The Securities Act, 1988</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu du paragraphe 3 de l'article 158
<i>General Exemption</i> -article 160 du <i>The Securities Act, 1988</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 160

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières du Manitoba en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
Exemption par la Commission – article 20 de la Loi sur les valeurs mobilières (C.P.L.M. c. S50)	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 20
Ordonnance générale – article 20 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne ou compagnie qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document au moyen de SEDAR en vertu de l'ordonnance générale. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu de l'ordonnance générale.
Organismes d'autoréglementation (Partie IV.1) – articles 31.1, 31.3 et 31.4 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Répertoires des opérations et agences de compensation (Partie IV.2) – articles 31.6, 31.11 et 31.12 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Opérations sur produits dérivés (Partie VIII.1) – article 79.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Désignation d'une personne ou d'une compagnie – article 108.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne ou la compagnie qui dépose une demande visant une décision désignant un émetteur ou une catégorie d'émetteurs à titre de fonds mutuel ou de fonds de placement non rachetable
Exemption et prolongation – article 116 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 116
Organismes de surveillance des vérificateurs (Partie XX) – articles 204 et 206 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières de l'Ontario en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
Ordonnance de dispense – paragraphe 10 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O., 1990, c. S.5)	L'émetteur qui dépose une demande d'ordonnance en vertu du paragraphe 10 de l'article 1
Désignation – paragraphe 11 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande d'ordonnance en vertu du paragraphe 11 de l'article 1
Bourses, systèmes de négociation parallèles, organismes d'autoréglementation, agences de compensation, systèmes de cotation et de déclaration des opérations, agences de traitement de l'information – Partie VIII de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Organismes de notation – Partie IX de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Indices de référence – Partie X de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Inscription – Partie XI de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Divulgence de renseignements à la Commission – paragraphe 2 de l'article 36 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Dispense accordée par la Commission – paragraphe 1 de l'article 74 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne ou la compagnie qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une dispense accordée par la Commission
Déclaration d'initié – article 107 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Rapport de transfert par l'initié – article 109 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Dépôt des rapports dans une autre autorité législative – article 121 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 121

Dépôt et examen des pièces – article 140 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 140
Ordonnance de dispense d'une catégorie – paragraphe 2 de l'article 143.11 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne ou la compagnie qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document au moyen de SEDAR en vertu d'une ordonnance de dispense d'une catégorie. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une ordonnance de dispense d'une catégorie.
Révocation et modification des décisions – article 144 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 144
Dispense – article 147 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 147
<i>Rule 11-501 Electronic Delivery of Documents to the Ontario Securities Commission</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.
<i>Rule 13-502 Fees</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	L'émetteur qui dépose les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • <i>Form 13-502F1 Class 1 and Class 3B Reporting Issuers – Participation Fee</i> • <i>Form 13-502F2 Class 2 Reporting Issuers – Participation Fee</i> • <i>Form 13-502F2A Adjustment of Fee for Class 2 Reporting Issuers</i> • <i>Form 13-502F3A Class 3A Reporting Issuers – Participation Fee</i> • <i>Form 13-502F6 Subsidiary Exemption Notice</i> • une demande présentée en vertu de l'article 8.1
<i>Rule 31-505 Conditions of Registration</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.
<i>Rule 32-501 Direct Purchase Plans</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.

<i>Rule 32-505 Conditional Exemption from Registration for United States Broker-Dealers and Advisers Servicing U.S. Clients from Ontario</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.
<i>Rule 35-502 Non-Resident Advisers</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de la <i>Rule 35-502</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
<i>Rule 91-501 Strip Bonds</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	Une personne ou une compagnie, à l'exception d'une compagnie inscrite, qui dépose une demande en vertu de la <i>Rule 91-501</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
<i>Rule 91-502 Trades in Recognized Options</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.
<i>Rule 91-507 Trade Repositories and Derivatives Data Reporting</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières du Québec en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
Déclarations des initiés – articles 89 à 98 de la Loi sur les valeurs mobilières (RLRQ, chapitre V-1.1)	S.O.
Radiation – articles 153 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Organismes d'autoréglementation, activités de bourse et de compensation de valeurs, agences de notation, indices de référence et administrateurs d'indice de référence – articles 169 à 186.6 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Dispense d'obligations de l'Autorité des marchés financiers – article 263 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande de dispense. La personne qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une décision de dispense.
Décision générale de l'Autorité des marchés financiers – article 263 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une décision générale.
Désignation – article 272.2 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne qui dépose une demande de désignation à titre de fonds d'investissement à capital fixe, d'organisme de placement collectif ou d'émetteur assujetti. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une décision de désignation.
Loi sur les instruments dérivés (RLRQ, chapitre I-14.01)	S.O.
Loi sur l'encadrement du secteur financier (RLRQ, chapitre A-33.2)	S.O.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
Désignations – paragraphe 1 de l'article 1.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (LN-B 2004, c. S-5.5)	L'émetteur qui dépose une demande pour obtenir une ordonnance en vertu du paragraphe 1 de l'article 1.1. L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une ordonnance de désignation.
Organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées – articles 35 à 39 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnance d'exemption – paragraphe 1 de l'article 44.02 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Renseignements supplémentaires – article 50 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Renonciation à l'inscription – paragraphe 1 de l'article 51 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnance d'exemption – paragraphe 1 de l'article 55 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne qui dépose une demande qui comprend également une dispense de l'obligation de prospectus
Dérivés – paragraphe 1 de l'article 70.5 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Prospectus et placement – paragraphe 1 de l'article 80 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document au moyen de SEDAR en vertu d'une ordonnance de dispense L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une ordonnance d'exemption.

Information continue – paragraphe 1 de l'article 92 de la Loi sur les valeurs mobilières	<p>L'émetteur qui dépose une demande d'exemption de l'exigence de déclaration d'initié en vertu de l'article 92.</p> <p>L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une ordonnance d'exemption.</p>
Opérations d'initié et transactions internes – paragraphe 1 de l'article 148 de la Loi sur les valeurs mobilières	<p>La personne qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document au moyen de SEDAR en vertu d'une ordonnance d'exemption.</p> <p>L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une ordonnance d'exemption.</p>
Dépôt et examen des renseignements ou des documents – article 198 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 198.
Pouvoirs de révoquer ou de modifier une décision – paragraphe 1 de l'article 205.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	<p>L'émetteur qui dépose une demande en vertu du paragraphe 1 de l'article 205.1.</p> <p>L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une ordonnance.</p>
Dispositions générales – Ordonnance d'exemption – paragraphe 1 de l'article 208 de la Loi sur les valeurs mobilières	<p>L'émetteur qui dépose une demande en vertu du paragraphe 1 de l'article 208.</p> <p>L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu d'une ordonnance.</p>

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières de la Nouvelle-Écosse en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
<i>Recognition of self-regulatory organizations</i> – article 30 du <i>Securities Act</i> (R.S.N.S. 1989, c. 418), dans sa version modifiée	S.O.
<i>Designation</i> – article 30 A du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	La personne ou société qui dépose une demande en vertu de l'article 30 A pour être désignée à titre d'organisme de placement collectif, de fonds d'investissement à capital fixe ou d'émetteur assujéti.
<i>Designation of credit rating agencies</i> – articles 30 EA et 30 F du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	S.O.
<i>Recognition of exchanges, quotation and trade reporting systems, clearing agencies, derivatives trading facilities, and derivative trade repositories</i> – article 30 I du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	S.O.
<i>Designation of benchmarks and benchmark administrators</i> – articles 30 N et 30 O du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	S.O.
<i>Voluntary surrender or suspension of registration</i> – article 33 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	S.O.
<i>Discretionary exemptions</i> – article 79 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	La personne ou société qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus.
<i>Commission orders</i> – article 98 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 98.
<i>Relieving orders</i> – article 121 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 121.
<i>Exemption Order</i> – article 128 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 128.
<i>Filing and confidentiality</i> – paragraphe 2 de l'article 148 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu du paragraphe 2 de l'article 148.

<i>Revocation or variation of a decision</i> – article 151 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 151.
<i>Discretionary exemptions</i> – article 151A du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 151A.
<i>Blanket order</i> – article 151A du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	<p>La personne ou société qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document au moyen de SEDAR en vertu de la décision générale.</p> <p>L'émetteur qui a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer un document en vertu de la décision générale.</p>

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières de l'Île-du-Prince-Édouard en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
<i>Recognition orders</i> – articles 72 et 73 du <i>Securities Act</i> , (R.S.P.E.I., 1988, c. S-3.1)	S.O.
<i>Designation orders</i> – articles 6 et 71 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Authorization orders</i> – article 76 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Exemption orders</i> – article 16 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Superintendent orders</i> – paragraphe 1 de l'article 15 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Insider filings</i> – paragraphe 2 de l'article 104 et article 105 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Exchanges and quotation and trade reporting systems</i> – article 70 du <i>Securities Act</i>	S.O.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières de Terre-Neuve-et-Labrador en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
<i>Trading in Securities Generally</i> – Partie XII du <i>Securities Act</i> (R.S.N.L., 1990, S-13)	S.O.
<i>Exemptions from Registration Requirements</i> – Partie XI du <i>Securities Act</i>	La personne ou société qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus.
<i>Exemption</i> – article 142.1 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 142.1.
<i>Surrender of registration</i> – article 28 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Self-regulation</i> – Partie VIII du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Investigations and Examinations</i> – Partie VI du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Applications to superintendent</i> – article 93 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 93.
<i>Further information</i> – article 32 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Filing and inspection of material</i> – article 140 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 140.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières du Yukon en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
Ordonnances accordant la reconnaissance – articles 72 et 73 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.Y. 2007, c. 16)	S.O.
Ordonnances de désignation – articles 6 et 71 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnances d'autorisation – article 76 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnances d'exemption – article 16 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Décisions du surintendant – paragraphe 1 de l'article 15 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Désignation d'agences de notation – article 83.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Déclarations d'initiés – paragraphe 2 de l'article 104 et article 105 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Bourses et systèmes de cotation et de déclaration des opérations – article 70 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières du Nunavut en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
Ordonnances accordant la reconnaissance – articles 72 et 73 de la Loi sur les valeurs mobilières (L. Nun. 2008, c. 12)	S.O.
Désignations par ordonnance – articles 6 et 71 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Autorisations – article 76 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Exemptions de l'application du droit des valeurs mobilières – article 16 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Décisions du surintendant – paragraphe 1 de l'article 15 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Désignation des agences de notation – article 83.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Rapports de l'initié – paragraphe 2 de l'article 104 et article 105 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
Ordonnance de reconnaissance – articles 72 et 73 de la Loi sur les valeurs mobilières (LTN-O 2008, c. 10)	S.O.
Ordonnance de désignation – articles 6 et 71 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnance d'autorisation – article 76 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnance d'exemption – article 16 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Décisions du surintendant – paragraphe 1 de l'article 15 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Désignation des agences de notation – article 83.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Rapports d'initié – paragraphe 2 de l'article 104 et article 105 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Bourses et systèmes de cotation et de déclaration des opérations – article 70 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.

79850

A.M., 2023-11**Arrêté numéro V-1.1-2023-11 du ministre des Finances en date du 18 mai 2023**Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT les règlements concordants avec le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +)

VU que les paragraphes 1°, 2° et 34° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la

Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 de cette loi est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que les règlements suivants ont été adoptés par une décision de l'Autorité des marchés financiers ou approuvés par un arrêté du ministre des Finances :

— le Règlement 11-102 sur le régime de passeport, par l'arrêté ministériel n° 2008-04 du 4 mars 2008 (2008, G.O. 2, 1053);

— le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus, par l'arrêté ministériel n° 2008-05 du 4 mars 2008 (2008, G.O. 2, 1081);

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 13-103 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE + (SEDAR+)

Introduction

La présente instruction générale a pour objet de donner des indications sur la façon dont les agents responsables, sauf au Québec, et les autorités en valeurs mobilières (« nous ») interprètent et appliquent certaines dispositions du *Règlement 13-103 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) (le « règlement »). Elle fournit des explications sur diverses parties du règlement, des analyses à leur égard ainsi que des exemples de leur application.

Implémentation par phases de SEDAR+

Le Programme de renouvellement des systèmes pancanadiens des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») a pour objet l'implémentation du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (« SEDAR+ ») en plusieurs phases et vise, au final, le remplacement de tous les systèmes pancanadiens actuels des ACVM. La première phase (la « phase 1 ») consiste à remplacer le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), la Base de données nationale des interdictions d'opérations sur valeurs et la Liste des personnes sanctionnées. Elle porte principalement sur les documents déposés par les émetteurs auprès des agents responsables, sauf au Québec, ou des autorités en valeurs mobilières, notamment :

- tous les documents qui étaient déposés ou envoyés au moyen de SEDAR;
- les déclarations établies conformément à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*, qui étaient déposées au moyen du système eServices de la British Columbia Securities Commission (la « BCSC »), de l'Electronic Filing Portal de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO »), et de SEDAR dans tous les autres territoires.

Dans les prochaines phases de SEDAR+, nous prévoyons qu'il permettra la transmission de documents déposés auprès des agents responsables, sauf au Québec, ou des autorités en valeurs mobilières, ou qui leur ont été envoyés, par les initiés, les personnes inscrites, les participants au marché des dérivés et les entités réglementées (comme les marchés, les organismes d'autoréglementation et les chambres de compensation).

Introduction par phases des demandes, des dépôts préalables et des documents relatifs aux décisions

Sont introduits par phases dans SEDAR+ les demandes, les dépôts préalables et les documents déposés ou envoyés en vertu de décisions. La phase 1 de SEDAR+ englobe généralement l'ensemble des demandes, des dépôts préalables et des documents qui étaient auparavant déposés ou envoyés par les émetteurs, que ce soit au moyen du système eServices de la BCSC ou de l'Electronic Filing Portal de la CVMO, par courriel, par messagerie ou encore par courrier ordinaire, notamment les demandes visant :

- une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières;
- la désignation comme émetteur assujetti, organisme de placement collectif ou fonds d'investissement à capital fixe;
- la révocation de l'état d'émetteur assujetti;
- la levée totale ou partielle d'une interdiction d'opérations;
- une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants.

En règle générale, toute personne qui est un émetteur devra déposer ou envoyer au moyen de SEDAR+ les demandes, les dépôts préalables et les documents déposés ou envoyés en vertu

d'une décision. En revanche, la personne qui est un initié, une personne inscrite, un participant au marché des dérivés ou une entité réglementée devra le faire de la même façon qu'actuellement, jusqu'à une phase ultérieure de SEDAR+. Dans les phases futures, nous prévoyons que le système permettra à cette dernière de transmettre ses demandes, dépôts préalables et autres documents envoyés aux agents responsables, sauf au Québec, ou aux autorités en valeurs mobilières ou déposés auprès d'eux.

Dans le cas d'une disposition de la législation canadienne en valeurs mobilières visée dans la colonne A de l'Annexe du règlement, aucun dépôt préalable se rapportant à cette disposition ni aucune demande de dispense de son application ne seront, pour le moment, déposés au moyen de SEDAR+, sauf dans les cas visés dans la colonne B.

Généralement, lorsqu'une demande est déposée au moyen de SEDAR+ conformément à la colonne B de l'Annexe et qu'une décision est rendue, le déposant devrait également transmettre au moyen de celui-ci tous les documents qu'il est tenu de déposer ou d'envoyer en vertu de la décision.

Article 1 – Définitions et interprétation

À moins qu'elles ne soient définies dans le règlement, les expressions qui y sont employées ont le sens qui leur est donné dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* (chapitre V-1.1, r. 3).

L'expression « document » comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout dépôt préalable, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique aux documents qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir ou de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Article 2 – Transmission de documents au moyen de SEDAR+

Nous estimons que l'obligation prévue à l'article 2 selon laquelle les documents déposés auprès de nous ou qui nous sont envoyés doivent l'être au moyen de SEDAR+ englobera de façon générale les dépôts visés dans les instructions générales ou les avis du personnel. Y sont inclus par exemple tout « dépôt préalable » et toute « demande de dérogation » prévus à l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires* (l'« Instruction générale 11-202 »), tout « dépôt préalable » prévu à l'*Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires* ainsi que tout examen confidentiel des dépôts préalables de prospectus effectué conformément à l'Avis 43-310 du personnel des ACVM, *Examen confidentiel des dépôts préalables de prospectus (pour les émetteurs qui ne sont pas des fonds d'investissement)*.

Article 3 – Transmission de documents autrement qu'au moyen de SEDAR+

Conformément au paragraphe *i* de l'article 3, le règlement ne s'applique pas au document qu'il est obligatoire ou permis de déposer ou d'envoyer en vertu d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée dans la colonne A de l'Annexe du règlement, sauf exception visée à la colonne B. Il en va de même pour tout document qu'une personne a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer en vertu d'une décision rendue relativement à l'une des dispositions de la législation en valeurs mobilières indiquée dans la colonne A de l'Annexe, sauf exception visée à la colonne B. Nous prévoyons que tous ces documents seront intégrés dans SEDAR+ lors de ses prochaines phases.

Toute personne devra déposer ces documents auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou les lui envoyer de la même façon qu'elle le fait actuellement, notamment par courriel, par messagerie ou par courrier ordinaire, au moyen du Système électronique de déclaration des initiés (« SEDI ») ou encore de la Base de données nationale d'inscription. Ainsi, l'émetteur qui dépose une déclaration d'opérations sur titres en vertu de la Norme canadienne 55-102, *Système électronique de déclaration des initiés (SEDI)* (chapitre V-1.1, r. 30), devra transmettre cette information au moyen de SEDI.

La colonne B de l'Annexe mentionne également certaines exceptions relatives aux documents déposés en vertu des dispositions de la législation en valeurs mobilières indiquées dans

la colonne A qui seront transmis au moyen de SEDAR+ durant la phase 1. Par exemple, le *Règlement 45-108 sur le financement participatif* (chapitre V-1.1, r. 21.02) prévoit des obligations d'inscription pour les portails de financement et les personnes inscrites de ceux-ci, dont les documents connexes seront déposés autrement qu'au moyen de SEDAR+, au moins jusqu'à une prochaine phase de celui-ci. Les exceptions indiquées dans la colonne B qui se rapportent au *Règlement 45-108 sur le financement participatif* portent sur les documents suivants qu'un émetteur transmettra au moyen de SEDAR+ dans le cadre de la phase 1 :

- la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*;
- un document d'offre pour financement participatif;
- tout document supplémentaire relatif au placement;
- les états financiers déposés par l'émetteur s'il n'est pas émetteur assujéti;
- un avis sur l'emploi du produit.

Paragraphe 1 de l'article 5 – Paiement des droits

Tout déposant devrait consulter le *Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système (insérer la référence)* afin de déterminer s'il doit payer des droits relatifs au système lors de la transmission d'un document au moyen de SEDAR+ et, le cas échéant, d'en connaître le montant. Il devrait également consulter les règlements de chaque territoire en matière de droits à payer afin de déterminer s'il doit payer des droits de dépôt réglementaire lors de la transmission d'un document à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières et, le cas échéant, d'en connaître le montant.

Paragraphe 4 de l'article 5 – Rattachement significatif

Pour déterminer le territoire avec lequel une personne a le rattachement le plus significatif, le déposant devrait prendre en considération les facteurs énoncés au paragraphe 7 de l'article 3.4 de l'Instruction générale 11-202.

Paragraphe 3 de l'article 7 – Décisions et ordonnances rendues en Colombie-Britannique

En raison d'obligations législatives différentes, le paragraphe 1 de l'article 7 du règlement ne s'applique pas en Colombie-Britannique. La British Columbia Securities Commission a donc publié le *BC Instrument 13-505 Filings Made under Decisions*, dont les effets sont identiques à ceux de ce paragraphe.

Utilisation des formats et des modèles précisés dans SEDAR+

Toute personne se conforme à une obligation prévue par la législation en valeurs mobilières de déposer un document auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou de le lui envoyer dans le format prévu par règlement en transmettant l'information suivant le format et le modèle précisés, le cas échéant, dans SEDAR+. Par exemple, SEDAR+ exige qu'un déposant transmette la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*, suivant le format et le modèle précisés dans celui-ci. Ce faisant, le déposant se conforme à toutes les obligations prévues par cette annexe qui ont trait au format de la déclaration.

Moment effectif du dépôt ou de l'envoi

SEDAR+ est généralement accessible 24 heures par jour, sept jours par semaine. Nous considérons qu'un document est déposé auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou lui est envoyé lorsque sa transmission au moyen de SEDAR+ a été exécutée. SEDAR+ permet au déposant de confirmer la date et l'heure auxquelles la transmission a été exécutée.

Bien que SEDAR+ soit généralement accessible tous les jours pour la réception de documents, il importe de préciser que, lorsque la législation canadienne en valeurs mobilières ou les directives canadiennes en valeurs mobilières prévoient l'examen d'un document par l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières (notamment l'échéancier pour délivrer au déposant des observations relatives à l'examen du prospectus provisoire), elles continueront de prévoir que cet examen est généralement mené dans un délai d'un certain nombre de jours ouvrables.

Consentement

Dans certains territoires, l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières doivent consentir au dépôt ou à l'envoi d'un document par sa transmission au moyen de SEDAR+. Nous sommes d'avis que l'acceptation de documents ainsi transmis conformément au règlement satisfait à toute obligation de consentement qui leur incombe en vertu de la législation sur le commerce électronique.

Obligation de déposer plus d'une copie ou d'un exemplaire d'un document

Lorsqu'une disposition de la législation en valeurs mobilières prévoit qu'une personne doit déposer auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou lui envoyer plus d'une copie ou d'un exemplaire d'un document, la transmission de celle-ci ou de celui-ci au moyen de SEDAR+ conformément au règlement satisfait à cette obligation.

Exemplaire officiel des documents

Pour l'application de la législation en valeurs mobilières, des directives en valeurs mobilières ou à toute autre fin connexe, nous considérons que l'exemplaire officiel d'un document transmis au moyen de SEDAR+ est le document enregistré dans celui-ci.

Copie conforme de documents

Dans certains territoires, la législation en valeurs mobilières prévoit qu'il faut produire ou rendre autrement accessible l'original ou une copie conforme de l'information déposée en vertu de celle-ci. Nous sommes d'avis que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières satisfait à cette obligation en fournissant une copie imprimée de l'information qui comporte une attestation de sa part confirmant qu'il s'agit d'une copie de l'information déposée dans SEDAR+, ou qui est accompagnée d'une telle attestation.

Utilisation de SEDAR+ par l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières

L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières transmettra certains documents au moyen de SEDAR+, notamment les accusés de réception ou toute autre confirmation d'acceptation d'un document transmis au moyen de celui-ci, comme un visa de prospectus. Par ailleurs, nous transmettrons généralement au moyen de SEDAR+ les observations relatives à un prospectus ou à une demande de dispense dont le dépôt a été effectué par son truchement.

Accès public aux documents dans SEDAR+

De façon générale, la législation en valeurs mobilières exige que certains documents déposés auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières soit mis à la disposition du public pendant les heures ouvrables normales. Nous sommes d'avis que cette obligation est satisfaite en les mettant à la disposition du public au moyen de SEDAR+.

Conformément à la législation en valeurs mobilières, les documents qu'il est obligatoire ou permis d'envoyer n'ont pas à être rendus publics mais peuvent être visés par une demande faite en vertu de la législation sur l'accès à l'information. Les déposants qui transmettent de l'information au moyen de SEDAR+ doivent se conformer à la législation sur la protection des renseignements personnels.

Modification de l'accès aux documents transmis

Pour faire passer de « public » à « non public » le niveau d'accès à un document, une personne devrait présenter une demande de confidentialité, généralement au moyen d'une demande de dispense auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières, en vertu des dispositions pertinentes de la législation en valeurs mobilières. L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières ne restreindra généralement l'accès à un document que lorsque la demande aura été examinée, et une décision rendue en faveur de la personne.

Dans les cas suivants, nous pourrions faire passer de « public » à « non public » le niveau d'accès à un document dans SEDAR+ sans requête de confidentialité officielle :

- une personne transmet un document sous un profil inexact;
- une personne transmet un formulaire de paiement de droits selon un calcul inexact;
- une personne transmet un document contenant un virus;
- une personne autorisée à déposer une version caviardée d'une convention ou d'un contrat importants transmet une version non caviardée par erreur;
- le destinataire qui a, par inadvertance, rendu un document public relativement au dépôt de prospectus qui n'aurait pas dû l'être.

Dans ces circonstances, pour faire passer l'accès de « public » à « non public » dans SEDAR+, la personne devrait présenter une demande écrite à son autorité principale, désignée conformément au paragraphe 2, 3 ou 4 de l'article 5 du règlement. En l'absence d'une requête de confidentialité officielle et, par conséquent, de décision connexe dans ces cas précis, les déposants doivent savoir que les documents devant être déposés et dont l'accès est passé à « non public » dans SEDAR+ pourraient demeurer à la disposition du public en vertu de la législation en valeurs mobilières.

Les déposants doivent aussi savoir que de faire passer le niveau d'accès d'un document de « public » à « non public » dans SEDAR+ ne retire pas nécessairement le document du domaine public. Ainsi, divers moteurs de recherche pourraient continuer à l'indexer, malgré la modification du niveau d'accès. Nous n'aidons pas les déposants à retirer les documents du domaine public.

Les documents déposés auprès de nous ou qui nous sont envoyés pourraient également être rendus publics en vertu des lois sur l'accès à l'information.

Colonne A	Colonne B
Législation en valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+	Exceptions à la colonne A : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen de SEDAR+
Ordonnance de reconnaissance – articles 72 et 73 de la Loi sur les valeurs mobilières (LTN-O 2008, c. 10)	S.O.
Ordonnance de désignation – articles 6 et 71 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnance d'autorisation – article 76 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnance d'exemption – article 16 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Décisions du surintendant – paragraphe 1 de l'article 15 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Désignation des agences de notation – article 83.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Rapports d'initié – paragraphe 2 de l'article 104 et article 105 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Bourses et systèmes de cotation et de déclaration des opérations – article 70 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.

79850

A.M., 2023-11**Arrêté numéro V-1.1-2023-11 du ministre des Finances en date du 18 mai 2023**Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT les règlements concordants avec le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +)

VU que les paragraphes 1°, 2° et 34° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la

Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 de cette loi est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que les règlements suivants ont été adoptés par une décision de l'Autorité des marchés financiers ou approuvés par un arrêté du ministre des Finances :

— le Règlement 11-102 sur le régime de passeport, par l'arrêté ministériel n° 2008-04 du 4 mars 2008 (2008, G.O. 2, 1053);

— le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus, par l'arrêté ministériel n° 2008-05 du 4 mars 2008 (2008, G.O. 2, 1081);

— le Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers, par l'arrêté ministériel n° 2011-01 du 15 juin 2011 (2011, G.O. 2, 2407);

— le Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié, par l'arrêté ministériel n° 2005-24 du 30 novembre 2005 (2005, G.O. 2, 7112);

— le Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable, par la décision n° 2001-C-0201 du 22 mai 2001 (Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec, volume 32, n° 22 du 1^{er} juin 2001);

— le Règlement 45-102 sur la revente de titres, par l'arrêté ministériel n° 2005-21 du 12 août 2005 (2005, G.O. 2, 4884);

— le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus, par l'arrêté ministériel n° 2009-05 du 9 septembre 2009 (2009, G.O. 2, 4824A);

— le Règlement 45-108 sur le financement participatif, par l'arrêté ministériel n° 2015-19 du 7 janvier 2016 (2016, G.O. 2, 117);

— l'Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne, par la décision n° 2003-C-0073 du 3 mars 2003 (Bulletin hebdomadaire, volume 34, n° 19 du 16 mai 2003);

— le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières, par l'arrêté ministériel n° 2005-15 du 2 août 2005 (2005, G.O. 2, 4733);

— le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, par l'arrêté ministériel n° 2005-03 du 19 mai 2005 (2005, G.O. 2, 2264);

— le Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains, par l'arrêté ministériel n° 2012-11 du 4 juillet 2012 (2012, G.O. 2, 3925);

— le Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières, par l'arrêté ministériel n° 2021-08 du 16 juillet 2021 (2021, G.O. 2, 4870);

— le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti, par la décision n° 2003-C-0082 du 3 mars 2003 (Bulletin hebdomadaire, volume 34, n° 19 du 16 mai 2003);

— la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI), par la décision n° 2003-C-0069 du 3 mars 2003 (Bulletin hebdomadaire, volume 34, n° 17 du 2 mai 2003);

— le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié, par l'arrêté ministériel n° 2010-07 du 7 avril 2010 (2010, G.O. 2, 1435);

— le Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance, par l'arrêté ministériel n° 2005-11 du 7 juin 2005 (2005, G.O. 2, 2871);

— le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat, par l'arrêté ministériel n° 2008-02 du 22 janvier 2008 (2008, G.O. 2, 656);

— le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif, par la décision n° 2001-C-0283 du 12 juin 2001 (Bulletin hebdomadaire, volume 32, n° 26 du 29 juin 2001);

— le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement, par l'arrêté ministériel n° 2005-05 du 19 mai 2005 (2005, G.O. 2, 2235);

— le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, par l'arrêté ministériel n° 2008-07 du 15 mai 2008 (2008, G.O. 2, 2858);

Vu qu'il y a lieu de modifier ces règlements;

Vu que les projets de règlement suivants ont été publiés pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 16, n° 17 du 2 mai 2019 :

— le projet de règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 45-108 sur le financement participatif;

— le projet de règlement modifiant l'Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif;

— le projet de règlement modifiant le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;

— le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 27 avril 2023, par la décision n° 2023-PDG-0016, les règlements suivants :

— le Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport;

— le Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;

— le Règlement modifiant le Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers;

— le Règlement modifiant le Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié;

— le Règlement modifiant le Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable;

— le Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres;

— le Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus;

— le Règlement modifiant le Règlement 45-108 sur le financement participatif;

— le Règlement modifiant l'Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne;

— le Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;

— le Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

— le Règlement modifiant le Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains;

— le Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti;

— le Règlement modifiant le Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance;

— le Règlement modifiant le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat;

— le Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif;

— le Règlement modifiant le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;

— le Règlement modifiant le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement;

VU que les projets de règlement suivants ont été publiés pour consultation au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 20, n° 11 du 23 mars 2023 :

— le projet de règlement modifiant le Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières;

— le projet de règlement modifiant la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI);

— le projet de règlement modifiant le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 27 avril 2023, par la décision n° 2023-PDG-0017, les règlements suivants :

— le Règlement modifiant le Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières;

— le Règlement modifiant la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI);

— le Règlement modifiant le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié;

VU qu'il y a lieu d'approuver ces règlements sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification les règlements suivants, dont les textes sont annexés au présent arrêté :

— le Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport;

— le Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;

— le Règlement modifiant le Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers;

— le Règlement modifiant le Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié;

— le Règlement modifiant le Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable;

— le Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres;

— le Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus;

— le Règlement modifiant le Règlement 45-108 sur le financement participatif;

— le Règlement modifiant l'Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne;

— le Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;

— le Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

— le Règlement modifiant le Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains;

— le Règlement modifiant le Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières;

— le Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti;

— le Règlement modifiant la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI);

— le Règlement modifiant le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié;

— le Règlement modifiant le Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance;

— le Règlement modifiant le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat;

— le Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif;

— le Règlement modifiant le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;

— le Règlement modifiant le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Le 18 mai 2023

Le ministre des Finances,
ERIC GIRARD

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 11-102 sur le régime de passeport (chapitre V-1.1, r. 1) est modifié par le remplacement de la définition de l'expression « SEDAR » par la suivante :

« « SEDAR+ » : SEDAR+ au sens du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*); ».

2. L'article 3.3 de ce règlement est modifié par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

3. L'Annexe D de ce règlement est modifiée par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ » et de « Règlement 13-101 » par « Règlement 13-103 ».

4. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 2°)

1. Le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus (chapitre V-1.1, r. 14) est modifié par le remplacement, dans l'Appendice 1 de l'Annexe A et sous l'intitulé « **Instructions générales** », de « **Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)** » par « **Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)** ».
2. L'Annexe 41-101A1 de ce règlement est modifiée, dans la rubrique 36A.1 :
 - 1° par le remplacement, dans le sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com »;
 - 2° par le remplacement, dans le paragraphe 5, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
3. L'Annexe 41-101A2 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 37.1, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».
4. L'Annexe 41-101A3 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 4.1 et le paragraphe 2 de la rubrique 15.1 de la partie B, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».
5. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 43-101 SUR L'INFORMATION
CONCERNANT LES PROJETS MINIERS**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o et 2^o)

1. L'article 6.4 du Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers (chapitre V-1.1, r. 15) est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 44-101 SUR LE PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS SIMPLIFIÉ

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o et 34^o)

1. L'article 1.1 du Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié (chapitre V-1.1, r. 16) est modifié par l'insertion, après la définition de l'expression « règlement sur l'information continue applicable », de la suivante :

« « SEDAR+ » : SEDAR+ au sens du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*); ».

2. L'article 2.2 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) il a l'obligation de transmettre des documents au moyen de SEDAR+; ».

3. Les articles 2.3 et 2.6 sont modifiés par le remplacement, dans le paragraphe 1, du sous-paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) il a l'obligation de transmettre des documents au moyen de SEDAR+; ».

4. L'Annexe 44-101A1 de ce règlement est modifiée :

1^o par le remplacement, dans la rubrique 1.3, de « sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse suivante : www.sedar.com » par « à l'adresse www.sedarplus.com »;

2^o par le remplacement, dans le sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 de la rubrique 11.6, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».

5. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 44-102 SUR LE PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS PRÉALABLE

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 2°)

1. L'article 9A.3 du Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable (chapitre V-1.1, r. 17) est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe B du sous-paragraphe *iv* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 7, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o et 34^o)

1. Le Règlement 45-102 sur la revente de titres (chapitre V-1.1, r. 20) est modifié par la suppression, dans l'article 1.1, de la définition de l'expression « SEDAR ».
2. Ce règlement est modifié par la suppression, partout où ils trouvent dans les articles 2.8, 2.11 et 2.12, de « au moyen de SEDAR ».
3. L'Annexe 45-102A1 de ce règlement est modifiée par la suppression, dans les instructions, de « par voie électronique au moyen de SEDAR ».
4. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o et 34^o)

1. L'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21) est modifié :
 - 1^o par la suppression de la définition de l'expression « déposant SEDAR »;
 - 2^o par la suppression, dans la définition de l'expression « émetteur admissible », du paragraphe *a*.
2. L'article 5.2 de ce règlement est modifié par la suppression du paragraphe *b*.
3. L'article 5A.2 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe B du sous-paragraphe *i* du paragraphe *k*, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».
4. L'Annexe 45-106A1 de ce règlement est remplacée par la suivante :

« ANNEXE 45-106A1 DÉCLARATION DE PLACEMENT AVEC DISPENSE

A. Instructions générales

1. Instructions de dépôt

L'émetteur ou le preneur ferme qui est tenu de déposer une déclaration de placement avec dispense et d'acquitter les droits de dépôt exigibles acquitte ces droits et dépose l'information requise à la présente annexe de la façon et au moyen des modèles indiqués dans le Système électronique de données, d'analyse et de recherche+ (SEDAR+) conformément au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche+ (SEDAR+) (*insérer la référence*).

L'émetteur ou le preneur ferme dépose la déclaration dans le territoire du Canada où le placement est effectué s'il se prévaut d'une dispense de l'obligation de prospectus prévue à l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21). L'obligation de déposer cette déclaration pourrait aussi être une condition d'une dispense de prospectus prévue par un règlement d'application pancanadienne, multilatérale ou locale, ou une condition d'une décision de dispense. Si le placement est fait dans plusieurs territoires, l'émetteur ou le preneur ferme peut exécuter cette obligation en remplissant une seule déclaration, en indiquant tous les souscripteurs ou acquéreurs et en la déposant dans chacun des territoires concernés. Le fait d'indiquer tous les souscripteurs ou acquéreurs dans une seule déclaration n'a pas d'incidence sur les droits de dépôt.

Pour établir les droits de dépôt exigibles dans un territoire donné, on consultera la législation en valeurs mobilières de celui-ci. L'émetteur ou le preneur ferme les acquitte au moyen de SEDAR+ conformément au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche+ (SEDAR+).

2. Émetteur situé à l'étranger

L'émetteur situé à l'étranger qui détermine qu'un placement a eu lieu dans un territoire du Canada inclut des renseignements sur les souscripteurs ou les acquéreurs qui résident dans ce territoire uniquement.

3. Placements multiples

L'émetteur peut remplir une seule déclaration pour plusieurs placements ayant lieu dans une période de dix jours, pourvu qu'elle soit déposée au plus tard dix jours après la date du premier placement. Toutefois, l'émetteur qui est un fonds d'investissement se prévalant des dispenses prévues au paragraphe 2 de l'article 6.2 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus peut la déposer annuellement, conformément à ce paragraphe.

4. Expression « souscripteur » ou « acquéreur »

Dans la présente annexe, on entend par souscripteur ou acquéreur celui qui a la propriété véritable des titres.

Cependant, si une société de fiducie ou un conseiller inscrit visé au paragraphe *p* ou *q* de la définition de l'expression « investisseur qualifié » à l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus a souscrit ou acquis les titres pour un compte géré sous mandat discrétionnaire, fournir de l'information sur la société de fiducie ou le conseiller inscrit et non sur le propriétaire véritable du compte.

Pour l'application du paragraphe *f* de la rubrique 7 de la présente annexe, les souscripteurs ou acquéreurs conjoints peuvent être considérés comme un seul souscripteur ou acquéreur.

5. Expression « émetteur »

Dans la présente annexe, sauf indication contraire, l'expression « émetteur » englobe les émetteurs qui sont des fonds d'investissement et ceux qui ne le sont pas.

6. Émetteurs qui sont des fonds d'investissement

L'émetteur qui est un fonds d'investissement remplit les rubriques 1 à 3, 6 à 8, 10 et 11 et l'Appendice 1 de la présente annexe.

7. Entités de placement hypothécaire

L'émetteur qui est une entité de placement hypothécaire remplit toutes les rubriques pertinentes de la présente annexe, à l'exception de la rubrique 6.

8. Langue

La déclaration doit être déposée en français ou en anglais. Au Québec, l'émetteur ou le preneur ferme doit respecter les obligations et droits linguistiques prescrits par la loi.

9. Monnaie

Tous les montants doivent être en dollars canadiens. Si le placement a été effectué ou qu'une rémunération a été versée dans une monnaie étrangère, convertir le montant en dollars canadiens au taux de change quotidien de la Banque du Canada à la date du placement. Si le placement est effectué à une date où le taux de change quotidien de la Banque du Canada n'est pas disponible, convertir le montant en dollars canadiens au dernier taux de change quotidien de la Banque du Canada disponible avant la date du placement. Dans le cas d'un fonds d'investissement qui procède au placement permanent de ses titres, convertir le montant en dollars canadiens au taux de change moyen quotidien de la Banque du Canada à midi pour la période de placement visée par la déclaration.

Si le placement n'a pas été fait en dollars canadiens, indiquer la monnaie étrangère au paragraphe *a* de la rubrique 7.

10. Date de l'information figurant dans la déclaration

Sauf indication contraire dans la présente annexe, fournir l'information à la date de fin du placement.

11. Date de constitution

Comme date de constitution, indiquer la date à laquelle l'émetteur a été constitué ou prorogé. S'il résulte d'un regroupement, d'un arrangement, d'une fusion ou d'une réorganisation, indiquer la date de la dernière opération.

12. Codes des titres

Lorsque le type de titre doit être indiqué, utiliser les codes suivants:

Code du titre	Type de titre
BND	Obligations
CER	Certificats (<i>y compris les certificats de titres de flux identiques, les certificats de fiducie</i>)
CMS	Actions ordinaires
CVD	Obligations non garanties convertibles
CVN	Billets convertibles
CVP	Actions privilégiées convertibles
DCT	Cryptomonnaies ou jetons numériques
DEB	Obligations non garanties
DRS	Certificats représentatifs d'actions étrangères (<i>comme les certificats américains ou internationaux représentatifs d'actions étrangères</i>)
FTS	Actions accréditives
FTU	Parts accréditives
LPU	Parts de société en commandite et participations dans une société en commandite (<i>y compris les engagements en capital</i>)
MTG	Créances hypothécaires (<i>à l'exception des créances hypothécaires syndiquées</i>)
NOT	Billets (<i>tous sauf les billets convertibles</i>)
OPT	Options

Code du titre	Type de titre
PRS	Actions privilégiées
RTS	Droits
SMG	Créances hypothécaires syndiquées
SUB	Reçus de souscription
UBS	Unités de titres groupés (<i>par exemple, une unité composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription</i>)
UNT	Parts (<i>excluent les unités de titres groupés, incluent les parts de fiducie et d'organismes de placement collectif</i>)
WNT	Bons de souscription (<i>y compris les bons de souscription spéciaux</i>)
OTH	Autres titres non inclus ci-dessus (<i>si ce choix est fait, fournir l'information sur le type de titre au paragraphe d de la rubrique 7</i>)

13. Placement du même titre par plusieurs émetteurs

Si deux émetteurs ou plus placent le même titre, indiquer leur nom complet à la rubrique 3.

B. Expressions utilisées dans l'annexe

1. Pour l'application de la présente annexe, on entend par:

« **BDNI** » : la Base de données nationale d'inscription;

« **client autorisé** » : un client autorisé au sens du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10);

« **émetteur à capital ouvert étranger** » : un émetteur qui répond à l'un des critères suivants:

- a) il a une catégorie de titres inscrite en vertu de l'article 12 de la Loi de 1934;
- b) il est tenu de déposer des rapports en vertu du paragraphe *d* de l'article 15 de cette loi;
- c) il est tenu de fournir de l'information sur l'émetteur et la négociation de ses titres au public, à ses porteurs ou à une autorité en valeurs mobilières, et cette information est rendue publique dans un territoire étranger visé;

« **identifiant pour les entités juridiques** » : le code d'identification unique attribué à la personne, selon le cas:

- a) conformément aux normes établies par le Système d'identifiant international pour les entités juridiques;

b) qui respecte les normes relatives aux identifiants préalables pour les entités juridiques établies par le Comité de surveillance réglementaire du Système d'identifiant international pour les entités juridiques;

« **profil SEDAR+** » : le profil prévu à l'article 4 du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche+ (SEDAR+);

« **SEDAR+** » : le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + au sens du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche+ (SEDAR+);

« **territoire étranger visé** » : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, l'Espagne, la France, Hong Kong, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, la Suède ou la Suisse;

« **titre étranger admissible** » : un titre offert principalement dans un territoire étranger dans le cadre d'un placement de titres dans l'un des cas suivants:

a) le titre est émis par un émetteur qui réunit les conditions suivantes:

i) il est constitué ou établi en vertu des lois d'un territoire étranger;

ii) il n'est émetteur assujéti dans aucun territoire du Canada;

iii) son siège est situé à l'étranger;

iv) la majorité des membres de sa haute direction et de ses administrateurs résident ordinairement à l'étranger;

b) le titre est émis ou garanti par le gouvernement d'un territoire étranger.

2. Pour l'application de la présente annexe, une personne est reliée à un émetteur ou à un gestionnaire de fonds d'investissement si l'une des deux conditions suivantes s'applique:

a) l'un des deux est contrôlé par l'autre;

b) chacun d'eux est sous le contrôle de la même personne.

ANNEXE 45-106A1
DÉCLARATION DE PLACEMENT AVEC DISPENSE

RUBRIQUE 1 – TYPE DE DÉCLARATION

Nouvelle déclaration

Déclaration modifiée Le cas échéant, indiquer la date de dépôt de la déclaration modifiée (AAAA-MM-JJ)

RUBRIQUE 2 – PARTIE ATTESTANT LA DÉCLARATION

Indiquer la partie qui atteste la déclaration (choisir une seule option). Pour déterminer si un émetteur est un fonds d'investissement, se reporter à l'article 1.1 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (c. V-1.1, r. 42) et à l'Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement.

Émetteur qui est un fonds d'investissement

Émetteur (autre qu'un fonds d'investissement)

Preneur ferme

RUBRIQUE 3 – NOM DE L'ÉMETTEUR ET AUTRES IDENTIFIANTS

Donner l'information suivante sur l'émetteur ou si celui-ci est un fonds d'investissement, sur le fonds.

Nom complet

Nom complet précédent

S'il a changé au cours des 12 derniers mois, donner le plus récent.

Site Web (le cas échéant)

Indiquer ci-dessous l'identifiant pour les entités juridiques de l'émetteur, le cas échéant. Pour la définition de cette expression, se reporter à la partie B des instructions.

Identifiant pour les entités juridiques

Si deux émetteurs ou plus placent le même titre, indiquer leur nom complet, sauf celui de l'émetteur susmentionné.

Nom complet des coémetteurs (le cas échéant)

RUBRIQUE 4 – RENSEIGNEMENTS SUR LE PRENEUR FERME

Si un preneur ferme remplit la déclaration, indiquer son nom complet, son numéro dans la BDNI et son numéro de profil SEDAR+.

Nom complet

N° BDNI de la société (le cas échéant)

N° de profil SEDAR+

RUBRIQUE 5 – RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉMETTEUR	
<i>Ne pas remplir la présente rubrique si l'émetteur est un fonds d'investissement. Passer à la rubrique suivante.</i>	
a) Secteur d'activité principal	
Indiquer le code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) (6 chiffres seulement) qui, à votre avis, correspond le mieux au secteur d'activité principal de l'émetteur.	
Code du SCIAN <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
Si l'émetteur est dans le secteur minier, indiquer le stade d'exploitation. Ceci ne s'applique pas aux émetteurs qui fournissent des services à des émetteurs qui exercent leurs activités dans le secteur minier. Sélectionner la catégorie qui décrit le mieux le stade d'exploitation.	
<input type="checkbox"/> Exploration <input type="checkbox"/> Développement <input type="checkbox"/> Production	
L'activité principale de l'émetteur consiste-t-elle à investir la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs dans l'un ou l'autre des secteurs suivants? Dans l'affirmative, indiquer lesquels.	
<input type="checkbox"/> Hypothécaire <input type="checkbox"/> Immobilier <input type="checkbox"/> Commercial <input type="checkbox"/> Consommation <input type="checkbox"/> Sociétés fermées	
<input type="checkbox"/> Cryptoactifs	
b) Nombre de salariés	
Nombre de salariés <input type="checkbox"/> Moins de 50 <input type="checkbox"/> 50 à 99 <input type="checkbox"/> 100 à 499 <input type="checkbox"/> 500 ou plus	
c) Numéro de profil SEDAR+	
Indiquer le numéro de profil SEDAR+ de l'émetteur	
<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	

RUBRIQUE 6 – RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉMETTEUR QUI EST UN FONDS D'INVESTISSEMENT	
<i>Si l'émetteur est un fonds d'investissement, donner les renseignements suivants.</i>	
a) Renseignements sur le gestionnaire de fonds d'investissement	
Nom complet <input type="text"/>	
N ^o BDNI de la société <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> (le cas échéant)	
N ^o de profil SEDAR+ <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
b) Type de fonds d'investissement	
Type de fonds d'investissement qui correspond le mieux à l'émetteur (ne cocher qu'une case).	
<input type="checkbox"/> Marché monétaire <input type="checkbox"/> Actions <input type="checkbox"/> Revenu fixe <input type="checkbox"/> Équilibré	
<input type="checkbox"/> Stratégies alternatives <input type="checkbox"/> Cryptoactifs <input type="checkbox"/> Autre (préciser) <input type="text"/>	
Indiquer si les énoncés suivants s'appliquent au fonds d'investissement.	
<input type="checkbox"/> Il investit principalement dans d'autres fonds d'investissement	
<input type="checkbox"/> Il est un OPCVM ¹	
¹ Les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) sont des fonds d'investissement réglementés par les directives de l'Union européenne (UE) qui permettent aux organismes de placement collectif d'exercer leurs activités dans l'ensemble de l'UE sur la base d'un passeport, avec l'autorisation de l'un des pays membres.	
c) Valeur liquidative du fonds d'investissement	
Indiquer la valeur liquidative du fonds d'investissement à la date du dernier calcul (\$ CA).	
<input type="checkbox"/> Moins de 5 M\$ <input type="checkbox"/> De 5 M\$ à moins de 25 M\$ <input type="checkbox"/> De 25 M\$ à moins de 100 M\$	
<input type="checkbox"/> De 100 M\$ à moins de 500 M\$ <input type="checkbox"/> De 500 M\$ à moins de 1 G\$ <input type="checkbox"/> 1 G\$ ou plus	
Date de calcul de la valeur liquidative: <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
AAAA MM JJ	

RUBRIQUE 7 – RENSEIGNEMENTS SUR LE PLACEMENT

Si l'émetteur situé à l'étranger effectue un placement dans un territoire du Canada, n'inclure que l'information sur les souscripteurs ou les acquéreurs résidant dans ce territoire dans la présente rubrique et l'Appendice 1. Ne pas inclure les titres émis en paiement de commissions, y compris les commissions d'intermédiaires relatives au placement, qui sont visés à la rubrique 8. Rapprocher l'information figurant à la présente rubrique avec celle qui est fournie à l'Appendice 1 de la déclaration.

a) Monnaie

Indiquer la monnaie dans laquelle le placement a été effectué. Tous les montants présentés dans la présente déclaration doivent être en dollars canadiens.

Dollars canadiens Dollars américains Euro Autre monnaie (préciser)

b) Date(s) du placement

Indiquer les dates de début et de fin du placement. Si la déclaration concerne des titres placés à une seule date de placement, indiquer cette date comme dates de début et de fin. Si la déclaration concerne des titres faisant l'objet d'un placement permanent, indiquer les dates de début et de fin de la période de placement visée par la déclaration.

Date de début : AAAA MM JJ Date de fin : AAAA MM JJ

c) Renseignements détaillés sur le souscripteur ou l'acquéreur

Remplir l'Appendice 1 de la présente annexe pour chaque souscripteur ou acquéreur.

d) Types des titres placés

Donner l'information suivante pour tous les placements déclarés pour chaque titre. Se reporter au paragraphe 12 de la partie A des instructions pour connaître la façon d'indiquer le code du titre. Indiquer les 9 chiffres du numéro CUSIP attribué au titre placé, le cas échéant.

Code du titre	CUSIP (le cas échéant)	Description du titre	Nombre de titres	S CA		
				Prix unique ou le plus bas	Prix le plus élevé	Montant total

e) Précisions sur les droits et les titres convertibles ou échangeables

Si des droits (par exemple, bons de souscription, options) ont été placés, donner le prix d'exercice et la date d'expiration pour chacun d'eux. Si des titres convertibles ou échangeables ont été placés, donner le ratio de conversion et décrire toute autre modalité, pour chacun d'eux.

Code du titre convertible ou échangeable	Code du titre sous-jacent	Prix d'exercice (S CA)		Date d'expiration (AAAA-MM-JJ)	Ratio de conversion	Décrire les autres modalités (le cas échéant)
		Le plus bas	Le plus élevé			

f) Résumé du placement par territoire et dispense

Indiquer le montant total des titres placés en dollars et le nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs pour chaque territoire du Canada et étranger où un souscripteur ou un acquéreur réside et pour chaque dispense invoquée au Canada à l'égard du placement. Toutefois, si un émetteur situé à l'étranger effectue un placement dans un territoire du Canada, indiquer les placements effectués auprès de souscripteurs ou d'acquéreurs situés dans ce territoire seulement.

Ce tableau exige une ligne distincte pour ce qui suit: i) chaque territoire où un souscripteur ou un acquéreur réside, ii) chaque dispense invoquée dans le territoire où un souscripteur ou un acquéreur réside, s'il s'agit d'un territoire du Canada, et iii) chaque dispense invoquée au Canada, si le souscripteur ou l'acquéreur réside à l'étranger.

Pour les territoires du Canada, préciser la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays.

Territoire	Dispense invoquée	Nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques ^{2a}	Montant total (S CA)
Montant total des titres placés en dollars			
Nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques^{2b}			

^{2a}Dans le calcul du nombre de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques par rangée, ne les compter qu'une seule fois. De même, les souscripteurs ou acquéreurs conjoints peuvent n'être comptés qu'une seule fois.

^{2b}Dans le calcul du nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs uniques auprès desquels l'émetteur a placé des titres, ne les compter qu'une seule fois, même s'il a placé auprès d'eux plusieurs types de titres et qu'il s'est prévalu de plusieurs dispenses à cette fin.

g) Produit net pour le fonds d'investissement par territoire

Si l'émetteur est un fonds d'investissement, indiquer le produit net pour le fonds d'investissement pour chaque territoire du Canada et étranger où un souscripteur ou un acquéreur réside³. Si un émetteur situé à l'étranger effectue un placement dans un territoire du Canada, indiquer le produit net pour ce territoire seulement. Pour les territoires du Canada, préciser la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays.

Territoire	Produit net (\$ CA)
Produit net total pour le fonds d'investissement	

³Le «produit net» s'entend du produit brut, réalisé dans le territoire, des placements pour lesquels la présente déclaration est déposée, déduction faite du montant brut des rachats effectués durant la période de placement visée par la déclaration.

RUBRIQUE 8 – RENSEIGNEMENTS SUR LA RÉMUNÉRATION

Donner les renseignements sur chaque personne (au sens du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21)) à qui l'émetteur verse ou versera directement une rémunération dans le cadre du placement. **Fournir des exemplaires supplémentaires de cette page si plus d'une personne a reçu ou recevra une rémunération.**

Indiquer si une rémunération a été ou sera versée dans le cadre du placement:

Non Oui Dans l'affirmative, préciser le nombre de personnes rémunérées.

a) Nom de la personne rémunérée et inscription

Indiquer si la personne rémunérée est une personne inscrite.

Non Oui

Si la personne rémunérée est une personne physique, donner son nom.

Nom complet
Nom de famille Prénom(s)

Dans le cas contraire, donner les renseignements suivants.

Nom complet

N° BDNI de la société (le cas échéant)

Indiquer si la personne rémunérée a facilité le placement par l'intermédiaire d'un portail de financement ou d'un portail Internet.

Non Oui

b) Coordonnées professionnelles

Si aucun numéro BDNI n'est fourni au paragraphe a ci-dessus, indiquer les coordonnées professionnelles de la personne rémunérée.

N° et rue

Ville Province / État

Pays Code postal

Adresse électronique N° de téléphone

c) Relation avec l'émetteur ou le gestionnaire de fonds d'investissement

Indiquer la relation de la personne avec l'émetteur ou le gestionnaire de fonds d'investissement (cocher tout ce qui s'applique). Pour remplir le présent paragraphe, se reporter à la définition des expressions «relées» au paragraphe 2 de la partie B des instructions et «contrôles» à l'article 1.4 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus.

- Personne reliée à l'émetteur ou au gestionnaire de fonds d'investissement
 Initié à l'égard de l'émetteur (autre qu'un fonds d'investissement)
 Administrateur ou dirigeant du fonds d'investissement ou du gestionnaire de fonds d'investissement
 Salarié de l'émetteur ou du gestionnaire de fonds d'investissement
 Aucune de ces réponses

d) Détail de la rémunération

Donner le détail de l'ensemble de la rémunération versée ou à verser à la personne nommée au paragraphe a dans le cadre du placement, y compris les commissions en espèces, la rémunération à base de titres, les cadeaux, les escomptes ou toute autre rémunération. Présenter tous les montants en dollars canadiens. Ne pas déclarer les paiements pour services connexes, tels que les services de bureau, l'impression et les services juridiques ou comptables. L'émetteur n'est pas tenu de demander des précisions sur les accords d'affectation interne avec les administrateurs, les dirigeants ou les salariés d'une personne qui n'est pas une personne physique rémunérée par l'émetteur, ni de déclarer ces renseignements.

Commission en espèces versée

Valeur de l'ensemble des titres placés à titre de rémunération⁴ Codes des titres

Code du titre 1			Code du titre 2			Code du titre 3		
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Modalités des bons de souscription, options ou autres droits

Autre rémunération⁵ Description

Total de la rémunération versée

Cocher si la personne recevra ou peut recevoir une rémunération différée (décrire les modalités).

⁴Indiquer la valeur de l'ensemble des titres placés à titre de rémunération, à l'exception des options, bons de souscription ou autres droits pouvant être exercés en vue d'acquiescer des titres supplémentaires de l'émetteur. Inscrivez les codes de tous les titres placés à titre de rémunération, y compris les options, les bons de souscription ou les autres droits pouvant être exercés en vue d'acquiescer des titres supplémentaires de l'émetteur.

⁵Ne pas inclure la rémunération différée.

RUBRIQUE 9 - ADMINISTRATEURS, MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION ET PROMOTEURS DE L'ÉMETTEUR

Si l'émetteur est un fonds d'investissement, ne pas remplir la présente rubrique et passer à la rubrique 10.

Indiquer si l'émetteur correspond à ce qui suit (cocher le type pertinent – si plusieurs sont pertinents, n'en cocher qu'un.):

- Émetteur assujéti dans un territoire du Canada
- Émetteur à capital ouvert étranger
- Filiale en propriété exclusive d'un émetteur assujéti dans un territoire du Canada⁶
Nom de l'émetteur assujéti
- Filiale en propriété exclusive d'un émetteur à capital ouvert étranger⁶
Nom de l'émetteur à capital ouvert étranger
- Émetteur qui ne place que des titres étrangers admissibles et le fait uniquement auprès de clients autorisés⁷

Si l'émetteur a coché au moins une case, ne pas remplir les paragraphes a à c ci-dessous et passer à la rubrique 10.

⁶L'émetteur est une filiale en propriété exclusive d'un émetteur assujéti ou d'un émetteur à capital ouvert étranger si tous ses titres comportant droit de vote en circulation, à l'exception de ceux que détiennent ses administrateurs en vertu de la loi, sont sa propriété véritable.

⁷Cocher cette case si elle s'applique au placement en cours, même si l'émetteur a déjà placé d'autres types de titres auprès de clients non autorisés. Se reporter à la définition des expressions «titre étranger admissible» et «client autorisé» au paragraphe 1 de la partie B des instructions.

Cocher cette case si l'émetteur ne correspond à rien de ce qui précède et remplir les paragraphes a à c.

a) Administrateurs, membres de la haute direction et promoteurs de l'émetteur

Donner les renseignements suivants sur chaque administrateur, membre de la haute direction et promoteur de l'émetteur. Lorsque la personne se trouve au Canada, indiquer la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays. Dans la colonne «Relation avec l'émetteur», inscrire «A» pour «administrateur», «H» pour «membre de la haute direction» et «P» pour «promoteur».

Nom de l'organisation ou de la société	Nom de famille	Prénom(s)	Établissement de la personne morale ou territoire de résidence de la personne physique Province ou pays	Relation avec l'émetteur (cocher tout ce qui s'applique)		
				A	H	P

b) Renseignements sur le promoteur

Si le promoteur de la liste ci-dessus n'est pas une personne physique, donner les renseignements suivants pour chacun de ses administrateurs et membres de la haute direction. S'ils se trouvent au Canada, indiquer la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays. Dans la colonne «Relation avec le promoteur», inscrire «A» pour «administrateur» et «H» pour «membre de la haute direction».

Nom de l'organisation ou de la société	Nom de famille	Prénom(s)	Territoire de résidence de la personne physique Province ou pays	Relation avec le promoteur (cocher tout ce qui s'applique)	
				A	H

c) Adresse domiciliaire de chaque personne physique

Remplir l'Appendice 2 de la présente annexe, y compris l'adresse domiciliaire complète de chaque personne physique dont le nom figure aux paragraphes a et b de la présente rubrique. L'Appendice 2 exige également de l'information sur les personnes participant au contrôle.

RUBRIQUE 10 – ATTESTATION

Donner l'attestation et les coordonnées professionnelles suivantes d'un administrateur, d'un dirigeant ou d'un mandataire de l'émetteur ou du preneur ferme. Si l'émetteur ou le preneur ferme n'est pas une société par actions, une personne physique qui exerce des fonctions analogues à celles d'un administrateur ou d'un dirigeant peut attester la déclaration. Par exemple, si l'émetteur est une fiducie, la déclaration peut être attestée par ses fiduciaires. S'il est un fonds d'investissement, un administrateur ou un dirigeant du gestionnaire de fonds d'investissement (ou une personne physique qui exerce des fonctions analogues lorsque le gestionnaire de fonds d'investissement n'est pas une société par actions) peut attester la déclaration si le fonds d'investissement l'y a autorisé. L'attestation ne peut être déléguée qu'à un mandataire autorisé par un dirigeant ou un administrateur de l'émetteur ou du preneur ferme à établir et à attester la déclaration au nom de l'émetteur ou du preneur ferme. Si la déclaration est attestée par un mandataire pour le compte de l'émetteur ou du preneur ferme, fournir l'information demandée dans les cases ci-après. Si la personne physique qui remplit et dépose la déclaration diffère de celle qui l'atteste, fournir à la rubrique 11 le nom et les coordonnées de celle qui la remplit et la dépose. La signature figurant dans la déclaration doit être dactylographiée plutôt que manuscrite. La déclaration peut comprendre une signature électronique pourvu que le nom du signataire soit également dactylographié.

En vertu de la législation en valeurs mobilières, l'émetteur ou le preneur ferme qui place des titres sous le régime de certaines dispenses de prospectus doit déposer une déclaration de placement avec dispense remplie.

En signant ci-dessous, j'atteste à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable, au nom de l'émetteur, du preneur ferme ou du gestionnaire de fonds d'investissement, selon le cas, que j'ai examiné la présente déclaration et qu'à ma connaissance, avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les renseignements qu'elle contient sont véridiques et, dans la mesure où cela est exigé, complets.

Nom de l'émetteur, du preneur ferme, du gestionnaire de fonds d'investissement ou du mandataire	<input type="text"/>		
Nom complet	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Nom de famille	Prénom(s)	Prénom(s)
Titre	<input type="text"/>		
N° de téléphone	<input type="text"/>	Adresse électronique	<input type="text"/>
Signature	<input type="text"/>	Date	<input type="text"/>
			AAAA MM JJ

RUBRIQUE 11 – PERSONNE-RESSOURCE

Donner les coordonnées professionnelles de la personne physique avec qui l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut communiquer pour toute question sur le contenu de la présente déclaration s'il ne s'agit pas de celle qui atteste la déclaration à la rubrique 10.

Même personne physique que celle attestant la déclaration

Nom complet	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Titre	<input type="text"/>
	Nom de famille	Prénom(s)		
Nom de la société	<input type="text"/>			
N° de téléphone	<input type="text"/>	Adresse électronique	<input type="text"/>	

Avis – Collecte et utilisation des renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir conformément à la présente annexe sont recueillis pour le compte de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en vertu du pouvoir qui lui est conféré et utilisés par lui aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières.

Pour toute question relative à la collecte et à l'utilisation de ces renseignements, prière de communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable des territoires où la déclaration est déposée, aux adresses indiquées ci-après.

Les Appendices 1 et 2 peuvent contenir les renseignements personnels des personnes physiques et les modalités des placements. Ces renseignements ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable. Toutefois, les lois sur l'accès à l'information de certains territoires peuvent obliger ceux-ci à les fournir sur demande.

En signant la présente déclaration, l'émetteur/le preneur ferme confirme que chaque personne physique dont le nom figure aux Appendices 1 et 2 et qui réside dans un territoire du Canada:

- a été avisée par lui: de la transmission à l'autorité en valeurs mobilières ou à l'agent responsable des renseignements la concernant qui figurent aux Appendices 1 et 2; du fait que ceux-ci sont recueillis par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable en vertu du pouvoir qui lui est conféré et aux fins de l'application de la législation en valeurs mobilières dans le territoire intéressé; du titre, de l'adresse et du numéro de téléphone de l'agent public du territoire intéressé, tels qu'ils figurent dans la présente annexe, qui peut répondre aux questions sur la collecte indirecte des renseignements par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable;
- a autorisé la collecte indirecte des renseignements par l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable.

APPENDICE 1 DE L'ANNEXE 45-106A1 (RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS SUR LE SOUSCRIPTEUR OU L'ACQUÉREUR)

L'Appendice 1 doit être déposé sous la forme d'une feuille de calcul Excel présentée d'une manière acceptable pour l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable.

Les renseignements fournis dans le présent appendice ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable. Toutefois, les lois sur l'accès à l'information de certains territoires peuvent obliger ceux-ci à les fournir sur demande.

a) Renseignements généraux (*ne les inclure qu'une seule fois*)

1. Nom de l'émetteur
2. Date de l'attestation (AAAA-MM-JJ)

Donner les renseignements suivants sur chaque souscripteur ou acquéreur. Indiquer séparément pour chacun la date du placement, le type de titre placé et la dispense invoquée.

b) Nom du souscripteur ou de l'acquéreur

Si deux personnes physiques ou plus ont souscrit ou acquis des titres conjointement, fournir sous chaque colonne le nom de famille et le prénom de chaque souscripteur ou acquéreur, et séparer les noms par une esperluette. Par exemple, si Jeanne Côté et Robert Tremblay sont des souscripteurs ou acquéreurs conjoints, indiquer «Côté & Tremblay» dans la colonne «nom de famille».

1. Nom de famille
2. Prénom(s)
3. Nom complet de la personne qui n'est pas une personne physique (*le cas échéant*)

c) Coordonnées du souscripteur ou de l'acquéreur

1. Adresse domiciliaire
2. Ville
3. Province/État
4. Code postal
5. Pays
6. Numéro de téléphone
7. Adresse électronique (*le cas échéant*)

d) Modalités des titres souscrits ou acquis

1. Date du placement (AAAA-MM-JJ)
2. Nombre de titres
3. Code du titre
4. Montant payé (\$ CA)

e) Modalités de la dispense invoquée

1. Numéro du règlement, de l'article, du paragraphe
2. Si l'article 2.3 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus est invoqué, indiquer le numéro du paragraphe de la définition de l'expression « investisseur qualifié » à l'article 1.1 de ce règlement qui s'applique au souscripteur ou à l'acquéreur (*n'en indiquer qu'un seul – si le souscripteur ou l'acquéreur est un client autorisé qui n'est pas une personne physique, on peut sélectionner « CANP » au lieu d'indiquer le numéro du paragraphe*).
3. Si l'article 2.5 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus est invoqué, donner les renseignements suivants :
 - a. le numéro de sous-paragraphe du paragraphe 1 de l'article 2.5 qui s'applique au souscripteur ou à l'acquéreur (*n'en indiquer qu'un seul*);
 - b. si les sous-paragraphe *b* à *i* de ce paragraphe sont invoqués, indiquer ce qui suit :
 - i. le nom de l'administrateur, du membre de la haute direction, de la personne participant au contrôle ou du fondateur de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui qui estime avoir une relation avec le souscripteur ou l'acquéreur. (*Si le paragraphe a de la rubrique 9 a été rempli, le nom de l'administrateur, du membre de la haute direction ou de la personne participant au contrôle doit correspondre à celui fourni à la rubrique 9 et à l'Appendice 2.*)
 - ii. les fonctions de l'administrateur, du membre de la haute direction, de la personne participant au contrôle ou du fondateur de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui qui estime avoir une relation avec le souscripteur ou l'acquéreur.
4. Si le paragraphe 2 ou, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec ou en Saskatchewan, le paragraphe 2.1 de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus est invoqué et que le souscripteur ou l'acquéreur est un investisseur admissible, indiquer le numéro du paragraphe de la définition de l'expression « investisseur admissible » à l'article 1.1 de ce règlement qui s'applique (*n'en indiquer qu'un seul*).

f) Autres renseignements

Les sous-paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas dans les cas suivants:

- a) l'émetteur est un émetteur à capital ouvert étranger;*
- b) l'émetteur est une filiale en propriété exclusive d'un émetteur à capital ouvert;*
- c) l'émetteur ne place que des titres étrangers admissibles et le fait uniquement auprès de clients autorisés.*

1. Le souscripteur ou l'acquéreur est-il une personne inscrite? (O/N)
2. Le souscripteur ou l'acquéreur est-il initié à l'égard de l'émetteur? (O/N) *(ne s'applique pas si l'émetteur est un fonds d'investissement)*
3. Nom complet de la ou des personnes rémunérées pour placer les titres auprès du souscripteur ou de l'acquéreur. *S'il s'agit de sociétés inscrites, indiquer seulement leur numéro BDNI. (Le nom doit correspondre à celui fourni à la rubrique 8.)*

INSTRUCTIONS POUR L'APPLICATION DE L'APPENDICE 1

Les titres émis en paiement de commissions, y compris les commissions d'intermédiaires, doivent être indiqués à la rubrique 8 de la déclaration, et non à l'Appendice 1.

Détail de la dispense invoquée – Indiquer, pour chaque souscripteur ou acquéreur, la loi ou le règlement précis de la dispense invoquée, de même que l'article et, s'il y a lieu, le paragraphe ou le sous-paragraphe. Par exemple, l'émetteur qui se prévaut d'une dispense prévue par un règlement indiquera le numéro de celui-ci et le paragraphe ou le sous-paragraphe de l'article applicable. Dans le cas où il se prévaut d'une dispense accordée par décision générale, il indiquera le numéro de la décision.

S'il s'agit de dispenses qui prévoient certains critères pour le souscripteur ou l'acquéreur, par exemple celle de l'article 2.3, de l'article 2.5 ou du paragraphe 2 ou, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Québec ou en Saskatchewan, du paragraphe 2.1 de l'article 2.9 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus, on précisera également le paragraphe de la définition de ces expressions qui s'applique.

Déclarations déposées en vertu du sous-paragraphe j du paragraphe 1 de l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus – En ce qui concerne les déclarations déposées en vertu du sous-paragraphe j du paragraphe 1 de l'article 6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus, indiquer dans l'Appendice 1 le nombre total de souscripteurs ou d'acquéreurs par territoire uniquement, et non le nom, l'adresse domiciliaire et le numéro de téléphone ou l'adresse électronique de chaque souscripteur ou acquéreur.

APPENDICE 2 DE L'ANNEXE 45-106A1 (RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS SUR L'ADMINISTRATEUR, LE MEMBRE DE LA HAUTE DIRECTION, LE PROMOTEUR ET LA PERSONNE PARTICIPANT AU CONTRÔLE)

L'Appendice 2 doit être déposé sous la forme d'une feuille de calcul Excel présentée de manière acceptable pour l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable.

Ne donner les renseignements suivants que si le paragraphe *a* de la rubrique 9 a été rempli. Le présent appendice exige également des renseignements sur les personnes participant au contrôle de l'émetteur au moment du placement.

Les renseignements fournis dans le présent appendice ne seront rendus publics par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun agent responsable. Toutefois, les lois sur l'accès à l'information peuvent obliger ceux-ci à les fournir sur demande.

- a) **Renseignements généraux (ne les inclure qu'une seule fois)**
1. Nom de l'émetteur
 2. Date de l'attestation (AAAA-MM-JJ)
- b) **Coordonnées professionnelles du chef de la direction (si elles ne figurent pas à la rubrique 10 ou 11 de la déclaration)**
1. Adresse électronique
 2. Numéro de téléphone
- c) **Adresse domiciliaire des administrateurs, membres de la haute direction, promoteurs et personnes participant au contrôle de l'émetteur**

Donner les renseignements suivants sur chaque administrateur, membre de la haute direction, promoteur ou personne participant au contrôle de l'émetteur au moment du placement. Si le promoteur ou la personne participant au contrôle n'est pas une personne physique, fournir les renseignements pour chacun de ses administrateurs et membres de la haute direction. (Les noms doivent correspondre à ceux indiqués à la rubrique 9 de la déclaration, le cas échéant.)

1. Nom de famille
2. Prénom(s)
3. Adresse domiciliaire
4. Ville
5. Province/État
6. Code postal
7. Pays
8. Indiquer si la personne physique est une personne participant au contrôle ou un administrateur ou un membre de la haute direction de celle-ci (le cas échéant).

d) Personnes participant au contrôle qui ne sont pas des personnes physiques (le cas échéant)

Si la personne participant au contrôle n'est pas une personne physique, donner les renseignements suivants. Si elle se trouve au Canada, indiquer la province ou le territoire; sinon, indiquer le pays.

1. Nom de l'organisation ou de la société
2. Province ou pays de l'établissement

Questions

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des autorités suivantes :

Alberta Securities Commission

Suite 600, 250 – 5th Street SW

Calgary (Alberta) T2P 0R4

Téléphone : 403 297-6454

Télécopieur : 403 297-6156

Sans frais au Canada : 1 877 355-0585

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : FOIP Coordinator

British Columbia Securities Commission

P.O. Box 10142, Pacific Centre

701 West Georgia Street

Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2

Demandes de renseignements : 604 899-6854

Sans frais au Canada : 1 800 373-6393

Télécopieur : 604 899-6506

Courriel : FOI-privacy@bcsc.bc.ca

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Privacy Officer

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

500 – 400 St. Mary Avenue

Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5

Téléphone : 204 945-2561

Sans frais au Manitoba : 1 800 655-5244

Télécopieur : 204 945-0330

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Directeur

Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)

85, rue Charlotte, bureau 300

Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2

Téléphone : 506 658-3060

Sans frais au Canada : 1 866 933-2222

Télécopieur : 506 658-3059

Courriel : info@fcnb.ca

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : chef de la direction et responsable de la protection de la vie privée

Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador**Office of the Superintendent**

Department of Digital Government and Service NL

P.O. Box 8700

Confederation Building

2nd Floor, West Block

Prince Philip Drive

St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6

À l'attention de : Superintendent of Securities

Téléphone : 709 729-2571

Télécopieur : 709 729-6187

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Superintendent of Securities

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest**Bureau du surintendant des valeurs mobilières**

P.O. Box 1320

Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9

Téléphone : 867 767-9305

Télécopieur : 867 873-0243

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : surintendant des valeurs mobilières

Nova Scotia Securities Commission

Suite 400, 5251 Duke Street

Duke Tower

P.O. Box 458

Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8

Téléphone : 902 424-7768

Télécopieur : 902 424-4625

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Executive Director

Gouvernement du Nunavut**Bureau du surintendant des valeurs mobilières**

Bureau d'enregistrement

P.O. Box 1000, Station 570

4th Floor, Building 1106

Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0

Téléphone : 867 975-6590

Télécopieur : 867 975-6594

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : surintendant des valeurs mobilières

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

20 Queen Street West, 22nd Floor

Toronto (Ontario) M5H 3S8

Téléphone : 416 593-8314

Sans frais au Canada : 1 877 785-1555

Télécopieur : 416 593-8122

Courriel : exemptmarketfilings@osc.gov.on.ca

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : agent de renseignements

Prince Edward Island Securities Office

95 Rochford Street, 4th Floor Shaw Building

P.O. Box 2000

Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8

Téléphone : 902 368-4569

Télécopieur : 902 368-5283

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Superintendent of Securities

Autorité des marchés financiers

800, rue du Square-Victoria, 22^e étage

C.P. 246, Place Victoria

Montréal (Québec) H4Z 1G3

Téléphone : 514 395-0337 ou 1 877 525-0337

Télécopieur : 514 873-6155 (dépôts seulement)

Télécopieur : 514 864-6381 (demandes confidentielles seulement)

Courriel : financementdessocietes@lautorite.qc.ca (pour les émetteurs qui sont des sociétés);

fonds_investissement@lautorite.qc.ca (pour les émetteurs qui sont des fonds d'investissement)

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : secrétaire général

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Suite 601 – 1919 Saskatchewan Drive

Regina (Saskatchewan) S4P 4H2

Téléphone : 306 787-5842

Télécopieur : 306 787-5899

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : Executive Director, Securities Division

Bureau du surintendant des valeurs mobilières**Gouvernement du Yukon****Ministère des Services aux collectivités**

307 Black Street, 1st Floor

P.O. Box 2703 C-6

Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6

Téléphone : 867 667-5466

Télécopieur : 867 393-6251

Courriel : securities@yukon.ca

Agent public à joindre pour toute question relative à la collecte indirecte de renseignements : surintendant des valeurs mobilières ».

5. L'Annexe 45-106A3 de ce règlement est modifiée :

1^o par le remplacement, dans la rubrique 2.2, de « SEDAR, à l'adresse suivante: www.sedar.com » par « SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com »;

2^o par le remplacement, dans la rubrique 2.3, de « SEDAR » par « SEDAR+ »;

3^o par le remplacement, dans l'instruction 1 de la partie C et le deuxième alinéa de l'instruction 2 de la partie D de la partie intitulée « **Instructions pour l'application de l'Annexe 45-106A3 Notice d'offre de l'émetteur admissible** », de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

6. L'Annexe 45-106A14 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 9 de la partie 2, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
7. L'Annexe 45-106A15 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 40 de la partie 11, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
8. L'Annexe 45-106A19 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 14 de la partie 6, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».
9. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-108 SUR LE FINANCEMENT PARTICIPATIF

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o et 2^o)

1. L'Annexe 45-108A1 du Règlement 45-108 sur le financement participatif (chapitre V-1.1, r. 21.02) est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 10, de « de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. » par « de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

**RÈGLEMENT MODIFIANT L'INSTRUCTION CANADIENNE 46-201,
MODALITÉS D'ENTIERCEMENT APPLICABLES AUX PREMIERS APPELS
PUBLICS À L'ÉPARGNE**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, art. 331.1, par. 1^o, 2^o et 34^o)

1. L'article 1.2 de l'Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne (chapitre V-1.1, r. 22) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3, du suivant :

« 4) Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o et 2^o)

1. L'article 5.18 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières (chapitre V-1.1, r. 23) est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *c* du paragraphe 2, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
2. L'Annexe 51-101A4 de ce règlement est modifiée par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ » et de « on profil SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) » par « son profil SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com) ».
3. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24) est modifié par la suppression, dans le paragraphe 1, de la définition de l'expression « format électronique ».
2. L'article 5.8 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *iii* du sous-paragraphe *b* des paragraphes 3 et 6, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».
3. Les articles 9.1.1, 9.1.2 et 9.2 de ce règlement sont modifiés par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
4. L'article 12.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, de « dans un format électronique acceptable » par « électroniquement ».
5. L'Annexe 51-102A2 de ce règlement est modifiée :
 - 1° dans le paragraphe *f* de la partie 1 :
 - a)* par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ »;
 - b)* par le remplacement de « SEDAR (www.sedar.com) » par « SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com »;
 - 2° par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 17.1 de la partie 2, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com ».
6. L'Annexe 51-102A5 de ce règlement est modifiée :
 - 1° par le remplacement, dans le paragraphe *c* de la partie 1, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com »;
 - 2° par le remplacement, dans la rubrique 16.1 de la partie 2, de « de SEDAR à l'adresse www.sedar.com » par « de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com ».
7. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les articles 4.9, 13.3 et 13.4, de « en format électronique » par « électroniquement ».
8. Les Annexes 51-102A1, 51-102A3 et 51-102A4 de ce règlement sont modifiées par le remplacement, partout où ils se trouvent, de « SEDAR (www.sedar.com) » par « SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com ».
9. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-105 SUR LES ÉMETTEURS COTÉS SUR LES MARCHÉS DE GRÉ À GRÉ AMÉRICAINS

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o et 2^o)

1. L'article 5 du Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains (chapitre V-1.1, r. 24.1) est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) les dispositions du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*); ».

2. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « en format électronique selon l'article 2.2 du Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) » par « conformément au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*) ».

3. L'article 8 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « en format électronique conformément au Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) » par « conformément au Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*) ».

4. L'Annexe 51-105A3A de ce règlement est modifiée par le remplacement de « **Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)** » par « **Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)** ».

5. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 52-112 SUR L'INFORMATION
CONCERNANT LES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX
PCGR ET D'AUTRES MESURES FINANCIÈRES**

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o et 2^o)

1. L'article 5 du Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières (chapitre V-1.1, r. 28.1) est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *c* du paragraphe 2, de « SEDAR, à l'adresse www.sedar.com » par « SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 54-101 SUR LA COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES DES TITRES D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o et 34^o)

1. L'article 1.1 du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti (chapitre V-1.1, r. 29) est modifié par l'insertion, après la définition de l'expression « résolution extraordinaire », de la suivante :

« « SEDAR+ » : SEDAR+ au sens du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*); ».

2. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où il se trouve dans les articles 2.7.1, 2.7.2 et 2.7.4, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

3. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 55-102, SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DÉCLARATION DES INITIÉS (SEDI)

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 1.1 de la Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI) (chapitre V-1.1, r. 30) est modifié par le remplacement de la définition de l'expression « émetteur SEDI » par la suivante:

« « émetteur SEDI » : un émetteur assujetti, à l'exception d'un organisme de placement collectif, qui est tenu de se conformer au Règlement 13-103 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*); ».

2. Le Formulaire 55-102F1 de cette norme canadienne est modifié par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

3. Le Formulaire 55-102F3 de cette norme canadienne est modifié, dans la rubrique 1 :

1° par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ »;

2° par la suppression de la quatrième phrase.

4. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 55-104 SUR LES EXIGENCES ET DISPENSES DE DÉCLARATION D'INITIÉ

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o et 2^o)

1. Le Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié (chapitre V-1.1, r. 31) est modifié par le remplacement, partout où il se trouve dans les articles 6.2, 6.3 et 7.3, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 58-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o et 34^o)

1. L'article 1.1 du Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance (chapitre V-1.1, r. 32) est modifié par le remplacement de la définition de l'expression « SEDAR » par la suivante :

« «SEDAR+» : SEDAR+ au sens du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*); ».

2. L'article 2.3 de ce règlement est modifié par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

3. L'Annexe 58-101A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans l'instruction 5, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

4. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 62-104 SUR LES OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT ET DE RACHAT

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 2°)

1. L'article 3.2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat (chapitre V-1.1, r. 35) est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 5, de « Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) » par « Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*) »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 6, de « dans un format électronique acceptable en vertu du Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) » par « électroniquement en vertu du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) ».

2. L'Annexe 62-104A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe *b* de la partie 1, de « SEDAR (www.sedar.com) » par « SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com ».

3. L'Annexe 62-104A2 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe *b* de la partie 1, de « SEDAR (www.sedar.com) » par « SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com ».

4. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 2°)

1. L'Annexe 81-101A1 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif (chapitre V-1.1, r. 38) est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».
2. L'Annexe 81-101A2 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 2 de la rubrique 24, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».
3. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-106 SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1^o et 2^o)

1. Les articles 5.2 et 5.3 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 42) sont modifiés par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
2. L'article 9.4 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *f* du paragraphe 2.2, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com ».
3. L'article 12.2.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
4. L'Annexe 81-106A1 de ce règlement est modifiée :
 - 1^o dans la partie B :
 - a*) par le remplacement, dans la rubrique 1, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com »;
 - b*) par le remplacement, dans le paragraphe 9 des instructions de la rubrique 5, de « www.sedar.com » par « www.sedarplus.com »;
 - 2^o par le remplacement, dans la rubrique 1 de la partie C, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com ».
5. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1° et 2°)

1. L'article 55 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement (chapitre V-1.1, r. 46) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».
2. L'Annexe A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 1 des parties B et C, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com ».
3. L'Annexe A3 de ce règlement est modifiée :
 - 1° dans le paragraphe 7 des directives générales :
 - a) par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ »;
 - b) par le remplacement de « SEDAR (www.sedar.com) » par « SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com »;
 - 2° par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 19, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com ».
4. Le présent règlement entre en vigueur le 9 juin 2023.

79851

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT

1. L'article 1.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* est modifié par la suppression de la définition de l'expression « Règlement 11-101 ».
2. L'article 1.3 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le paragraphe 3, de « au moyen de SEDAR ».
3. L'article 3.3 de cette instruction générale est modifié :
 - 1° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de « SEDAR » par « SEDAR+ »;
 - 2° par le remplacement, dans le quatrième alinéa, de « en envoyant une lettre de refus au moyen de SEDAR » par « au moyen de SEDAR+ ».
4. Les articles 3.5, 4.5 et 4C.5 de cette instruction générale sont abrogés.
5. L'Annexe A de cette instruction générale est abrogée.

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-201 RELATIVE À LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS

1. L'article 3.1 de l'*Instruction générale 11-201 relative à la transmission électronique de documents* est remplacé par le suivant :

« 3.1. Forme et contenu des documents

Les documents que l'expéditeur se propose de transmettre électroniquement devraient être recréés sur support électronique, plutôt que numérisés sur support électronique. Cette mesure est recommandée du fait que les documents numérisés peuvent être difficiles à transmettre, à stocker et à récupérer à peu de frais et à consulter après récupération. ».

2. L'article 3.3 de cette instruction générale est modifié :

- 1° par la suppression du paragraphe 5;
- 2° par la suppression, dans le paragraphe 6, de « , comme SEDAR, ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-202 RELATIVE À L'EXAMEN DU PROSPECTUS DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

1. L'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la partie 2 par le suivant :

« PARTIE 2 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION ».

2. L'article 2.1 de cette instruction générale est modifié par la suppression de la définition de l'expression « Règlement 13-101 ».

3. L'article 2.2 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de « Règlement 13-101 » par « *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* ».

4. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 2.2, du suivant :

« 2.3. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du Règlement 11-102 et de la présente instruction générale. ».

5. L'article 4.1 de cette instruction générale est modifié par la suppression de « électronique sur SEDAR » et de la phrase « Le déposant qui dépose un prospectus en format papier en vertu du Règlement 13-101 devrait en faire mention dans la lettre d'accompagnement du prospectus. ».

6. Les articles 5.4 et 5.5 de cette instruction générale sont modifiés :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « délivrer une première lettre d'observations » par « transmettre ses observations initiales »;

2° par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

7. L'article 5.7 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de « à la lettre d'observations » par « aux observations ».

8. L'article 7.2 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « le déposant lui confirme dans une lettre d'accompagnement jointe aux documents que » par « au moment du dépôt des documents, le déposant lui confirme que ».

9. L'article 7.3 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ »;

2° par le remplacement de « le déposant lui confirme dans une lettre d'accompagnement jointe aux documents » par « au moment du dépôt des documents, le déposant lui confirme ».

10. L'article 8.1 de cette instruction générale est modifié par la suppression du paragraphe 1.1.

11. L'article 8.2 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le paragraphe 1, de « par lettre ».

12. L'article 10.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « le déposant lui confirme dans une lettre d'accompagnement jointe aux documents » par « au moment du dépôt des documents, le déposant lui confirme ».

13. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement de l'article 10.3 par le suivant :

« 1) Si le déposant dépose une modification du prospectus provisoire avant que l'autorité principale ait transmis ses observations pour les documents relatifs à ce prospectus, l'autorité principale peut ne pas être en mesure de terminer son examen des documents et de transmettre ses observations dans le délai prescrit au paragraphe 1 de l'article 5.4 ou 5.5, selon le cas. L'autorité principale fait de son mieux pour transmettre ses observations à la plus éloignée des dates suivantes :

a) dans le cas d'un prospectus ordinaire, dans un délai de cinq jours ouvrables après la date du visa de la modification ou à la date prévue initialement pour la transmission des observations;

b) dans le cas d'un prospectus simplifié ou d'un prospectus préalable, dans un délai de trois jours ouvrables après la date du visa de la modification ou à la date prévue initialement pour la transmission des observations.

De même, dans le cas d'un prospectus sous régime double, si le déposant dépose une modification du prospectus provisoire avant que la CVMO termine son examen conformément au paragraphe 2 de l'article 5.4 ou 5.5, la CVMO peut ne pas être en mesure de terminer son examen dans les délais prescrits. La CVMO fait de son mieux pour aviser l'autorité principale, à la plus éloignée des dates suivantes, de toute question à propos des documents qui, si elle n'était pas résolue, l'amènerait à se retirer de l'examen sous régime double :

a) trois jours ouvrables après la date du visa de la modification du prospectus provisoire;

b) la date prévue initialement pour donner l'avis.

« 2) Si le déposant dépose une modification du prospectus ordinaire provisoire après que l'autorité principale a transmis ses observations, la procédure suivante s'applique :

a) l'autorité principale fait de son mieux pour examiner les documents et transmettre ses observations dans un délai de trois jours ouvrables suivant la date du visa de la modification du prospectus provisoire;

b) dans le cas d'un prospectus sous régime double, la CVMO fait de son mieux pour aviser l'autorité principale dans un délai de trois jours ouvrables suivant la date du visa de la modification du prospectus provisoire de toute question à propos des documents qui, si elle n'était pas résolue, l'amènerait à se retirer de l'examen sous régime double.

« 3) Si le déposant dépose une modification du prospectus simplifié provisoire ou du prospectus préalable provisoire après que l'autorité principale a transmis ses observations, la procédure suivante s'applique :

a) l'autorité principale fait de son mieux pour examiner les documents et transmettre ses observations dans un délai de deux jours ouvrables suivant la date du visa de la modification du prospectus provisoire;

b) dans le cas d'un prospectus sous régime double, la CVMO fait de son mieux pour aviser l'autorité principale dans un délai de deux jours ouvrables suivant la date du visa de la modification du prospectus provisoire de toute question à propos des documents qui, si elle n'était pas résolue, l'amènerait à se retirer de l'examen sous régime double.

« 4) Les délais prévus aux paragraphes 2 et 3 peuvent ne pas s'appliquer dans certaines circonstances, s'il est plus approprié que l'autorité principale et, dans le cas d'un prospectus sous régime double, la CVMO examinent les documents de modification à un autre stade de l'examen. Par exemple, l'autorité principale et la CVMO peuvent souhaiter différer l'examen des documents de modification jusqu'à ce qu'elles aient reçu et examiné les réponses du déposant aux observations sur les documents relatifs au prospectus provisoire déjà transmises. ».

14. L'article 10.4 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, de « délivrer une lettre d'observations » par « transmettre ses observations ».

15. L'article 10.5 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ »;

2° par le remplacement de « le déposant lui confirme dans une lettre d'accompagnement jointe aux documents » par « au moment du dépôt des documents, le déposant lui confirme ».

16. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la partie 12 par le suivant :

« PARTIE 12 DATE DE PRISE D'EFFET ».

17. L'article 12.2 de cette instruction générale est abrogé.

18. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-203 RELATIVE AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE DISPENSE DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

1. L'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la partie 2 par le suivant :

« **PARTIE 2 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION** ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 2.2, du suivant :

« **2.3. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès ou d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du Règlement 11-102 et de la présente instruction générale. ».

3. L'article 3.8 de cette instruction générale est modifié par la suppression du paragraphe 5.

4. L'article 4.2 de cette instruction générale est modifié par la suppression de « par lettre » et de « dans le dépôt préalable ».

5. L'article 4.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « devrait y désigner l'autorité principale ainsi qu'y indiquer » par « devrait désigner l'autorité principale et indiquer ».

6. L'article 4.4 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « devrait y désigner l'autorité principale et y indiquer » par « devrait désigner l'autorité principale et indiquer ».

7. L'article 5.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de « Dans sa demande, le » par « Le ».

8. L'article 5.3 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans l'intitulé, de « **des articles 4.7 et 4.8** » par « **de l'article 4.7** »;

2° par la suppression du paragraphe 2;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « des articles 4.7 et 4.8 » par « de l'article 4.7 » et de « ces articles » par « cet article ».

4° dans le paragraphe 4 :

- a) par la suppression, dans le sous-paragraphe *a*, de « ou 4.8 »;
- b) par le remplacement du sous-paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) la date de la décision de l'autorité principale sur la demande d'origine, dans le cas de l'avis donné selon le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102; »;

5° dans le paragraphe 6, par la suppression de « ou 2 ».

9. L'article 5.5 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

« 5.5. Dépôt

1) Comme il est indiqué à l'article 2.3 de la présente instruction générale, il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du Règlement 11-102 et de la présente instruction générale. Le déposant devrait aussi consulter l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* pour déterminer si un dépôt préalable ou tout document de demande doit ou non être déposé ou envoyé au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

2) Dans le cas d'un dépôt préalable ou de tout document de demande à transmettre au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+), le déposant devrait faire parvenir les documents de demande, accompagnés des droits payables, aux agents responsables, sauf au Québec, ou autorités en valeurs mobilières suivants :

- a) l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;
- b) l'autorité principale et la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double;
- c) chaque autorité dont le déposant souhaite obtenir une dispense, dans le cas d'une demande sous examen coordonné.

3) Dans le cas d'un dépôt préalable ou de tout document de demande qui ne doit pas être transmis au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+), le déposant devrait faire parvenir les documents de demande, accompagnés des droits payables, aux agents responsables, sauf au Québec, ou autorités en valeurs mobilières suivants :

- a) l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;
- b) l'autorité principale et la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double;
- c) chaque autorité dont le déposant souhaite obtenir une dispense, dans le cas d'une demande sous examen coordonné.

Le dépôt de la demande simultanément dans tous les territoires concernés aide l'autorité principale et, le cas échéant les autres autorités à traiter la demande dans les meilleurs délais.

Dans le cas d'un dépôt préalable ou de tout document de demande qui ne doit pas être transmis au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+), les déposants devraient les faire parvenir par courrier électronique aux adresses suivantes ou selon les instructions données dans les pages Web suivantes :

British Columbia	www.besc.bc.ca (cliquer sur BCSC e-services et suivre les indications)
Alberta	legalapplications@asc.ca
Saskatchewan	exemptions@gov.sk.ca
Manitoba	exemptionsmsc@gov.mb.ca
Ontario	https://www.osc.ca/en/filing-documents-online
Québec	Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca
Nouveau-Brunswick	Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca
Nouvelle-Écosse	nsscexemptions@gov.ns.ca
Île-du-Prince-Édouard	CCIS@gov.pe.ca
Terre-Neuve-et-Labrador	securitiesexemptions@gov.nl.ca
Yukon	Corporateaffairs@gov.yk.ca
Territoires du Nord-Ouest	SecuritiesRegistry@gov.nt.ca
Nunavut	legal.registries@gov.nu.ca

- 10.** L'article 5.7 de cette instruction générale est modifié :
- 1° par la suppression, dans le paragraphe 1, de « , numéro de télécopieur »;
- 2° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « informe le déposant, dans l'accusé de réception, » par « avise le déposant ».
- 11.** L'article 5.8 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « que la mention « abandonnée » y sera apposée » par « qu'elle considérera la demande comme « abandonnée » ».
- 12.** L'article 7.2 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « communique » par « transmet ».
- 13.** L'article 8.1 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le paragraphe 2, de « ou 4.8 ».
- 14.** Cette instruction générale est modifiée par l'abrogation des articles 9.2 et 9.3.

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-206 RELATIVE AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE RÉVOCATION DE L'ÉTAT D'ÉMETTEUR ASSUJETTI

1. L'intitulé du chapitre 2 de l'*Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti* est modifié par l'insertion, après « **DÉFINITIONS** », de « **ET INTERPRÉTATION** ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 4, du suivant :

« Transmission électronique

4.1. Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* et de la présente instruction générale. ».

3. L'article 10 de cette instruction générale est modifié par la suppression du paragraphe 1.

4. L'article 16 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe *a*, de « en adressant une lettre à » par « auprès de ».

2° par le remplacement, dans le paragraphe *a*, de « dans le dépôt préalable l'autorité principale à l'égard de la demande et y » par « l'autorité principale à l'égard de la demande et ».

5. L'article 17 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « y désigner l'autorité principale et y » par « désigner l'autorité principale et ».

6. L'article 22 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « Dans sa demande, le » par « Le ».

7. L'article 27 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

« Dépôt

27. Le déposant devrait transmettre les documents de demande, accompagnés des droits payables :

a) à l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de

passport;

b) à l'autorité principale et à la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double. ».

8. L'article 30 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « que la mention « abandonnée » y sera apposée » par « qu'elle la traitera comme telle ».

9. L'article 34 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « communique » par « transmet ».

10. L'intitulé du chapitre 10 de cette instruction générale est modifié par la suppression de « **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET** ».

11. L'article 40 de cette instruction générale est abrogé.

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-207 RELATIVE AUX INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE DÉPÔT ET À LEUR LEVÉE DANS PLUSIEURS TERRITOIRES

1. L'article 3 de l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* est modifié par le remplacement de la définition de l'expression « SEDAR » par la suivante :

« SEDAR+ » : le Système électronique de données, d'analyse et de recherche +; ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 5, du suivant :

« Transmission électronique

5.1. Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

3. L'article 13 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

4. L'article 16 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le texte anglais du paragraphe 1, de « circulate » par « provide ».

5. L'article 19 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le paragraphe 2, de « une copie de ».

6. L'article 28 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, de « to hold an annual meeting requirement » par « to hold an annual meeting ».

7. L'article 33 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe e du paragraphe 1, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

8. L'article 37 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

« Dépôt

37. Le déposant devrait transmettre les documents de demande, y compris le projet de décision, accompagnés des droits payables, le cas échéant :

- a)* à l'autorité principale;
- b)* à l'autorité principale et à la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double. ».

9. L'article 40 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « que la mention « abandonnée » y sera apposée » par « qu'elle la traitera comme telle ».

10. L'article 45 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, de « communique » par « transmet ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 12-202 RELATIVE À LA LEVÉE DE CERTAINES INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS

1. L'article 2 de l'*Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations* est modifié par le remplacement de la définition de l'expression « SEDAR » par la suivante :

« « SEDAR+ » : le Système électronique de données, d'analyse et de recherche +; ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 4, du suivant :

« Transmission électronique

4.1. Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

3. L'article 9 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, de « to hold an annual meeting requirement » par « to hold an annual meeting ».

4. L'article 14 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *f* du paragraphe 2, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 12-203 RELATIVE AUX INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS LIMITÉES AUX DIRIGEANTS

1. L'article 2 de l'*Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations limitées aux dirigeants* est modifié par la suppression de la définition de l'expression « SEDAR ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 4, du suivant :

« Transmission électronique

4.1. Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

3. L'article 9 de cette instruction générale est modifié par la suppression de « au moyen de SEDAR ».

4. L'article 14 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le deuxième alinéa, de « , aux fins du dépôt au moyen de SEDAR, » et de « électronique ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS

1. L'article 1.2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* est modifié par l'insertion, après le paragraphe 7, du suivant :

« 8) **Transmission électronique** – Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 3.5.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) » par « Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

3. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 41-201 RELATIVE AUX
FIDUCIES DE REVENU ET AUTRES PLACEMENTS INDIRECTS**

1. L'Instruction générale 41-201 relative aux fiducies de revenu et autres placements indirects est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 43-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES PROJETS MINIERS

1. L'article 4.2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* est modifié :

1° par le remplacement, partout où il se trouve dans le paragraphe 1, de « SEDAR » par « SEDAR+ »;

2° par le remplacement du paragraphe 11 par le suivant :

« 11) **Transmission électronique**

Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la transmission d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 4.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

3. L'article 6.1 de cette instruction générale est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 44-101 SUR LE PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS SIMPLIFIÉ

1. L'Instruction générale relative au Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié est modifiée par l'insertion, après l'article 1.9, du suivant :

« 1.10. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 3.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

3. L'article 3.2.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) » par « Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 44-102 SUR LE PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS PRÉALABLE

1. L'Instruction générale relative au Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable est modifiée par l'insertion, après l'article 1.1, du suivant :

« 1.1.1. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 1.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 44-103 SUR LE RÉGIME DE FIXATION DU PRIX APRÈS LE VISA

1. L'Instruction générale relative au Règlement 44-103 sur le régime de fixation du prix après le visa est modifiée par l'insertion, après l'article 1.3, du suivant :

« 1.4. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES

1. L'article 1.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres* est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3, du suivant :

« 4) **Transmission électronique** – Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 1.16 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de « SEDAR », » par « SEDAR+ » et de « *Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* et au Manuel du déposant SEDAR à jour (y compris les mises à jour de codes) » par « *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* et à l'instruction générale connexe ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS

1. L'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus est modifiée par l'insertion, après l'article 2.1, du suivant :

« 2.1.01. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 5.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3) Dépôt électronique de la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1

La déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1 doit être déposée dans tous les territoires membres des ACVM au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) de la façon et suivant les modèles qui y sont précisés. ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-108 SUR LE FINANCEMENT PARTICIPATIF

1. L'Instruction générale relative au Règlement 45-108 sur le financement participatif est modifiée par l'insertion, dans le préambule et après le paragraphe intitulé « **Placements multiterritoriaux** », du suivant :

« Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 51-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

1. L'Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières est modifiée par le remplacement, dans le quatrième alinéa introductif, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 1.4, du suivant :

« 1.5. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

3. L'article 2.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de « Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) et la dernière version du Manuel du déposant SEDAR autorisée par les ACVM » par « Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) et l'instruction générale connexe »;

2° par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

4. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve dans les articles 2.4 et 5.2, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE

1. L'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue est modifiée par l'insertion, après l'article 1.10, du suivant :

« 1.11. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 3.9 de cette instruction générale est modifié par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 par le suivant :

« *b*) l'émetteur assujéti dépose la déclaration de changement important ou le communiqué auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable dans les territoires pertinents dans la catégorie « Modification de la structure de la société » de SEDAR+. ».

3. L'article 9.2 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le troisième alinéa, de « SEDAR de cette société » par « de cette société sur SEDAR+ ».

4. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve dans les articles 1.2, 6.1, 9.3 et 10.3, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 51-105 SUR LES ÉMETTEURS COTÉS SUR LES MARCHÉS DE GRÉ À GRÉ AMÉRICAINS

1. L'Instruction générale relative au Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant :

« Transmission électronique

1.1. Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (insérer la référence) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche +(SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 5 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 51-201 : LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

1. L'*Instruction générale 51-201 : Lignes directrices en matière de communication de l'information* est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve dans l'article 6.11 et la note de bas de page 23, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 52-107 SUR LES PRINCIPES COMPTABLES ET NORMES D'AUDIT ACCEPTABLES

1. L'Instruction générale relative au Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables est modifiée par l'insertion, après l'article 1.5, du suivant :

« 1.5.1. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 52-108 SUR LA SURVEILLANCE DES AUDITEURS

1. L'Instruction générale relative au Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs est modifiée par l'insertion, après la partie intitulée « **Introduction** », de la suivante :

« Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 52-109 SUR L'ATTESTATION DE L'INFORMATION PRÉSENTÉE DANS LES DOCUMENTS ANNUELS ET INTERMÉDIAIRES DES ÉMETTEURS

1. L'Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs est modifiée par l'insertion, après l'article 1.7, du suivant :

« 1.8. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU
RÈGLEMENT 52-112 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES MESURES
FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR ET D'AUTRES MESURES
FINANCIÈRES**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 54-101 SUR LA COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES DES TITRES D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI

1. L'Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti est modifiée par l'insertion, après l'article 2.7, du suivant :

« 2.8. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (*insérer la référence*) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. Les articles 5.1 et 5.4 de cette instruction générale sont modifiés par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU
RÈGLEMENT 55-104 SUR LES EXIGENCES ET DISPENSES DE DÉCLARATION
D'INITIÉ**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié est modifiée par le remplacement, dans la première phrase de l'article 7.2, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 61-101 SUR LES MESURES DE PROTECTION DES PORTEURS MINORITAIRES LORS D'OPÉRATIONS PARTICULIÈRES

1. L'Instruction générale relative au Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières est modifiée par l'insertion, après l'article 1.1, du suivant :

« 1.2. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 71-102 SUR LES DISPENSES EN MATIÈRE D'INFORMATION CONTINUE ET AUTRES DISPENSES EN FAVEUR DES ÉMETTEURS ÉTRANGERS

1. L'Instruction générale relative au Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers est modifiée par l'insertion, après l'article 1.4, du suivant :

« 1.5. Transmission électronique

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 4.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, partout où il se trouve, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

1. L'article 2.5 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) L'article 2.3 du règlement fait la distinction entre les documents qui, en vertu de la législation en valeurs mobilières, doivent être « déposés » auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable et ceux qui doivent lui être « transmis ». Les documents qui sont « déposés » figurent au registre public, tandis que ceux qui sont « transmis » n'y figurent pas nécessairement. Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 2.5.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) » par « Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT

1. L'Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement est modifiée par l'insertion, après la partie 2, de la suivante :

« PARTIE 2.1 TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-106 SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT

1. L'Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement est modifiée par le remplacement de l'article 1.6 par le suivant :

« 1.6. Transmission électronique à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières

Le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+) lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 8.2 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 4, de « SEDAR » par « SEDAR+ ».

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-107 SUR LE COMITÉ D'EXAMEN INDÉPENDANT DES FONDS D'INVESTISSEMENT

1. L'article 1.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* est modifié par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant :

« 3. Le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases de SEDAR+, l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent, de « numéro de profil du groupe de fonds d'investissement sur SEDAR » et de « numéro de profil de groupe du fonds d'investissement sur SEDAR » par « numéro de profil SEDAR+ du fonds d'investissement ».

M.O., 2023-10**Order number V-1.1-I-14.01-2023-10 of the Minister of Finance dated May 18, 2023**

Securities Act
(chapter V-1.1)

Derivatives Act
(chapter I-14.01)

CONCERNING the Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +)

WHEREAS paragraphs 1, 2, 3, 4.1, 8, 11 and 34 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS subparagraph 27 of the first paragraph of section 175 of the Derivatives Act (chapter I-14.01) provides that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in that subparagraph;

WHEREAS the fourth and fifth paragraphs of that section provide that a draft regulation under that section must be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers* with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the second and sixth paragraphs of that section provide that a regulation under the first paragraph of that section must be submitted to the Minister of Finance, who may approve it with or without amendment, and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS the draft regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +) was published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 16, no. 17 of 2 May 2019;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 27 April 2023, by the decision no. 2023-PDG-0014, Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +);

WHEREAS there is cause to approve this Regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +) appended hereto.

May 18, 2023

ERIC GIRARD
Minister of Finance

REGULATION 13-103 RESPECTING SYSTEM FOR ELECTRONIC DATA ANALYSIS AND RETRIEVAL + (SEDAR+)

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11) and (34))

Derivatives Act
(chapter I-14.01, s. 175, 1st par., subpar. (27))

Definitions

1. (1) In this Regulation:

“deliver” includes deposit, furnish, provide, send or submit;

“document” includes information and material that is required or permitted to be filed with or delivered to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority;

“profile” means a set of information providing a profile of a person;

“SEDAR+” means the system for the transmission of documents known as the System for Electronic Data Analysis and Retrieval +.

(2) In this Regulation, a reference to a document that is permitted to be filed includes an application for a decision of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Transmission of documents through SEDAR+

2. Subject to section 3, if a person is required or permitted, under securities legislation or under a decision of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, to file a document with, or deliver a document to, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, the person must file or deliver the document by transmitting it through SEDAR+.

Transmission of documents outside of SEDAR+

3. Unless a decision made under securities legislation provides for filing or delivery through SEDAR+, a person must not file or deliver the following through SEDAR+:

(a) a document required or permitted to be filed with or delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in connection with a hearing, compliance review, proceeding or investigation;

(b) a letter required to be delivered under subsection 4.11(8) or (9) of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24);

(c) a Form 51-102F3 filed on a confidential basis under subsection 7.1(2) of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations, subsection 11.2(2) of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42) or, in Ontario, subsection 75(3) of the Ontario Securities Act (R.S.O. 1990, c. S.5);

(d) a notice under subsection 7.1(5) of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations, subsection 11.2(4) of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure or, in Ontario, subsection 75(4) of the Ontario Securities Act;

(e) a notice under subsection 13.2(2) of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

(f) a notice under subsection 5(1) or 6(1) of Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight (chapter V-1.1, r. 26.1);

(g) a Form 62-104F1 filed by an offeror in respect of a take-over bid to acquire securities of an issuer that is not a reporting issuer and that has not filed a profile under subsection 4(1);

(h) a notice under subsection 18.6(2) of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;

(i) a document that a person is required or permitted to file or deliver pursuant to a provision of, or a decision of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority issued in respect of, securities legislation listed in Column A of the Appendix, other than the exceptions listed in Column B of the Appendix.

Profile requirements

4. (1) Before a person transmits a document through SEDAR+ for the first time, the person must file a profile by transmitting it through SEDAR+.

(2) If information contained in a profile becomes inaccurate, the person must file an updated profile with the accurate information by transmitting it through SEDAR+ at the earlier of

(a) the next time the person transmits a document through SEDAR+ after the date on which the person knew or reasonably should have known that the information contained in the profile is inaccurate, and

(b) ten days after the date on which the person knew or reasonably should have known that the information contained in the profile is inaccurate.

Payment of fees

5. (1) At the time that a person transmits a document through SEDAR+, a person must pay through SEDAR+:

(a) the prescribed fee for that document, other than a fee prescribed under Regulation 13-102 respecting System Fees (chapter V-1.1, r. 2.1) or, in Manitoba, an equivalent regulation, to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and

(b) the fee for that document prescribed under Regulation 13-102 respecting System Fees or, in Manitoba, an equivalent regulation, to the person's principal regulator if the principal regulator is the securities regulatory authority in the local jurisdiction.

(2) For the purposes of subsection (1), if the person is transmitting through SEDAR+ a document to which Regulation 11-102 respecting Passport System (chapter V-1.1, r. 1) applies, "principal regulator" has the meaning set out in Part 3, 4, 4A, 4B or 4C of Regulation 11-102 respecting Passport System, as applicable.

(3) For the purposes of subsection (1), if the person is transmitting through SEDAR+ a document to which Regulation 11-102 respecting Passport System does not apply, the principal regulator is the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority that would be the principal regulator if Part 3 of Regulation 11-102 respecting Passport System applied.

(4) Despite subsection (3), if the person is transmitting through SEDAR+ a Form 45-106F1, and the person does not have a head office in Canada or is an investment fund with an investment fund manager that does not have a head office in Canada, the principal regulator is the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of the jurisdiction with which the person has the most significant connection.

Temporary hardship exemption

6. (1) If technical difficulties prevent a person from transmitting a document through SEDAR+ within the time required or permitted under securities legislation, the person may file the document with or deliver the document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority outside of SEDAR+ no later than two business days after the date on or by which the person was required or permitted to file the document with, or deliver the document to, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

(2) A person must include the following legend in capital letters at the top of the first page of a document filed or delivered outside of SEDAR+ in reliance on subsection (1):

“IN ACCORDANCE WITH SECTION 6 OF REGULATION 13-103 RESPECTING SYSTEM FOR ELECTRONIC DATA ANALYSIS AND RETRIEVAL + (SEDAR+), THIS [SPECIFY DOCUMENT] IS BEING FILED OR DELIVERED OUTSIDE OF SEDAR+ UNDER A TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION.”.

(3) If a person files or delivers a document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in the manner and within the time prescribed by this section, the person is exempt from the requirement to file or deliver the document by the date prescribed in securities legislation.

(4) If a person files or delivers a document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority outside of SEDAR+ in reliance on this section, the person must transmit the document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority through SEDAR+ as soon as practicable and in any event within three business days of the date on which the technical difficulties have been resolved, and must include the following legend in capital letters at the top of the first page of the document:

“THIS DOCUMENT IS A COPY OF [SPECIFY DOCUMENT] FILED WITH OR DELIVERED TO [LIST ALL SECURITIES REGULATORY AUTHORITIES OR REGULATORS WITH WHOM THE DOCUMENT WAS FILED OR TO WHOM IT WAS DELIVERED] ON [DATE] UNDER A TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION UNDER SECTION 6 OF REGULATION 13-103 RESPECTING SYSTEM FOR ELECTRONIC DATA ANALYSIS AND RETRIEVAL + (SEDAR+).”.

Decisions

7. (1) Despite paragraph 3(i), if a decision made under securities legislation requires a person to file a document with, or deliver a document to, the securities regulatory authority or regulator through the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR), the person must file or deliver the document by transmitting it through SEDAR+.

(2) In British Columbia, subsection (1) does not apply.

Exemptions

8. (1) The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario only the regulator may grant an exemption from this Regulation.

(3) Except in Alberta and Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) opposite the name of the local jurisdiction.

Repeal of former regulation

9. Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2) is repealed.

Effective date

10. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

APPENDIX**Securities legislation pursuant to which documents must not be transmitted through SEDAR+ (Paragraph 3(i))**

Column A	Column B
Regulations pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Part 4A Registration and Part 4B Application to Become a Designated Rating Organization of Regulation 11-102 respecting Passport System (chapter V-1.1, r. 1)	N/A
Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation (chapter V-1.1, r. 5)	N/A
Regulation 23-101 respecting Trading Rules (chapter V-1.1, r. 6)	N/A
Regulation 23-102 respecting Use of Client Brokerage Commissions (chapter V-1.1, r. 7)	N/A
Regulation 23-103 respecting Electronic Trading and Direct Electronic Access to Marketplace (chapter V-1.1, r. 7.1)	N/A
Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement (chapter V-1.1, r. 8)	N/A
Regulation 24-102 respecting Clearing Agency Requirements (chapter V-1.1, r. 8.01)	N/A
Regulation 25-101 respecting Designated Rating Organizations (chapter V-1.1, r. 8.1)	N/A
Regulation 31-102 respecting National Registration Database (chapter V-1.1, r. 9)	N/A
Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (chapter V-1.1, r. 10)	N/A
Regulation 32-102 respecting Registration Exemptions for Non-Resident Investment Fund Managers (chapter V-1.1, r. 10.1)	N/A
Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts (chapter V-1.1, r. 11)	N/A
Regulation 33-109 respecting Registration Information (chapter V-1.1, r. 12)	N/A
National Instrument 35-101: Conditional Exemption From Registration For United States Broker-Dealers and Agents (chapter V-1.1, r. 13)	N/A

Regulation 45-108 respecting Crowdfunding (chapter V-1.1, r. 21.02)	An issuer filing or delivering a document under section 15, section 16 or section 17 An issuer filing an application for an exemption under section 44
Regulation 45-110 respecting Start-Up Crowdfunding Registration and Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21.03)	An issuer filing a document under section 6 An issuer filing an application for an exemption under section 7
Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards (chapter V-1.1, r. 25)	An issuer filing an application for an exemption under subsection 5.1(1)
National Instrument 55-102, System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI) (chapter V-1.1, r. 30)	An issuer filing an application for an exemption under subsection 6.1(1)
Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions (chapter V-1.1, r. 31)	An issuer filing an application for an exemption under subsection 10.1(1)
Multilateral Instrument 91-101 Derivatives: Product Determination	N/A
Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options (chapter I-14.01, r. 1.01)	N/A
Regulation 91-506 respecting Derivatives Determination (chapter I-14.01, r. 0.1)	N/A
Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting (chapter I-14.01, r. 1.1)	N/A
Regulation 94-101 respecting Mandatory Central Counterparty Clearing of Derivatives (chapter I-14.01, r. 0.01)	N/A
Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions (chapter I-14.01, r. 0.001)	N/A
Multilateral Instrument 96-101 Trade Repositories and Derivatives Data Reporting	N/A

Column A	Column B
British Columbia securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Exemption orders (Part 1) – section 3.1 of the Securities Act (R.S.B.C. 1996, c 418)	An issuer filing an application for an order under section 3.1 An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an exemption order
Designations (Part 1) – section 3.2 of the Securities Act	A person filing an application under paragraph 3.2(1)(b) for an order that a person or a person within a class of persons is a mutual fund, a non-redeemable investment fund or a reporting issuer An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to a designation order
Benchmark Administrators, Clearing Agencies, Exchanges, Information Processors, Quotation and Trade Reporting Systems, Self-Regulatory Bodies and Trade Repositories (Part 4) – sections 23-33 of the Securities Act	N/A
Registration (Part 5) – sections 34-41 of the Securities Act	N/A
Exemption order by commission or executive director (Part 6) – section 48 of the Securities Act	A person filing an application for an exemption from the prospectus requirement
Trading in Derivatives (Part 8) – sections 58 – 60 of the Securities Act	N/A
Initial and subsequent insider report – section 87 of the Securities Act	N/A
Exemption order by commission or executive director (Part 12) – section 91 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 91 for an exemption order other than an application for an exemption from the insider reporting requirement An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an exemption order

Filing and inspection of records (Part 20) – section 169 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 169
Discretion to revoke or vary decision (Part 20) – section 171 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 171 An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an order
Administrative powers respecting commission rules (Part 20) – section 187 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 187 An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an order

Column A	Column B
Alberta securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Form 4 Report by a Registered Owner of Securities Beneficially Owned by an Insider Under Section 183 of the Securities Act – section 17 of Alberta Securities Commission Rules (General)	N/A
Designation orders – section 10 of the Securities Act (RSA 2000, c. S-4)	An issuer filing an application under section 10
Regulation, Recognition and Designation of Entities and Benchmarks – Part 4 of the Securities Act	N/A
Surrender of registration – section 78 of the Securities Act	N/A
Further Information – section 82 of the Securities Act	N/A
Trading in Securities and Derivatives Generally – Part 7 of the Securities Act	N/A
Discretionary exemptions – section 144 of the Securities Act	A person or company filing an application for relief from the prospectus requirement
Applications to the Commission – section 179 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 179
General Exemption – section 213 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 213, other than a registrant An issuer transmitting a document pursuant to a blanket order
Revoke or vary decisions – section 214 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 214
Filing and confidentiality – section 221 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 221

Alberta Securities Commission Rule 13-501 Fees	<p>An issuer filing any of the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • an application under section 3 • Form 13-501F1 Class 1 Reporting Issuers and Class 3B Reporting Issuers – Participation Fee • Form 13-501F2 Class 2 Reporting Issuers – Participation Fee • Form 13-501F3 Adjustment of Fee Payment for Class 2 Reporting Issuer • Form 13-501F4 Class 3A Reporting Issuers – Participation Fee • Form 13-501F5 <i>Investment Fund – Participation Fee</i> • Form 13-501F6 Subsidiary Exemption Notice
Alberta Securities Commission Rule 91-504 Strip Bonds	A person or company filing an application for exemption under section 4.1, other than a person or company that is a registrant, or would be a registrant but for reliance on the rule
Compensation fund or contingency trust fund – section 6 of Alberta Securities Commission Rules (General)	N/A
Trading in Securities and Derivatives Generally – Part 4 of Alberta Securities Commission Rules (General)	N/A

Column A	Column B
Saskatchewan securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Designation – section 11.1 of The Securities Act, 1988 (SS 1988-89, c S-42.2)	An issuer filing an application for an order pursuant to section 11.1
Recognition of Entities (Part V) – sections 21-25 of The Securities Act, 1988	N/A
Designation of Entities (Part V.1) of The Securities Act, 1988	N/A
Voluntary surrender of registration – section 29 of The Securities Act, 1988	N/A
Trading in Securities and Derivatives (Part IX) of The Securities Act, 1988	N/A
Saskatchewan General Ruling/Order 91-906 Strip Bonds	A person or company other than a registrant filing an application pursuant to Saskatchewan General Ruling/Order 91-906 Strip Bonds
Order relieving reporting issuer of status as reporting issuer, section 92 of The Securities Act, 1988	An issuer filing an application for an order pursuant to section 92
Applications to the Commission-section 101 of The Securities Act, 1988	N/A
Part XVIII-Enforcement-section 135.6 of The Securities Act, 1988	N/A
Order re exemption or declaration-section 83 of The Securities Act, 1988	An issuer filing an application pursuant to section 83
Filing in other Jurisdictions- section 130 of The Securities Act, 1988	An issuer filing an application pursuant to section 130
Filing and Inspection of material-section 152 (1) of The Securities Act, 1988	An issuer filing an application pursuant to section 152
Revoke or vary decisions-section 158(3) of The Securities Act, 1988	An issuer filing an application pursuant to section 158(3)
General Exemption-section 160 of The Securities Act, 1988	An issuer filing an application pursuant to section 160

Column A	Column B
Manitoba securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Exemption by commission – section 20 of the Securities Act (C.C.S.M. c.S50)	An issuer filing an application under section 20
Blanket Order – section 20 of the Securities Act	A person or company required or permitted to file or deliver a document through SEDAR pursuant to the blanket order. An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to the blanket order.
Self-regulatory organizations (Part IV.1) – sections 31.1, 31.3 and 31.4 of the Securities Act	N/A
Trade repositories and clearing agencies (Part IV.2) – sections 31.6, 31.11 and 31.12 of the Securities Act	N/A
Trading in derivatives (Part VIII.1) – section 79.1 of the Securities Act	N/A
Designating a person or company as an insider – section 108.1 of the Securities Act	A person or company filing an application for an order that an issuer or class of issuers is, or is not, a mutual fund or a non-redeemable investment fund
Exemption and extension orders section 116 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 116
Audit oversight bodies (Part XX) – sections 204 and 206 of the Securities Act	N/A

Column A	Column B
Ontario securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Relieving orders – subsection 1(10) of the Securities Act (R.S.O. 1990, c. S.5)	An issuer filing an application for an order under subsection 1(10)
Designation – subsection 1(11) of the Securities Act	An issuer filing an application for an order under subsection 1(11)
Exchanges, alternative trading systems, self-regulatory organizations, clearing agencies, quotation and trade reporting systems, information processors – Part VIII of the Securities Act	N/A
Credit rating organizations – Part IX of the Securities Act	N/A
Benchmarks – Part X of the Securities Act	N/A
Registration – Part XI of the Securities Act	N/A
Disclosure of trade information to the Commission – subsection 36(2) of the Securities Act	N/A
Exemption order – subsection 74(1) of the Securities Act	A person or company filing an application for relief from the prospectus requirement An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an exemption order
Insider reporting – section 107 of the Securities Act	N/A
Report of transfer by insider – section 109 of the Securities Act	N/A
Filing in other jurisdictions – section 121 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 121
Filing and inspection of material – section 140 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 140
Class order exemption – subsection 143.11(2) of the Securities Act	A person or company required or permitted to file or deliver a document through SEDAR pursuant to a class order An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to a class order

Revocation or variation of decision – section 144 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 144
Exemption – section 147 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 147
Ontario Securities Commission Rule 11-501 Electronic Delivery of Documents to the Ontario Securities Commission	N/A
Ontario Securities Commission Rule 13-502 Fees	<p>An issuer filing any of the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Form 13-502F1 Class 1 and Class 3B Reporting Issuers – Participation Fee • Form 13-502F2 Class 2 Reporting Issuers – Participation Fee • Form 13-502F2A Adjustment of Fee for Class 2 Reporting Issuers • Form 13-502F3A Class 3A Reporting Issuers – Participation Fee • Form 13-502F6 Subsidiary Exemption Notice • an application under section 8.1
Ontario Securities Commission Rule 31-505 Conditions of Registration	N/A
Ontario Securities Commission Rule 32-501 Direct Purchase Plans	N/A
Ontario Securities Commission Rule 32-505 Conditional Exemption from Registration for United States Broker-Dealers and Advisers Servicing U.S. Clients from Ontario	N/A
Ontario Securities Commission Rule 35-502 Non-Resident Advisers	An issuer filing an application under Ontario Securities Commission Rule 35-502

Ontario Securities Commission Rule 91-501 Strip Bonds	A person or company other than a registrant filing an application under Ontario Securities Commission Rule 91-501
Ontario Securities Commission Rule 91-502 Trades in Recognized Options	N/A
Ontario Securities Commission Rule 91-507 Trade Repositories and Derivatives Data Reporting	N/A

Column A	Column B
Québec securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Insider reports – sections 89 to 98 of the Securities Act (CQLR, chapter V-1.1)	N/A
Surrender of registration – section 153 of the Securities Act	N/A
Self-Regulatory Organizations, Securities Exchange or Clearing Activities, Credit rating Organization, Benchmarks and Benchmark Administrators – sections 169 to 186.6 of the Securities Act	N/A
Exemption order by the Autorité des marchés financiers – section 263 of the Securities Act	An issuer filing an application for an exemption A person filing an application for an exemption from the prospectus requirement An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an exemption order
Blanket order by Autorité des marchés financiers – section 263 of the Securities Act	An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to a blanket order
Designation – section 272.2 of the Securities Act	A person filing an application to be designated a non-redeemable investment fund, a mutual fund or a reporting issuer An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to a designation order
Derivatives Act (CQLR, chapter I-14.01)	N/A
An Act Respecting the Regulation of the Financial Sector (CQLR, chapter A-33.2)	N/A

Column A	Column B
New Brunswick securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Designations – section 1.1(1) of the Securities Act (SNB 2004, c S-5.5.)	An issuer filing an application for an order under section 1.1(1) An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to a designation order
Self-Regulated Organizations and other regulated entities – sections 35-39 of the Securities Act	N/A
Exemption orders – section 44.02(1) of the Securities Act	N/A
Further information – section 50 of the Securities Act	N/A
Surrender of registration– section 51(1) of the Securities Act	N/A
Exemption order – section 55(1) of the Securities Act	A person filing an application that also includes relief from the prospectus requirement
Derivatives – section 70.5(1) of the Securities Act	N/A
Prospectus and distribution – section 80(1) of the Securities Act	A person required or permitted to file or deliver a document through SEDAR pursuant to an exemption order An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an exemption order.
Continuous Disclosure – section 92(1) of the Securities Act	An issuer filing an application under section 92 for an exemption from the insider reporting requirement An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an exemption order

Insider trading and self-dealing – section 148(1) of the Securities Act	<p>A person required or permitted to file or deliver a document through SEDAR pursuant to an exemption order</p> <p>An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an exemption order</p>
Filing and inspection of material – section 198 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 198
Powers to revoke or vary decision – section 205.1(1) of the Securities Act	<p>An issuer filing an application under section 205.1(1)</p> <p>An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an order</p>
General – Exemption order – section 208(1) of the Securities Act	<p>An issuer filing an application under section 208(1)</p> <p>An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to an order</p>

Column A	Column B
Nova Scotia securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Recognition of self-regulatory organizations – section 30 of the Securities Act (R.S.N.S. 1989, c. 418), as amended	N/A
Designation – section 30 A of the Securities Act, as amended	A person or company filing an application under section 30 A to be designated a mutual fund, non-redeemable investment fund or reporting issuer
Designation of credit rating agencies – sections 30 EA and 30 F of the Securities Act, as amended	N/A
Recognition of exchanges, quotation and trade reporting systems, clearing agencies, derivatives trading facilities, and derivative trade repositories – section 30 I of the Securities Act, as amended	N/A
Designation of benchmarks and benchmark administrators – sections 30 N and 30 O of the Securities Act, as amended	N/A
Voluntary surrender or suspension of registration –section 33 of the Securities Act, as amended	N/A
Discretionary exemptions – section 79 of the Securities Act, as amended	A person or company filing an application for relief from the prospectus requirement
Commission orders – section 98 of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application under section 98
Relieving orders – section 121 of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application under section 121
Exemption Order – section 128 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 128
Filing and confidentiality – subsection 148(2) of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application under subsection 148(2)
Revocation or variation of a decision – section 151 of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application under section 151

Discretionary exemptions – section 151A of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application under section 151A
Blanket order – section 151A of the Securities Act, as amended	A person or company required or permitted to file or deliver a document through SEDAR pursuant to the blanket order. An issuer required or permitted to file or deliver a document pursuant to the blanket order.

Column A	Column B
Prince Edward Island securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Recognition orders – sections 72 and 73 of the Securities Act (R.S.P.E.I., 1988, c. S-3.1)	N/A
Designation orders – sections 6 and 71 of the Securities Act	N/A
Authorization orders – section 76 of the Securities Act	N/A
Exemption orders – section 16 of the Securities Act	N/A
Superintendent orders – subsection 15(1) of the Securities Act	N/A
Insider filings – subsection 104(2) and section 105 of the Securities Act	N/A
Exchanges and quotation and trade reporting systems – section 70 of the Securities Act	N/A

Column A	Column B
Newfoundland and Labrador securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Trading in Securities Generally – Part XII of the Securities Act (R.S.N.L., 1990, S-13)	N/A
Exemptions from Registration Requirements – Part XI of the Securities Act	A person or company filing an application for relief from the prospectus requirement
Exemption – section 142.1 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 142.1
Surrender of registration – section 28 of the Securities Act	N/A
Self-regulation – Part VIII of the Securities Act	N/A
Investigations and Examinations – Part VI of the Securities Act	N/A
Applications to superintendent – section 93 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 93
Further information – section 32 of the Securities Act	N/A
Filing and inspection of material – section 140 of the Securities Act	An issuer filing an application under section 140

Column A	Column B
Yukon securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Recognition orders – sections 72 and 73 of the Securities Act (S.Y. 2007, c. 16)	N/A
Designation orders – sections 6 and 71 of the Securities Act	N/A
Authorization orders – section 76 of the Securities Act	N/A
Exemption orders – section 16 of the Securities Act	N/A
Superintendent orders – subsection 15(1) of the Securities Act	N/A
Designation of credit rating organizations – section 83.1 of the Securities Act	N/A
Insider filings – subsection 104(2) and section 105 of the Securities Act	N/A
Exchanges and quotation and trade reporting systems – section 70 of the Securities Act	N/A

Column A	Column B
Nunavut securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Recognition orders – sections 72 and 73 of the Securities Act (S. Nu. 2008, c. 12)	N/A
Designation orders – sections 6 and 71 of the Securities Act	N/A
Authorization orders – section 76 of the Securities Act	N/A
Exemption orders – section 16 of the Securities Act	N/A
Superintendent orders – subsection 15(1) of the Securities Act	N/A
Designation of credit rating organizations – section 83.1 of the Securities Act	N/A
Insider filings – subsection 104(2) and section 105 of the Securities Act	N/A

Column A	Column B
Northwest Territories securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+	Exceptions to Column A: Filers who must file or deliver the document through SEDAR+
Recognition orders – sections 72 and 73 of the Securities Act (S.N.W.T. 2008, c. 10)	N/A
Designation orders – sections 6 and 71 of the Securities Act	N/A
Authorization orders – section 76 of the Securities Act	N/A
Exemption orders – section 16 of the Securities Act	N/A
Superintendent orders – subsection 15(1) of the Securities Act	N/A
Designation of credit rating organizations – section 83.1 of the Securities Act	N/A
Insider filings – subsection 104(2) and section 105 of the Securities Act	N/A
Exchanges and quotation and trade reporting systems – section 70 of the Securities Act	N/A

106282

POLICY STATEMENT TO REGULATION 13-103 RESPECTING SYSTEM FOR ELECTRONIC DATA ANALYSIS AND RETRIEVAL +(SEDAR+)

Introduction

The purpose of this Policy Statement is to provide guidance on how regulators, except in Québec, and securities regulatory authorities (“we” or “us”) interpret or apply certain provisions of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* (*insert reference*) (the “Regulation”). This Policy Statement includes explanations, discussion and examples of the application of various parts of the Regulation.

Phased approach to SEDAR+

The National Systems Renewal Program of the Canadian Securities Administrators (“CSA”) proposes to implement the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (“SEDAR+”) in several phases, with the objective of replacing all current CSA national systems. The first phase (“Phase 1”) replaces the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (“SEDAR”), the National Cease Trade Order Database and the Disciplined List. Phase 1 relates principally to documents filed by issuers with regulators, except in Québec, or securities regulatory authorities, including:

- all documents previously filed with or delivered through SEDAR;
- Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*, previously filed in the British Columbia Securities Commission (“BCSC”) eServices system, the Ontario Securities Commission (“OSC”) Electronic Filing Portal, and in all other jurisdictions on SEDAR.

In future phases of SEDAR+, we expect SEDAR+ will be capable of accepting the transmission of documents filed with or delivered to regulators, except in Québec, and securities regulatory authorities by insiders, registrants, derivatives market participants and regulated entities (such as a marketplace, a self-regulatory body or self-regulatory organization, or a clearing agency).

Phasing of applications, pre-filings and documents under decisions

Applications, pre-filings, and documents filed or delivered under decisions, are being brought into SEDAR+ in a phased manner. Phase 1 of SEDAR+ generally includes all applications, pre-filings and documents previously filed or delivered by issuers, whether in the BCSC eServices system, the OSC Electronic Filing Portal, or by email, courier or regular mail including, but not limited to, applications:

- for an exemption from a provision of securities legislation;
- to be designated as a reporting issuer, mutual fund or non-redeemable investment fund;
- to cease to be a reporting issuer;
- for a full or partial revocation of a cease trade order;
- for a management cease trade order.

Generally, a person that is an issuer will file or deliver through SEDAR+ an application, pre-filing, or document filed or delivered under a decision, while a person that is an insider, a registrant, a derivatives market participant or a regulated entity will file or deliver the document in the same manner as it currently does, until a future phase of SEDAR+. In future phases of SEDAR+, we expect that SEDAR+ will be capable of accepting the transmission of applications, pre-filings or other documents filed or delivered to regulators, except in Québec, or securities regulatory authorities by insiders, registrants, derivatives market participants and regulated entities.

If a provision of Canadian securities legislation is included in Column A of the Appendix of the Regulation, a pre-filing in relation to that provision or an application for an exemption from that provision will not be filed through SEDAR+ at this time, except in the limited circumstances outlined in Column B of the Appendix.

Generally when an application is filed in SEDAR+ pursuant to Column B of the Appendix, and a decision is made, the filer should also transmit through SEDAR+ all documents required to be filed or delivered pursuant to the decision.

Section 1 – Definitions and Interpretation

Unless defined in the Regulation, terms used in the Regulation have the same meanings as in *Regulation 14-101 respecting Definitions* (chapter V-1.1, r. 3).

The term “document” includes any report, form, application, pre-filing, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to a document that is required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Section 2 – Transmission of documents through SEDAR+

We consider the requirement in section 2 that documents filed with or delivered to us be transmitted through SEDAR+ will generally include filings referred to in policies or staff notices. Examples include a “pre-filing” or “waiver application” under *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions* (“Policy Statement 11-202”), a “pre-filing” under *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions* and the review of a prospectus on confidential pre-file basis under CSA Staff Notice 43-310 *Confidential Pre-File Review of Prospectuses (for non-investment fund issuers)*.

Section 3 – Transmission of documents outside of SEDAR+

Under paragraph 3(i), the Regulation does not apply to a document required or permitted to be filed or delivered under any of the provisions of securities legislation set out in Column A of the Appendix of the Regulation, unless an exception in Column B applies. The same applies to any document that a person is required or permitted to file or deliver pursuant to a decision or order issued in respect of any of the provisions of securities legislation set out in Column A of the Appendix, unless an exception in Column B applies. We expect that all of these documents will be incorporated into SEDAR+ in future phases of SEDAR+.

A person will file these documents with, or deliver them to, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in the same manner that it currently does, including by email, courier or regular mail, through the System for Electronic Disclosure by Insiders (“SEDI”), or through the National Registration Database. For example, an issuer filing an issuer event report under National Instrument 55-102, *System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI)* (chapter V-1.1, r. 30) will transmit this information through SEDI.

The Appendix also contains certain exceptions set out in Column B relating to documents filed under the provisions of securities legislation indicated in Column A that will be transmitted through SEDAR+ in Phase 1. For example, *Regulation 45-108 respecting Crowdfunding* (chapter V-1.1, r. 21.02) contains certain registration requirements for funding portals and registered individuals of funding portals, which will be filed outside of SEDAR+ until a future phase of SEDAR+. The exceptions in Column B that relate to *Regulation 45-108 respecting Crowdfunding* are the following documents that an issuer will transmit through SEDAR+ as part of Phase 1:

- a Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*;
- a crowdfunding offering document;
- additional distribution material;

- financial statements filed by an issuer that is not a reporting issuer;
- a notice of use of proceeds.

Subsection 5(1) – Payment of fees

A filer should consult *Regulation 13-102 respecting System Fees (insert reference)* to determine whether it is required to pay a system fee when transmitting a document in SEDAR+, and the amount of any applicable system fee. A filer should consult the local fee rules in each jurisdiction to determine whether it is also required to pay a regulatory filing fee when transmitting a document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and the amount of any applicable regulatory filing fee.

Subsection 5(4) – Significant connection

In order to determine the jurisdiction with which a person has the most significant connection, a filer should refer to the factors outlined in subsection 3.4(7) of Policy Statement 11-202.

Subsection 7(3) – Decisions and orders in British Columbia

Because of differing legislative requirements, subsection 7(1) of the Regulation does not apply in British Columbia. The British Columbia Securities Commission has issued *BC Instrument 13-505 Filings Made under Decisions*, which has the same effect as subsection 7(1) of the Regulation.

Using format and templates specified in SEDAR+

A person satisfies a requirement in securities legislation to file a document with, or deliver a document to, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in a prescribed format by transmitting the information in the manner and using the format and templates, if any, specified in SEDAR+. For example, SEDAR+ requires a filer to transmit Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* in the format and using the templates specified in SEDAR+. In doing so, the filer satisfies all requirements of Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* that relate to the prescribed format of the report.

Effective time of filing or delivery

SEDAR+ is generally available 24 hours a day, seven days a week. We consider a document to be filed with or delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority when the transmission of the document through SEDAR+ has been completed. SEDAR+ allows a filer to confirm the date and time that the transmission of a document was completed.

Although SEDAR+ is generally available every day to receive documents, Canadian securities legislation or Canadian securities directions that refer to a review of a document by the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority (for example our timelines to provide a filer with comments on our review of a preliminary prospectus) will continue to provide that the review be carried out within a certain number of business days.

Consent

In certain jurisdictions, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must consent to a document being filed with or delivered to it by the transmission of the document through SEDAR+. We take the view that the acceptance of documents transmitted through SEDAR+ in accordance with the Regulation satisfies any such consent requirement of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority contained in electronic commerce legislation.

Requirement to file more than one copy of a document

If any provision of securities legislation requires a person to file with or deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority more than one copy of a document, the transmission of the document through SEDAR+ in accordance with the Regulation satisfies such a requirement.

Official copy of documents

We consider that, for purposes of securities legislation, securities directions or any other related purpose, an official record of any document transmitted through SEDAR+ is the document stored in SEDAR+.

Certified copy of documents

Securities legislation in certain jurisdictions contains a requirement to produce or make available an original or certified copy of information filed under the securities legislation. We take the view that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority satisfies such a requirement by providing a printed copy of the information that contains, or is accompanied by, a certificate of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority confirming that the printed copy is a copy of the information filed in SEDAR+.

Use of SEDAR+ by the regulator or securities regulatory authority

The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority will transmit certain documents through SEDAR+. For example, we will generally transmit through SEDAR+ a receipt and other confirmation of acceptance for a document transmitted through SEDAR+, such as a receipt for a prospectus. We will also generally transmit through SEDAR+ comment related to a prospectus or an application for an exemption that has been filed through SEDAR+.

Public accessibility of documents in SEDAR+

Securities legislation generally requires that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority make documents filed with it available for public inspection during normal business hours. We consider that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority satisfies this requirement by making such documents publicly available in SEDAR+.

Under securities legislation, documents required or permitted to be delivered are not required to be publicly available but may be subject to an application made under freedom of information legislation. Filers that transmit information in SEDAR+ are responsible for complying with applicable privacy laws.

Changing access to transmitted documents

To change the access status of a document from public to private, a person should submit a formal request for confidentiality, generally by way of an application made to the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority, under the relevant provisions of securities legislation. The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority will generally not change the access status of a document from public to private until the request has been reviewed, and a decision has been made in favour of the person.

In the following limited circumstances, we will consider changing the access status of a document from public to private in SEDAR+ without a formal request for confidentiality:

- a person transmits a document under the incorrect profile;
- a person transmits a fee form with an incorrect calculation;
- a person transmits a document that contains a virus;

- a person entitled to file a redacted version of a material contract or agreement transmits a non-redacted version of the document in error;
- a recipient agency inadvertently makes a document public in connection with a prospectus filing which should have remained private.

To request a change in the access status of a document from public to private in SEDAR+ in these circumstances, a person should make a written request to its principal regulator, determined in accordance with subsection 5(2), 5(3) or 5(4) of the Regulation. Since there may be no formal request for confidentiality and, as a result, no confidentiality decision in these limited circumstances, filers should note that documents that are required to be filed and whose access is changed to private in SEDAR+ may still be made available for public inspection under securities legislation.

Filers should also note that changing the access status of a document from public to private in SEDAR+ does not necessarily remove the document from the public domain. For example, various search engines may continue to index the document, notwithstanding that we have changed the access status of the document to private in SEDAR+. We do not assist filers to remove documents from the public domain.

Documents filed with or delivered to us may also be subject to disclosure under freedom of information legislation.

M.O., 2023-11**Order number V-1.1-2023-11 of the Minister of Finance dated May 18, 2023**

Securities Act
(chapter V-1.1)

CONCERNING concordant regulations to Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +)

WHEREAS paragraphs 1, 2 and 34 of section 331.1 of the Securities Act (chapter V-1.1) provide that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act provide that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section provide that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulation;

WHEREAS the following regulations have been made by the *Autorité des marchés financiers* or approved by the Minister of Finance:

— Regulation 11-102 respecting Passport System approved by ministerial order no. 2008-04 dated 4 March 2008 (2008, G.O. 2, 787);

— Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements approved by ministerial order no. 2008-05 dated 4 March 2008 (2008, G.O. 2, 810);

— Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects approved by ministerial order no. 2011-01 dated 15 June 2011 (2011, G.O. 2, 1402);

— Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions approved by ministerial order no. 2005-24 dated 30 November 2005 (2005, G.O. 2, 5183);

— Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions made by decision no. 2001-C-0201 dated 22 May 2001 (*Supplément au Bulletin de la Commission des valeurs mobilières du Québec*, vol. 32, no. 22 dated 1 June 2001);

— Regulation 45-102 respecting Resale of Securities approved by ministerial order no. 2005-21 dated 12 August 2005 (2005, G.O. 2, 3648);

— Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions approved by ministerial order no. 2009-05 dated 9 September 2009 (2009, G.O. 2, 3362A);

— Regulation 45-108 respecting Crowdfunding approved by ministerial order no. 2015-19 dated 7 January 2016 (2016, G.O. 2, 47);

— National Policy 46-201: Escrow for Initial Public Offerings made by decision no. 2003-C-0073 dated 3 March 2003 (*Bulletin hebdomadaire*, vol. 34, no. 19 dated 16 May 2003);

— Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities approved by ministerial order no. 2005-15 dated 2 August 2005 (2005, G.O. 2, 3558);

— Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations approved by ministerial order no. 2005-03 dated 19 May 2005 (2005, G.O. 2, 1507);

— Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-counter Markets approved by ministerial order no. 2012-11 dated 4 July 2012 (2012, G.O. 2, 2441);

— Regulation 52-112 respecting Non-GAAP and other Financial Measures Disclosure approved by ministerial order no. 2021-08 dated 16 July 2021 (2021, G.O. 2, 3228);

— Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer made by decision no. 2003-C-0082 dated 3 March 2003 (*Bulletin hebdomadaire*, vol. 34, no. 19 dated 16 May 2003);

— National Instrument 55-102: System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI) made by decision no. 2003-C-0069 dated 3 March 2003 (*Bulletin hebdomadaire*, vol. 34, no. 17 dated 2 May 2003);

— Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions approved by ministerial order no. 2010-07 dated 7 April 2010 (2010, G.O. 2, 912);

— Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices approved by ministerial order no. 2005-11 dated 7 June 2005 (2005, G.O. 2, 2015);

— Regulation 62-104 respecting Take-over Bids and Issuer Bids approved by ministerial order no. 2008-02 dated 22 January 2008 (2008, G.O. 2, 565);

— Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure made by decision no. 2001-C-0283 dated 12 June 2001 (*Bulletin hebdomadaire*, vol. 32, no. 26 dated 29 June 2001);

— Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure approved by ministerial order no. 2005-05 dated 19 May 2005 (2005, G.O. 2, 1601);

— Regulation respecting Development Capital Investment Fund Continuous Disclosure approved by ministerial order no. 2008-07 dated 15 May 2008 (2008, G.O. 2, 1995);

WHEREAS there is cause to amend those Regulations;

WHEREAS the following draft regulations were published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 16, no. 17 dated 2 May 2019:

— draft regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System;

— draft regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements;

— draft regulation to amend Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects;

— draft regulation to amend Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions;

— draft regulation to amend Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions;

— draft regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities;

— draft regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions;

— draft regulation to amend Regulation 45-108 respecting Crowdfunding;

— draft regulation to amend National Policy 46-201: Escrow for Initial Public Offerings;

— draft regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities;

— draft regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

— draft regulation to amend Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-counter Markets;

— draft regulation to amend Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer;

— draft regulation to amend Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices;

— draft regulation to amend Regulation 62-104 respecting Take-over Bids and Issuer Bids;

— draft regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure;

— draft regulation to amend Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;

— draft regulation to amend Regulation respecting Development Capital Investment Fund Continuous Disclosure;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 27 April 2023, by the decision no. 2023-PDG-0016, the following regulations:

— Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System;

— Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements;

— Regulation to amend Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects;

— Regulation to amend Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions;

— Regulation to amend Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions;

— Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities;

— Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions;

— Regulation to amend Regulation 45-108 respecting Crowdfunding;

— Regulation to amend National Policy 46-201: Escrow for Initial Public Offerings;

— Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities;

— Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

— Regulation to amend Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-counter Markets;

— Regulation to amend Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer;

— Regulation to amend Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices;

— Regulation to amend Regulation 62-104 respecting Take-over Bids and Issuer Bids;

— Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure;

— Regulation to amend Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;

— Regulation to amend Regulation respecting Development Capital Investment Fund Continuous Disclosure;

WHEREAS the following draft regulations were published for consultation in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, vol. 20, no. 11 dated 23 March 2023:

— draft regulation to amend Regulation 52-112 respecting Non-GAAP and other Financial Measures Disclosure;

— draft regulation to amend National Instrument 55-102: System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI);

— draft regulation to amend Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions;

WHEREAS the *Autorité des marchés financiers* made, on 27 April 2023, by the decision no. 2023-PDG-0017, the following regulations:

— Regulation to amend Regulation 52-112 respecting Non-GAAP and other Financial Measures Disclosure;

— Regulation to amend National Instrument 55-102: System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI);

— Regulation to amend Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions;

WHEREAS there is cause to approve those Regulations without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the following regulations appended hereto:

— Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System;

— Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements;

— Regulation to amend Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects;

— Regulation to amend Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions;

— Regulation to amend Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions;

— Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities;

— Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions;

— Regulation to amend Regulation 45-108 respecting Crowdfunding;

— Regulation to amend National Policy 46-201: Escrow for Initial Public Offerings;

— Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities;

— Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

— Regulation to amend Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-counter Markets;

— Regulation to amend Regulation 52-112 respecting Non-GAAP and other Financial Measures Disclosure;

— Regulation to amend Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer;

— Regulation to amend National Instrument 55-102: System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI);

— Regulation to amend Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions;

— Regulation to amend Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices;

— Regulation to amend Regulation 62-104 respecting Take-over Bids and Issuer Bids;

— Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure;

— Regulation to amend Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;

— Regulation to amend Regulation respecting Development Capital Investment Fund Continuous Disclosure.

May 18, 2023

ERIC GIRARD
Minister of Finance

REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 11-102 respecting Passport System (chapter V-1.1, r. 1) is amended by replacing the definition of the expression “SEDAR” by the following:

““SEDAR+” has the same meaning as in Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*);”.

2. Section 3.3 of the Regulation is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

3. Appendix D of the Regulation is amended by replacing “SEDAR” by “SEDAR+” and “Regulation 13-101” by “Regulation 13-103”.

4. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (chapter V-1.1, r. 14) is amended by replacing “**System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)**”, in Schedule 1 of Appendix A and under the title “**General Instructions**”, by “**System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)**”.
2. Form 41-101F1 of the Regulation is amended, in item 36A.1:
 - (1) by replacing “www.sedar.com”, in subparagraph (ii) of subparagraph (b) of paragraph (3), by “www.sedarplus.com”;
 - (2) by replacing “SEDAR”, in paragraph (5), by “SEDAR+”.
3. Form 41-101F2 of the Regulation is amended by replacing “www.sedar.com”, in item 37.1, by “www.sedarplus.com”.
4. Form 41-101F3 of the Regulation is amended by replacing “www.sedar.com”, in paragraph (1) of item 4.1 and paragraph (2) of item 15.1 of Part B, by “www.sedarplus.com”.
5. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 43-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR MINERAL PROJECTS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Section 6.4 of Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects (chapter V-1.1, r. 15) is amended by replacing “SEDAR”, in subparagraph (b) of paragraph (1), by “SEDAR+”.
2. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 44-101 RESPECTING SHORT FORM PROSPECTUS DISTRIBUTIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions (chapter V-1.1, r. 16) is amended by inserting, after the definition of the expression “reverse takeover acquiree”, the following:

““SEDAR+” has the same meaning as in Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*);”.

2. Section 2.2 of the Regulation is amended by replacing paragraph (a) by the following:

“(a) the issuer is required to transmit documents through SEDAR+;”.

3. Sections 2.3 and 2.6 are amended by replacing subparagraph (a), in paragraph (1), by the following:

“(a) the issuer is required to transmit documents through SEDAR+;”.

4. Form 44-101F1 of the Regulation is amended:

(1) by replacing “www.sedar.com”, in item 1.3, by “www.sedarplus.com”;

(2) by replacing “www.sedar.com”, in subparagraph (ii) of subparagraph (b) of paragraph (3) of item 11.6, by “www.sedarplus.com”.

5. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 44-102 RESPECTING SHELF DISTRIBUTIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Section 9A.3 of Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions (chapter V-1.1, r. 17) is amended by replacing “www.sedar.com”, in subparagraph (B) of subparagraph (iv) of subparagraph (b) of paragraph (7), by “www.sedarplus.com”.
2. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 45-102 RESPECTING RE SALE OF SECURITIES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Regulation 45-102 respecting Resale of Securities (chapter V-1.1, r. 20) is amended by striking out, in section 1.1, the definition of the expression “SEDAR”.
2. The Regulation is amended by striking out, wherever it appears in sections 2.8, 2.11 and 2.12, “on SEDAR”.
3. Form 45-102F1 of the Regulation is amended by striking out, in the instructions, “electronically through SEDAR”.
4. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS EXEMPTIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21) is amended:
 - (1) by striking out paragraph (a) of the definition of the expression “qualifying issuer”;
 - (2) by striking out the definition of the expression “SEDAR filer”.
2. Section 5.2 of the Regulation is amended by striking out paragraph (b).
3. Section 5A.2 of the Regulation is amended by replacing “www.sedar.com”, in subparagraph (B) of subparagraph (i) of paragraph (k), by “www.sedarplus.com”.
4. Form 45-106F1 of the Regulation is replaced by the following:

**“FORM 45-106F1
REPORT OF EXEMPT DISTRIBUTION**

A. General Instructions

1. Filing instructions

An issuer or underwriter that is required to file a report of exempt distribution and pay the applicable filing fee must pay the filing fee and file the information required by this form in the manner and using the templates specified in the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) in accordance with Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*).

The issuer or underwriter must file the report in a jurisdiction of Canada if the distribution occurs in the jurisdiction, and the issuer or underwriter is relying on a specific exemption from the prospectus requirement set out in section 6.1 of the Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21). The requirement to file this report might also be a condition of a prospectus exemption provided in a national, multilateral or local rule or instrument, or a condition of an exemptive relief order. If a distribution is made in more than one jurisdiction of Canada, the issuer or underwriter may satisfy its obligation to file the report by completing a single report identifying all purchasers, and file the report in each jurisdiction of Canada in which the distribution occurs. Filing fees payable in a particular jurisdiction are not affected by identifying all purchasers in a single report.

In order to determine the applicable filing fee in a particular jurisdiction of Canada, consult the securities legislation of that jurisdiction. The issuer or underwriter must pay the filing fee through SEDAR+ in accordance with Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

2. Issuers located outside of Canada

If an issuer located outside of Canada determines that a distribution has taken place in a jurisdiction of Canada, include information about purchasers resident in that jurisdiction only.

3. Multiple distributions

An issuer may use one report for multiple distributions occurring within ten days of each other, provided the report is filed on or before the tenth day following the first distribution date. However, an investment fund issuer that is relying on the exemptions set out in subsection 6.2(2) of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions may file the report annually in accordance with that subsection.

4. References to purchaser

References to a purchaser in this form are to the beneficial owner of the securities.

However, if a trust company, trust corporation, or registered adviser described in paragraph (p) or (q) of the definition of “accredited investor” in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions has purchased the securities on behalf of a fully managed account, provide information about the trust company, trust corporation or registered adviser only; do not include information about the beneficial owner of the fully managed account.

Joint purchasers may be treated as one purchaser for the purposes of Item 7(f) of this form.

5. References to issuer

References to “issuer” in this form include an investment fund issuer and a non-investment fund issuer, unless otherwise specified.

6. Investment fund issuers

If the issuer is an investment fund, complete Items 1-3, 6-8, 10, 11 and Schedule 1 of this form.

7. Mortgage investment entities

If the issuer is a mortgage investment entity, complete all applicable items of this form other than Item 6.

8. Language

The report must be filed in English or in French. In Québec, the issuer or underwriter must comply with linguistic rights and obligations prescribed by Québec law.

9. Currency

All dollar amounts in the report must be in Canadian dollars. If the distribution was made or any compensation was paid in connection with the distribution in a foreign currency, convert the currency to Canadian dollars using the daily exchange rate of the Bank of Canada on the distribution date. If the distribution date occurs on a date when the daily exchange rate of the Bank of Canada is not available, convert the currency to Canadian dollars using the most recent daily exchange rate of the Bank of Canada available before the distribution date. For investment funds in continuous distribution, convert the currency to Canadian dollars using the average daily exchange rate of the Bank of Canada for the distribution period covered by the report.

If the distribution was not made in Canadian dollars, provide the foreign currency in Item 7(a) of the report.

10. Date of information in report

Unless otherwise indicated in this form, provide the information as of the distribution end date.

11. Date of formation

For the date of formation, provide the date on which the issuer was incorporated, continued or organized (formed). If the issuer resulted from an amalgamation, arrangement, merger or reorganization, provide the date of the most recent amalgamation, arrangement, merger or reorganization.

12. Security codes

Wherever this form requires disclosure of the type of security, use the following security codes:

Security code	Security type
BND	Bonds
CER	Certificates (<i>including pass-through certificates, trust certificates</i>)
CMS	Common shares
CVD	Convertible debentures
CVN	Convertible notes
CVP	Convertible preferred shares
DCT	Digital coins or tokens
DEB	Debentures
DRS	Depository receipts (<i>such as American or Global depository receipts/shares</i>)
FTS	Flow-through shares
FTU	Flow-through units
LPU	Limited partnership units and limited partnership interests (<i>including capital commitments</i>)
MTG	Mortgages (<i>other than syndicated mortgages</i>)
NOT	Notes (<i>include all types of notes except convertible notes</i>)

Security code	Security type
OPT	Options
PRS	Preferred shares
RTS	Rights
SMG	Syndicated mortgages
SUB	Subscription receipts
UBS	Units of bundled securities (<i>such as a unit consisting of a common share and a warrant</i>)
UNT	Units (<i>exclude units of bundled securities, include trust units and mutual fund units</i>)
WNT	Warrants (<i>including special warrants</i>)
OTH	Other securities not included above (<i>if selected, provide details of security type in Item 7d</i>)

13. Distributions by more than one issuer of a single security

If two or more issuers distributed a single security, provide the full legal names of the co-issuers in Item 3.

B. Terms used in the form

1. For the purposes of this form:

“**designated foreign jurisdiction**” means Australia, France, Germany, Hong Kong, Italy, Japan, Mexico, the Netherlands, New Zealand, Singapore, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland or the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;

“**eligible foreign security**” means a security offered primarily in a foreign jurisdiction as part of a distribution of securities in either of the following circumstances:

- (a) the security is issued by an issuer
 - (i) that is incorporated, formed or created under the laws of a foreign jurisdiction,
 - (ii) that is not a reporting issuer in a jurisdiction of Canada,
 - (iii) that has its head office outside of Canada, and
 - (iv) that has a majority of the executive officers and a majority of the directors ordinarily resident outside of Canada;

- (b) the security is issued or guaranteed by the government of a foreign jurisdiction;

“**foreign public issuer**” means an issuer where any of the following apply:

- (a) the issuer has a class of securities registered under section 12 of the 1934 Act;
- (b) the issuer is required to file reports under section 15(d) of the 1934 Act;

(c) the issuer is required to provide disclosure relating to the issuer and the trading in its securities to the public, to security holders of the issuer or to a regulatory authority and that disclosure is publicly available in a designated foreign jurisdiction;

“**legal entity identifier**” means a unique identification code assigned to the person

(a) in accordance with the standards set by the Global Legal Entity Identifier System, or

(b) that complies with the standards established by the Legal Entity Identifier Regulatory Oversight Committee for pre-legal entity identifiers;

“**NRD**” means National Registration Database;

“**permitted client**” has the same meaning as in Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (chapter V-1.1, r. 10);

“**SEDAR+**” has the same meaning as in Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+);

“**SEDAR+ profile**” means a profile required under section 4 of Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

2. For the purposes of this form, a person is connected with an issuer or an investment fund manager if either of the following applies:

(a) one of them is controlled by the other;

(b) each of them is controlled by the same person.

FORM 45-106F1
REPORT OF EXEMPT DISTRIBUTION

ITEM 1 – REPORT TYPE

- New report
- Amended report If amended, provide filing date of report that is being amended. (YYYY-MM-DD)

ITEM 2 – PARTY CERTIFYING THE REPORT

Indicate the party certifying the report (select only one). For guidance regarding whether an issuer is an investment fund, refer to section 1.1 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42) and the Policy Statement to Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure.

- Investment fund issuer
- Issuer (other than an investment fund)
- Underwriter

ITEM 3 – ISSUER NAME AND OTHER IDENTIFIERS

Provide the following information about the issuer, or if the issuer is an investment fund, about the fund.

Full legal name

Previous full legal name

If the issuer's name changed in the last 12 months, provide most recent previous legal name.

Website (if applicable)

If the issuer has a legal entity identifier, provide below. Refer to Part B of the Instructions for the definition of "legal entity identifier".

Legal entity identifier

If two or more issuers distributed a single security, provide the full legal name(s) of the co-issuer(s) other than the issuer named above.

Full legal name(s) of co-issuer(s) (if applicable)

ITEM 4 – UNDERWRITER INFORMATION

If an underwriter is completing the report, provide the underwriter's full legal name, firm NRD number, and SEDAR+ profile number.

Full legal name

Firm NRD number (if applicable)

SEDAR+ profile number

ITEM 5 – ISSUER INFORMATION	
If the issuer is an investment fund, do not complete Item 5. Proceed to Item 6.	
a) Primary industry	
Provide the issuer's North American Industry Classification Standard (NAICS) code (6 digits only) that in your reasonable judgment most closely corresponds to the issuer's primary business activity.	
NAICS industry code <input type="text"/>	
If the issuer is in the mining industry , indicate the stage of operations. This does not apply to issuers that provide services to issuers operating in the mining industry. Select the category that best describes the issuer's stage of operations.	
<input type="checkbox"/> Exploration <input type="checkbox"/> Development <input type="checkbox"/> Production	
Is the issuer's primary business to invest all or substantially all of its assets in any of the following? If yes, select all that apply.	
<input type="checkbox"/> Mortgages <input type="checkbox"/> Real estate <input type="checkbox"/> Commercial/business debt <input type="checkbox"/> Consumer debt <input type="checkbox"/> Private companies <input type="checkbox"/> Cryptoassets	
b) Number of employees	
Number of employees: <input type="checkbox"/> 0 – 49 <input type="checkbox"/> 50 – 99 <input type="checkbox"/> 100 – 499 <input type="checkbox"/> 500 or more	
c) SEDAR+ profile number	
Provide the issuer's SEDAR+ profile number	
<input type="text"/>	

ITEM 6 – INVESTMENT FUND ISSUER INFORMATION	
If the issuer is an investment fund, provide the following information.	
a) Investment fund manager information	
Full legal name <input type="text"/>	
Firm NRD number <input type="text"/> (if applicable)	
SEDAR + profile number <input type="text"/>	
b) Type of investment fund	
Type of investment fund that most accurately identifies the issuer (select only one).	
<input type="checkbox"/> Money market <input type="checkbox"/> Equity <input type="checkbox"/> Fixed income <input type="checkbox"/> Balanced <input type="checkbox"/> Alternative strategies <input type="checkbox"/> Cryptoasset <input type="checkbox"/> Other (describe) <input type="text"/>	
Indicate whether one or both of the following apply to the investment fund.	
<input type="checkbox"/> Invests primarily in other investment fund issuers <input type="checkbox"/> Is a UCITs Fund ¹	
¹ Undertaking for the Collective Investment of Transferable Securities funds (UCITs Funds) are investment funds regulated by the European Union (EU) directives that allow collective investment schemes to operate throughout the EU on a passport basis on authorization from one member state.	
c) Net asset value (NAV) of the investment fund	
Select the NAV range of the investment fund as of the date of the most recent NAV calculation (Canadian \$).	
<input type="checkbox"/> \$0 to under \$5M <input type="checkbox"/> \$5M to under \$25M <input type="checkbox"/> \$25M to under \$100M <input type="checkbox"/> \$100M to under \$500M <input type="checkbox"/> \$500M to under \$1B <input type="checkbox"/> \$1B or over Date of NAV calculation: <input type="text"/>	
<div style="text-align: right;"> YYYY M DD M </div>	

g) Net proceeds to the investment fund by jurisdiction

If the issuer is an investment fund, provide the net proceeds to the investment fund for each jurisdiction of Canada and foreign jurisdiction where a purchaser resides.³ If an issuer located outside of Canada completes a distribution in a jurisdiction of Canada, include net proceeds for that jurisdiction of Canada only. For jurisdictions within Canada, state the province or territory, otherwise state the country.

Province or country	Net proceeds (Canadian \$)
Total net proceeds to the investment fund	

³"Net proceeds" means the gross proceeds realized in the jurisdiction from the distributions for which the report is being filed, less the gross redemptions that occurred during the distribution period covered by the report.

ITEM 8 – COMPENSATION INFORMATION									
<i>Provide information for each person (as defined in Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21)) to whom the issuer directly provides, or will provide, any compensation in connection with the distribution. Complete additional copies of this page if more than one person was, or will be, compensated.</i>									
Indicate whether any compensation was paid, or will be paid, in connection with the distribution. <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes If yes, indicate number of persons compensated. <input style="width: 30px;" type="text"/>									
a) Name of person compensated and registration status									
Indicate whether the person compensated is a registrant. <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes									
If the person compensated is an individual, provide the name of the individual. Full legal name of individual <input style="width: 150px;" type="text"/> <input style="width: 100px;" type="text"/> <input style="width: 100px;" type="text"/> <small style="display: flex; justify-content: space-around; font-size: 8px;"> Family name First given name Secondary given names </small>									
If the person compensated is not an individual, provide the following information. Full legal name of non-individual <input style="width: 250px;" type="text"/> Firm NRD number <input style="width: 30px;" type="text"/> <input style="width: 30px;" type="text"/> <input style="width: 30px;" type="text"/> <input style="width: 30px;" type="text"/> <input style="width: 30px;" type="text"/> <input style="width: 30px;" type="text"/> <input style="width: 30px;" type="text"/> <input style="width: 30px;" type="text"/> (if applicable)									
Indicate whether the person compensated facilitated the distribution through a funding portal or an internet-based portal. <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes									
b) Business contact information									
If a firm NRD number is not provided in Item 8(a), provide the business contact information of the person being compensated. Street address <input style="width: 250px;" type="text"/> Municipality <input style="width: 100px;" type="text"/> Province/State <input style="width: 100px;" type="text"/> Country <input style="width: 100px;" type="text"/> Postal code/Zip code <input style="width: 100px;" type="text"/> Email address <input style="width: 150px;" type="text"/> Telephone number <input style="width: 100px;" type="text"/>									
c) Relationship to issuer or investment fund manager									
Indicate the person's relationship with the issuer or investment fund manager (select all that apply). Refer to the meaning of "connected" in Part B(2) of the Instructions and the meaning of "control" in section 1.4 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions for the purposes of completing this section. <input type="checkbox"/> Connected with the issuer or investment fund manager <input type="checkbox"/> Insider of the issuer (other than an investment fund) <input type="checkbox"/> Director or officer of the investment fund or investment fund manager <input type="checkbox"/> Employee of the issuer or investment fund manager <input type="checkbox"/> None of the above									
d) Compensation details									
Provide details of all compensation paid, or to be paid, to the person identified in Item 8(a) in connection with the distribution. Provide all amounts in Canadian dollars. Include cash commissions, securities-based compensation, gifts, discounts or other compensation. Do not report payments for services incidental to the distribution, such as clerical, printing, legal or accounting services. An issuer is not required to ask for details about, or report on, internal allocation arrangements with the directors, officers or employees of a non-individual compensated by the issuer. Cash commissions paid <input style="width: 80px;" type="text"/> Value of all securities distributed as compensation ⁴ <input style="width: 80px;" type="text"/> Security codes <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center; font-size: 8px;"> <thead> <tr> <th style="width: 20px;">Security code 1</th> <th style="width: 20px;">Security code 2</th> <th style="width: 20px;">Security code 3</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td><input style="width: 20px;" type="text"/></td> <td><input style="width: 20px;" type="text"/></td> <td><input style="width: 20px;" type="text"/></td> </tr> </tbody> </table>				Security code 1	Security code 2	Security code 3	<input style="width: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 20px;" type="text"/>
Security code 1	Security code 2	Security code 3							
<input style="width: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 20px;" type="text"/>	<input style="width: 20px;" type="text"/>							
Describe terms of warrants, options or other rights <input style="width: 250px;" type="text"/>									
Other compensation ⁵ <input style="width: 80px;" type="text"/> Describe <input style="width: 250px;" type="text"/>									
Total compensation paid <input style="width: 80px;" type="text"/>									
<input type="checkbox"/> Check box if the person will or may receive any deferred compensation (describe the terms below) <input style="width: 500px;" type="text"/>									
⁴ Provide the aggregate value of all securities distributed as compensation, <u>excluding</u> options, warrants or other rights exercisable to acquire additional securities of the issuer. Indicate the security codes for all securities distributed as compensation, <u>including</u> options, warrants or other rights exercisable to acquire additional securities of the issuer. ⁵ Do not include deferred compensation.									

ITEM 9 – DIRECTORS, EXECUTIVE OFFICERS AND PROMOTERS OF THE ISSUER

If the issuer is an investment fund, do not complete Item 9. Proceed to Item 10.

Indicate whether the issuer is any of the following (select the one that applies – if more than one applies, select only one).

Reporting issuer in any jurisdiction of Canada

Foreign public issuer

Wholly owned subsidiary of a reporting issuer in any jurisdiction of Canada⁶
Provide name of reporting issuer

Wholly owned subsidiary of a foreign public issuer⁶
Provide name of foreign public issuer

Issuer distributing only eligible foreign securities and the distribution is to permitted clients only⁷

If the issuer is at least one of the above, do not complete Item 9(a) – (c). Proceed to Item 10.

⁶An issuer is a wholly owned subsidiary of a reporting issuer or a foreign public issuer if all of the issuer's outstanding voting securities, other than securities that are required by law to be owned by its directors, are beneficially owned by the reporting issuer or the foreign public issuer, respectively.

⁷Check this box if it applies to the current distribution even if the issuer made previous distributions of other types of securities to non-permitted clients. Refer to the definitions of "eligible foreign security" and "permitted client" in Part B(1) of the Instructions.

If the issuer is none of the above, check this box and complete Item 9(a) – (c).

a) Directors, executive officers and promoters of the issuer

Provide the following information for each director, executive officer and promoter of the issuer. For locations within Canada, state the province or territory; otherwise state the country. For "Relationship to issuer", "D" – Director, "O" – Executive Officer, "P" – Promoter.

Organization or company name	Family name	First given name	Secondary given names	Business location of non-individual or residential jurisdiction of individual	Relationship to issuer (select all that apply)		
				Province or country	D	O	P

b) Promoter information

If the promoter listed above is not an individual, provide the following information for each director and executive officer of the promoter. For locations within Canada, state the province or territory; otherwise state the country. For "Relationship to promoter", "D" – Director, "O" – Executive Officer.

Organization or company name	Family name	First given name	Secondary given names	Residential jurisdiction of individual	Relationship to promoter (select one or both if applicable)	
				Province or country	D	O

c) Residential address of each individual

Complete Schedule 2 of this form, including the full residential address of each individual whose name appears in Item 9(a) or (b). Schedule 2 also requires information to be provided about control persons.

ITEM 10 – CERTIFICATION

Provide the following certification and business contact information of an officer, director or agent of the issuer or underwriter. If the issuer or underwriter is not a company, an individual who performs functions similar to that of a director or officer may certify the report. For example, if the issuer is a trust, the report may be certified by the issuer's trustee. If the issuer is an investment fund, a director or officer of the investment fund manager (or, if the investment fund manager is not a company, an individual who performs similar functions) may certify the report if the director or officer has been authorized to do so by the investment fund.

The certification may be delegated, but only to an agent that has been authorized by an officer or director of the issuer or underwriter to prepare and certify the report on behalf of the issuer or underwriter. If the report is being certified by an agent on behalf of the issuer or underwriter, provide the applicable information for the agent in the boxes below.

If the individual completing and filing the report is different from the individual certifying the report, provide the name and contact details for the individual completing and filing the report in Item 11.

The signature on the report must be in typed form rather than handwritten form. The report may include an electronic signature provided the name of the signatory is also in typed form.

Securities legislation requires an issuer or underwriter that makes a distribution of securities under certain prospectus exemptions to file a completed report of exempt distribution.

By completing the information below, I certify, on behalf of the issuer/underwriter/investment fund manager, to the securities regulatory authority or regulator, as applicable, that I have reviewed this report and to my knowledge, having exercised reasonable diligence, the information provided in this report is true and, to the extent required, complete.

Name of issuer/underwriter/ investment fund manager/agent	<input type="text"/>		
Full legal name	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
	Family name	First given name	Secondary given names
Title	<input type="text"/>		
Telephone number	<input type="text"/>	Email address	<input type="text"/>
Signature	<input type="text"/>	Date	<input type="text"/>
		YYYY	MM DD

ITEM 11 – CONTACT PERSON

Provide the following business contact information for the individual that the securities regulatory authority or regulator may contact with any questions regarding the contents of this report, if different than the individual certifying the report in Item 10.

Same as individual certifying the report

Full legal name	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	Title	<input type="text"/>
	Family name	First given name	Secondary given names		
Name of company	<input type="text"/>				
Telephone number	<input type="text"/>	Email address	<input type="text"/>		

Notice – Collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authority or regulator under the authority granted in securities legislation for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation.

If you have any questions about the collection and use of this information, contact the securities regulatory authority or regulator in the local jurisdiction(s) where the report is filed, at the address(es) listed at the end of this form.

Schedules 1 and 2 may contain personal information of individuals and details of the distribution(s). The information in Schedules 1 and 2 will not be placed on the public file of any securities regulatory authority or regulator. However, freedom of information legislation may require the securities regulatory authority or regulator to make this information available if requested.

By signing this report, the issuer/underwriter confirms that each individual listed in Schedule 1 or 2 of the report who is resident in a jurisdiction of Canada:

- has been notified by the issuer/underwriter of the delivery to the securities regulatory authority or regulator of the information pertaining to the individual as set out in Schedule 1 or 2, that this information is being collected by the securities regulatory authority or regulator under the authority granted in securities legislation, that this information is being collected for the purposes of the administration and enforcement of the securities legislation of the local jurisdiction, and of the title, business address and business telephone number of the public official in the local jurisdiction, as set out in this form, who can answer questions about the securities regulatory authority's or regulator's indirect collection of the information, and
- has authorized the indirect collection of the information by the securities regulatory authority or regulator.

SCHEDULE 1 TO FORM 45-106F1 (CONFIDENTIAL PURCHASER INFORMATION)

Schedule 1 must be filed in the format of an Excel spreadsheet in a form acceptable to the securities regulatory authority or regulator.

The information in this schedule will not be placed on the public file of any securities regulatory authority or regulator. However, freedom of information legislation may require the securities regulatory authority or regulator to make this information available if requested.

a) General information (*provide only once*)

1. Name of issuer
2. Certification date (YYYY-MM-DD)

Provide the following information for each purchaser that participated in the distribution. For each purchaser, create separate entries for each distribution date, security type and exemption relied on for the distribution.

b) Legal name of purchaser

If two or more individuals have purchased a security as joint purchasers, provide information for each purchaser under the columns for family name, first given name and secondary given names, if applicable, and separate the individuals' names with an ampersand. For example, if Jane Jones and Robert Smith are joint purchasers, indicate "Jones & Smith" in the family name column.

1. Family name
2. First given name
3. Secondary given names (if applicable)
4. Full legal name of non-individual (*if applicable*)

c) Contact information of purchaser

1. Residential street address
2. Municipality
3. Province/State
4. Postal code/Zip code
5. Country
6. Telephone number
7. Email address (*if available*)

d) Details of securities purchased

1. Date of distribution (YYYY-MM-DD)
2. Number of securities
3. Security code
4. Amount paid (Canadian \$)

e) Details of exemption relied on

1. Regulation, section and subsection number
2. If relying on section 2.3 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions, provide the paragraph number in the definition of “accredited investor” in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions that applies to the purchaser. *(select only one – if the purchaser is a permitted client that is not an individual, “NIPC” can be selected instead of the paragraph number)*
3. If relying on section 2.5 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions, provide:
 - a. the paragraph number in subsection 2.5(1) that applies to the purchaser *(select only one)*; and
 - b. if relying on paragraphs 2.5(1)(b) to (i), provide:
 - i. the name of the director, executive officer, control person, or founder of the issuer or affiliate of the issuer claiming a relationship to the purchaser. *(Note: if Item 9(a) has been completed, the name of the director, executive officer or control person must be consistent with the name provided in Item 9 and Schedule 2.)*
 - ii. the position of the director, executive officer, control person, or founder of the issuer or affiliate of the issuer claiming a relationship to the purchaser.
4. If relying on subsection 2.9(2) or, in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec, or Saskatchewan, subsection 2.9(2.1) of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions and the purchaser is an eligible investor, provide the paragraph number in the definition of “eligible investor” in section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions that applies to the purchaser. *(select only one)*

f) Other information

Paragraphs f)1. and f)2. do not apply if any of the following apply:

(a) the issuer is a foreign public issuer;

(b) the issuer is a wholly owned subsidiary of a foreign public issuer;

(c) the issuer is distributing only eligible foreign securities and the distribution is to permitted clients only.

1. Is the purchaser a registrant? (Y/N)
2. Is the purchaser an insider of the issuer? (Y/N) *(not applicable if the issuer is an investment fund)*
3. Full legal name of person compensated for distribution to purchaser. If a person compensated is a registered firm, provide the firm NRD number only. *(Note: the names must be consistent with the names of the persons compensated as provided in Item 8.)*

INSTRUCTIONS FOR SCHEDULE 1

Any securities issued as payment for commissions or finder's fees must be disclosed in Item 8 of the report, not in Schedule 1.

Details of exemption relied on – When identifying the exemption the issuer relied on for the distribution to each purchaser, refer to the rule, statute or instrument in which the exemption is provided and identify the specific section and, if applicable, subsection or paragraph. For example, if the issuer is relying on an exemption in a regulation, refer to the number of the regulation, and the subsection or paragraph number of the specific provision. If the issuer is relying on an exemption in a local blanket order, refer to the blanket order by number.

For exemptions that require the purchaser to meet certain characteristics, such as the exemption in section 2.3, section 2.5 or subsection 2.9(2) or, in Alberta, New Brunswick, Nova Scotia, Ontario, Québec, or Saskatchewan, subsection 2.9(2.1) of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions, provide the specific paragraph in the definition of those terms that applies to each purchaser.

Reports filed under paragraph 6.1(1)(j) of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions – For reports filed under paragraph 6.1(1)(j) of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions, Schedule 1 must list the total number of purchasers by jurisdiction only, and is not required to include the name, residential address, telephone number or email address of the purchasers.

SCHEDULE 2 TO FORM 45-106F1 (CONFIDENTIAL DIRECTOR, EXECUTIVE OFFICER, PROMOTER AND CONTROL PERSON INFORMATION)

Schedule 2 must be filed in the format of an Excel spreadsheet in a form acceptable to the securities regulatory authority or regulator.

Complete the following only if Item 9(a) is required to be completed. **This schedule also requires information to be provided about control persons of the issuer at the time of the distribution.**

The information in this schedule will not be placed on the public file of any securities regulatory authority or regulator. However, freedom of information legislation may require the securities regulatory authority or regulator to make this information available if requested.

a) General information (*provide only once*)

1. Name of issuer
2. Certification date (YYYY-MM-DD)

b) Business contact information of Chief Executive Officer (*if not provided in Item 10 or 11 of report*)

1. Email address
2. Telephone number

c) Residential address of directors, executive officers, promoters and control persons of the issuer

Provide the following information for each individual who is a director, executive officer, promoter or control person of the issuer at the time of the distribution. If the promoter or control person is not an individual, provide the following information for each director and executive officer of the promoter and control person. (Note: names of directors, executive officers and promoters must be consistent with the information in Item 9 of the report, if required to be provided.)

1. Family name
2. First given name
3. Secondary given names
4. Residential street address
5. Municipality
6. Province/State
7. Postal code/Zip code
8. Country
9. Indicate whether the individual is a control person, or a director and/or executive officer of a control person (*if applicable*)

d) Non-individual control persons (if applicable)

If the control person is not an individual, provide the following information. For locations within Canada, state the province or territory, otherwise state the country.

1. Organization or company name
2. Province or country of business location

Questions:

Refer any questions to:

Alberta Securities Commission

Suite 600, 250 – 5th Street SW
Calgary, Alberta T2P 0R4
Telephone: 403 297-6454
Facsimile: 403 297-6156
Toll free in Canada: 1 877 355-0585
Public official contact regarding indirect collection of information: FOIP Coordinator

British Columbia Securities Commission

P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, British Columbia V7Y 1L2
Inquiries: 604 899-6854
Toll free in Canada: 1 800 373-6393
Facsimile: 604 899-6506
Email: FOI-privacy@besc.bc.ca
Public official contact regarding indirect collection of information: Privacy Officer

The Manitoba Securities Commission

500 – 400 St. Mary Avenue
Winnipeg, Manitoba R3C 4K5
Telephone: 204 945-2561
Toll free in Manitoba: 1 800 655-5244
Facsimile: 204 945-0330
Public official contact regarding indirect collection of information: Director

Financial and Consumer Services Commission (New Brunswick)

85 Charlotte Street, Suite 300
Saint John, New Brunswick E2L 2J2
Telephone: 506 658-3060
Toll free in Canada: 1 866 933-2222
Facsimile: 506 658-3059
Email: info@fenb.ca
Public official contact regarding indirect collection of information: Chief Executive Officer and Privacy Officer

**Government of Newfoundland and Labrador
Office of the Superintendent**

Department of Digital Government and Service NL
P.O. Box 8700
Confederation Building
2nd Floor, West Block
Prince Philip Drive
St. John's, Newfoundland and Labrador A1B 4J6
Attention: Superintendent of Securities
Telephone: 709 729-2571
Facsimile: 709 729-6187
Public official contact regarding indirect collection of information: Superintendent of Securities

Government of the Northwest Territories

Office of the Superintendent of Securities
P.O. Box 1320
Yellowknife, Northwest Territories X1A 2L9
Telephone: 867 767-9305
Facsimile: 867 873-0243
Public official contact regarding indirect collection of information: Superintendent of Securities

Nova Scotia Securities Commission

Suite 400, 5251 Duke Street
Duke Tower
P.O. Box 458
Halifax, Nova Scotia B3J 2P8
Telephone: 902 424-7768
Facsimile: 902 424-4625
Public official contact regarding indirect collection of information: Executive Director

Government of Nunavut Office of the Superintendent of Securities

Legal Registries Division
P.O. Box 1000, Station 570
4th Floor, Building 1106
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Telephone: 867 975-6590
Facsimile: 867 975-6594
Public official contact regarding indirect collection of information: Superintendent of Securities

Ontario Securities Commission

20 Queen Street West, 22nd Floor
Toronto, Ontario M5H 3S8
Telephone: 416 593-8314
Toll free in Canada: 1 877 785-1555
Facsimile: 416 593-8122
Email: exemptmarketfilings@osc.gov.on.ca
Public official contact regarding indirect collection of information: Inquiries Officer

Prince Edward Island Securities Office

95 Rochford Street, 4th Floor Shaw Building

P.O. Box 2000

Charlottetown, Prince Edward Island C1A 7N8

Telephone: 902 368-4569

Facsimile: 902 368-5283

Public official contact regarding indirect collection of information: Superintendent of Securities

Autorité des marchés financiers

800, rue du Square-Victoria, 22^e étage

C.P. 246, Place Victoria

Montréal, Québec H4Z 1G3

Telephone: 514 395-0337 or 1 877 525-0337

Facsimile: 514 873-6155 (For filing purposes only)

Facsimile: 514 864-6381 (For privacy requests only)

Email: financementdessocietes@lautorite.qc.ca (For corporate finance issuers);

fonds_investissement@lautorite.qc.ca (For investment fund issuers)

Public official contact regarding indirect collection of information: Corporate Secretary

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Suite 601 - 1919 Saskatchewan Drive

Regina, Saskatchewan S4P 4H2

Telephone: 306 787-5842

Facsimile: 306 787-5899

Public official contact regarding indirect collection of information: Executive Director, Securities Division

Office of the Superintendent of Securities**Government of Yukon****Department of Community Services**

307 Black Street, 1st Floor

P.O. Box 2703, C-6

Whitehorse, Yukon Y1A 2C6

Telephone: 867 667-5466

Facsimile: 867 393-6251

Email: securities@yukon.ca

Public official contact regarding indirect collection of information: Superintendent of Securities”.

5. Form 45-106F3 of the Regulation is amended:

(1) by replacing “SEDAR website at www.sedar.com”, in item 2.2, by “SEDAR+ website at www.sedarplus.com”;

(2) by replacing “SEDAR”, in item 2.3, by “SEDAR+”;

(3) by replacing “SEDAR”, in instruction 1 of part C and the second paragraph of instruction 2 of part D of the “**Instructions for Completing Form 45-106F3, Offering Memorandum for Qualifying Issuers**”, by “SEDAR+”;

6. Form 45-106F14 of the Regulation is amended by replacing “SEDAR”, in item 9 of part 2, by “SEDAR+”.
7. Form 45-106F15 of the Regulation is amended by replacing “SEDAR”, in item 40 of part 11, by “SEDAR+”.
8. Form 45-106F19 of the Regulation is amended by replacing “www.sedar.com”, in item 14 of part 6, by “www.sedarplus.com”.
9. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 45-108 RESPECTING CROWDFUNDING

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Form 45-108F1 of Regulation 45-108 respecting Crowdfunding (chapter V-1.1, r. 21.02) is amended by replacing “SEDAR website at www.sedar.com”, in item 10, by “SEDAR+ website at www.sedarplus.com”.
2. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND NATIONAL POLICY 46-201: ESCROW FOR INITIAL PUBLIC OFFERINGS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.2 of National Policy 46-201: Escrow for Initial Public Offerings (chapter V-1.1, r. 22) is amended by inserting, after paragraph (3), the following:

“(4) *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this Policy.”.

2. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 51-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR OIL AND GAS ACTIVITIES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Section 5.18 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities (chapter V-1.1, r. 23) is amended by replacing “SEDAR”, in subparagraph (c) of paragraph (2), by “SEDAR+”.
2. Form 51-101F4 of the Regulation is amended by replacing “SEDAR” by “SEDAR+” and “SEDAR at www.sedar.com” by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.
3. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24) is amended by striking out, in paragraph (1), the definition of the expression “electronic format”.
2. Section 5.8 of the Regulation is amended by replacing “www.sedar.com”, in subparagraph (iii) of subparagraph (b) of paragraphs (3) and (6), by “www.sedarplus.com”.
3. Sections 9.1.1, 9.1.2 and 9.2 of the Regulation are amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.
4. Section 12.1 of the Regulation is amended by replacing “in an acceptable electronic format”, in subparagraph (b) of paragraph (2), by “electronically”.
5. Form 51-102F2 of the Regulation is amended:
 - (1) in paragraph (f) of part 1:
 - (a) by replacing “SEDAR” by “SEDAR+”;
 - (b) by replacing “SEDAR at www.sedar.com” by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”;
 - (2) by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in paragraph (1) of item 17.1 of part 2, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.
6. Form 51-102F5 of the Regulation is amended:
 - (1) by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in paragraph (c) of part 1, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”;
 - (2) by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in item 16.1 of part 2, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.
7. The Regulation is amended by replacing “in electronic format”, wherever they appear in sections 4.9, 13.3 and 13.4, by “electronically”.
8. Forms 51-102F1, 51-102F3 and 51-102F4 of the Regulation are amended by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, wherever they appear, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.
9. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 51-105 RESPECTING ISSUERS QUOTED IN THE U.S. OVER-THE-COUNTER MARKETS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Section 5 of Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets (chapter V-1.1, r. 24.1) is amended by replacing paragraph (a) by the following:

“(a) Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*)”.

2. Section 7 of the Regulation is amended by replacing “in electronic format under section 2.2 of Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2)”, in paragraph (2), by “in accordance with Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*)”.

3. Section 8 of the Regulation is amended by replacing “in electronic format in accordance with Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2)”, in paragraph (3), by “in accordance with Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*)”.

4. Form 51-105F3A of the Regulation is amended by replacing “**System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)**” by “**System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)**”.

5. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 52-112 RESPECTING NON-GAAP
AND OTHER FINANCIAL MEASURES DISCLOSURE**

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Section 5 of Regulation 52-112 respecting Non-GAAP and Other Financial Measures Disclosure (chapter V-1.1, r. 28.1) is amended by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in subparagraph (c) of paragraph (2), by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.
2. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 54-101 RESPECTING
COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A
REPORTING ISSUER**

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer (chapter V-1.1, r. 29) is amended by inserting, after the definition of the expression “securityholder materials”, the following:

““SEDAR+” has the same meaning as in Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*);”.

2. The Regulation is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears in sections 2.7.1, 2.7.2 and 2.7.4, by “SEDAR+”.

3. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND NATIONAL INSTRUMENT 55-102, SYSTEM FOR ELECTRONIC DISCLOSURE BY INSIDERS (SEDI)

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of National Instrument 55-102, System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI) (chapter V-1.1, r. 30) is amended by replacing the definition of the expression “SEDI issuer” by the following:

““SEDI issuer” means a reporting issuer, other than a mutual fund, that is required to comply with Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*);”.

2. Form 55-102F1 of the National Instrument is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

3. Form 55-102F3 of the National Instrument is amended, in item 1:

- (1) by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”;
- (2) by striking out the third sentence.

4. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 55-104 RESPECTING INSIDER REPORTING REQUIREMENTS AND EXEMPTIONS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions (chapter V-1.1, r. 31) is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears in sections 6.2, 6.3 and 7.3, by « SEDAR+ ».
2. This Regulation comes into force on 9 June 2023

REGULATION TO AMEND REGULATION 58-101 RESPECTING DISCLOSURE OF CORPORATE GOVERNANCE PRACTICES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices (chapter V-1.1, r. 32) is amended by replacing the definition of the expression “SEDAR” by the following:

““SEDAR+” has the same meaning as in Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*);”.

2. Section 2.3 of the Regulation is amended by replacing “SEDAR” by “SEDAR+”.

3. Form 58-101F1 of the Regulation is amended by replacing “*SEDAR*”, in instruction (5), by “*SEDAR+*”.

4. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 62-104 RESPECTING TAKE-OVER BIDS AND ISSUER BIDS

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Section 3.2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (chapter V-1.1, r. 35) is amended:

(1) by replacing “Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (c. V-1.1, r. 2)”, in paragraph (5), by “Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (*insert reference*)”;

(2) by replacing “in an acceptable electronic format under Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)”, in paragraph (6), by “electronically under Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)”.

2. Form 62-104F1 of the Regulation is amended by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in paragraph (b) of part 1, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.

3. Form 62-104F2 of the Regulation is amended by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in paragraph (b) of part 1, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.

4. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Form 81-101F1 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (chapter V-1.1, r. 38) is amended by replacing “www.sedar.com”, wherever it appears, by “www.sedarplus.com”.
2. Form 81-101F2 of the Regulation is amended by replacing “www.sedar.com”, in paragraph (2) of item 24, by “www.sedarplus.com”.
3. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-106 RESPECTING INVESTMENT FUND CONTINUOUS DISCLOSURE

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Sections 5.2 and 5.3 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42) are amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.
2. Section 9.4 of the Regulation is amended by replacing “www.sedar.com”, in subparagraph (f) of paragraph (2.2), by “www.sedarplus.com”.
3. Section 12.2.1 of the Regulation is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.
4. Form 81-106F1 of the Regulation is amended:
 - (1) in part B:
 - (a) by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in item 1, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”;
 - (b) by replacing “www.sedar.com”, in paragraph (9) of the instructions of item 5, by “www.sedarplus.com”;
 - (2) by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in item 1 of part C, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.
5. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

**REGULATION TO AMEND REGULATION RESPECTING DEVELOPMENT
CAPITAL INVESTMENT FUND CONTINUOUS DISCLOSURE**

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1) and (2))

1. Section 55 of Regulation respecting Development Capital Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 46) is amended by replacing “SEDAR”, in paragraph (2), by “SEDAR+”.
2. Form F1 of the Regulation is amended by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in item 1 of parts B and C, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.
3. Form F3 of the Regulation is amended:
 - (1) in paragraph (7) of the general instructions:
 - (a) by replacing “SEDAR” by “SEDAR+”;
 - (b) by replacing “SEDAR at www.sedar.com” by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”;
 - (2) by replacing “SEDAR at www.sedar.com”, in paragraph (1) of item 19, by “SEDAR+ at www.sedarplus.com”.
4. This Regulation comes into force on 9 June 2023.

106283

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM

1. Section 1.1 of *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System* is amended by striking out the definition of the expression “Regulation 11-101”.
2. Section 1.3 of the Policy Statement is amended by striking out, in paragraph (3), “through SEDAR”.
3. Section 3.3 of the Policy Statement is amended:
 - (1) by replacing “SEDAR”, in the second paragraph, by “SEDAR+”;
 - (2) by replacing “by sending a refusal letter through SEDAR”, in the fourth paragraph, by “through SEDAR+”.
4. Sections 3.5, 4.5 and 4C.5 of the Policy Statement are repealed.
5. Appendix A of the Policy Statement is repealed.

AMENDMENTS TO *POLICY STATEMENT 11-201 RESPECTING ELECTRONIC DELIVERY OF DOCUMENTS*

1. Section 3.1 of *Policy Statement 11-201 respecting Electronic Delivery of Documents* is replaced by the following:

“3.1. Form and Content of Documents

Documents proposed to be delivered electronically should be recreated in electronic format, rather than scanned into electronic format. This is recommended because scanned documents can be difficult to transmit, store and retrieve on a cost-efficient basis and may be difficult to view upon retrieval.”.

2. Section 3.3 of the Policy Statement is amended:

- (1) by striking out paragraph (5);
- (2) by striking out, in paragraph (6), “, such as SEDAR,”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-202 RESPECTING PROCESS FOR PROSPECTUS REVIEWS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

1. *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions* is amended by replacing the title of Part 2 by the following:

“PART 2 DEFINITIONS AND INTERPRETATION”.

2. Section 2.1 of the Policy Statement is amended by striking out the definition of the expression “Regulation 13-101”.

3. Section 2.2 of the Policy Statement is amended by replacing “Regulation 13-101” by “*Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+)*”.

4. The Policy Statement is amended by inserting, after section 2.2, the following:

“2.3. Electronic transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 11-102 and this policy statement.”.

5. Section 4.1 of the Policy Statement is amended by striking out “electronic”, “on SEDAR” and “If the filer files a prospectus in paper format under Regulation 13-101, the filer should include this information in the cover letter for the prospectus.”.

6. Sections 5.4 and 5.5 of the Policy Statement are amended:

(1) by replacing “a first comment letter”, in paragraph (1), by “initial comments”;

(2) by replacing “SEDAR”, in subparagraph (b) of paragraph (2), by “SEDAR+”.

7. Section 5.7 of the Policy Statement is amended by replacing “comment letter” by “comments”.

8. Section 7.2 of the Policy Statement is amended by replacing “the filer provides a letter to the principal regulator with the materials confirming the following”, in paragraph (2), by “at the same time as filing the materials, the filer confirms to the principal regulator that”.

9. Section 7.3 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing “SEDAR” by “SEDAR+”;

(2) by replacing “the filer provides a letter to the principal regulator with the materials confirming the following” by “at the same time as filing the materials, the filer confirms to the principal regulator that”.

10. Section 8.1 of the Policy Statement is amended by striking out paragraph (1.1).

11. Section 8.2 of the Policy Statement is amended by striking out, in paragraph (1), “by letter”.

12. Section 10.1 of the Policy Statement is amended by replacing “the filer provides a letter to the principal regulator with the materials confirming the following”, in paragraph (2), by “at the same time as filing the materials, the filer confirms to the principal regulator that”.

13. The Policy Statement is amended by replacing section 10.3 by the following:

“(1) If a filer files a preliminary prospectus amendment before the principal regulator provides its comments relating to the preliminary prospectus materials, the principal regulator may be unable to complete its review of the preliminary prospectus materials and provide its comments within the time-period indicated in section 5.4(1) or 5.5(1) of this policy statement, as applicable. The principal regulator will use its best efforts to provide its comments on the later of the date that is

(a) in the case of a long form prospectus, five working days after the date of the receipt for the preliminary prospectus amendment and the original due date for the comments; and

(b) in the case of a short form prospectus or a shelf prospectus, three working days after the date of the receipt for the preliminary prospectus amendment and the original due date for the comments.

Similarly, in the case of a dual prospectus, if a filer files a preliminary prospectus amendment before the OSC completes its review under section 5.4(2) or 5.5(2) of this policy statement, the OSC may be unable to complete its review within the relevant time-periods. The OSC will use its best efforts to advise the principal regulator by the later of

(a) the date that is three working days after the date of the receipt for the preliminary prospectus amendment, and

(b) the original due date for advising the principal regulator

of any concerns with the materials that, if left unresolved, would cause it to opt out of the dual review.

“(2) If a filer files a preliminary long form prospectus amendment after the principal regulator has provided its comments,

(a) the principal regulator will use its best efforts to review the materials and provide comments within three working days of the date of the receipt for the preliminary long form prospectus amendment; and

(b) in the case of a dual prospectus, the OSC will use its best efforts to advise the principal regulator, within three working days of the date of the receipt for the preliminary long form prospectus amendment, of any concerns with the materials that, if left unresolved, would cause it to opt out of the dual review.

“(3) If a filer files a preliminary short form prospectus amendment or preliminary shelf prospectus amendment after the principal regulator has provided its comments,

(a) the principal regulator will use its best efforts to review the materials and provide comments within two working days of the date of the receipt for the preliminary short form prospectus amendment or preliminary shelf prospectus amendment; and

(b) in the case of a dual prospectus, the OSC will use its best efforts to advise the principal regulator, within two working days of the date of the receipt for the preliminary short form prospectus amendment or preliminary shelf prospectus amendment, of any concerns with the materials that, if left unresolved, would cause it to opt out of the dual review.

“(4) The time periods in subsections (2) and (3) may not apply in circumstances where it would be more appropriate for the principal regulator and, in the case of a dual prospectus, the OSC, to review the amendment materials at a different stage of the review process. For example, the principal regulator and the OSC may wish to defer reviewing the amendment materials until after receiving and reviewing the filer’s responses to comments already issued on the preliminary prospectus materials.”

14. Section 10.4 of the Policy Statement is amended by replacing “issue a comment letter” by “provide comments”.

15. Section 10.5 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing “SEDAR” by “SEDAR+”;

(2) by replacing “the filer provides a letter to the principal regulator with the materials confirming the following” by “at the same time as filing the materials, the filer confirms to the principal regulator that”.

16. The Policy Statement is amended by replacing the title of Part 12 by the following:

“PART 12 EFFECTIVE DATE”.

17. Section 12.2 of the Policy Statement is repealed.

18. The Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-203 RESPECTING PROCESS FOR EXEMPTIVE RELIEF APPLICATIONS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

1. *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions* is amended by replacing the title of Part 2 by the following:

“PART 2 DEFINITIONS AND INTERPRETATION”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 2.2, the following:

“2.3. Electronic transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 11-102 and this policy statement.”.

3. Section 3.8 of the Policy Statement is amended by striking out paragraph (5).

4. Section 4.2 of the Policy Statement is amended by striking out “by letter” and “in the pre-filing”.

5. Section 4.3 of the Policy Statement is amended by striking out, in paragraph (1), “in the pre-filing”.

6. Section 4.4 of the Policy Statement is amended by striking out, in paragraph (1), “in the pre-filing”.

7. Section 5.1 of the Policy Statement is amended by replacing “In its application, the” by “The”.

8. Section 5.3 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing “**sections 4.7 and 4.8**”, in the title, by “**section 4.7**”;

(2) by striking out paragraph (2);

(3) by striking out, in paragraph (3), “or 4.8” and “and 4.8”;

(4) in paragraph (4):

(a) by striking out, in subparagraph (a), “or 4.8(1)”;

(b) by replacing subparagraph (b) by the following:

“(b) include the date of the decision of the principal regulator for the initial application if the notice is given under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102,”;

(5) in paragraph (6), by striking out “or (2)”.

9. Section 5.5 of the Policy Statement is replaced by the following:

“5.5. Filing

(1) As indicated in section 2.3 of this policy statement, *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+)* should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 11-102 or this policy statement. A filer should consult the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+)* to determine whether pre-filing or application materials are excluded from being filed or delivered in the System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+).

(2) When pre-filing or application materials are to be transmitted through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+), a filer should send the application materials together with the fees to

(a) the principal regulator, in the case of a passport application,

(b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application,

or

(c) each regulator from which the filer seeks exemptive relief, in the case of a coordinated review application.

(3) When pre-filing or application materials are excluded from being transmitted through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+), a filer should send the application materials together with the fees to

(a) the principal regulator, in the case of a passport application,

(b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application,

or

(c) each regulator from which the filer seeks exemptive relief, in the case of a coordinated review application.

Filing the application concurrently in all required jurisdictions will make it easier for the principal regulator and non-principal regulators, if applicable, to process the application expeditiously.

When pre-filing or application materials are excluded from being transmitted through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+), filers should send pre-filing or application materials using the relevant e-mail address or addresses listed below or by following the instructions at the linked web page below:

British Columbia	www.bsc.bc.ca (click on BCSC e-services and follow the steps)
Alberta	legalapplications@asc.ca
Saskatchewan	exemptions@gov.sk.ca
Manitoba	exemptionsmsc@gov.mb.ca
Ontario	https://www.osc.ca/en/filing-documents-online
Québec	Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca
New Brunswick	Passport-passeport@nb-sc-cvmb.ca
Nova Scotia	nsscexemptions@gov.ns.ca
Prince Edward Island	CCIS@gov.pe.ca
Newfoundland and Labrador	securitiesexemptions@gov.nl.ca

Yukon
Northwest Territories
Nunavut

Corporateaffairs@gov.yk.ca
SecuritiesRegistry@gov.nt.ca
legal.registries@gov.nu.ca”.

- 10.** Section 5.7 of the Policy Statement is amended:
- (1) by striking out, in paragraph (1), “, fax number”;
 - (2) by replacing “tell the filer, in the acknowledgement,” in paragraph (2), by “notify the filer of”.
- 11.** Section 5.8 of the Policy Statement is amended by replacing “mark”, in paragraph (2), by “treat”.
- 12.** Section 7.2 of the Policy Statement is amended by replacing “circulate”, in paragraph (1), by “provide”.
- 13.** Section 8.1 of the Policy Statement is amended by striking out, in paragraph (2), “or 4.8(1)(c)”.
- 14.** The Policy Statement is amended by repealing sections 9.2 and 9.3.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-206 RESPECTING PROCESS FOR CEASE TO BE A REPORTING ISSUER APPLICATIONS

1. The title of Part 2 of *Policy Statement 11-206 respecting Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications* is amended by inserting, after “DEFINITIONS”, “AND INTERPRETATION”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 4, the following:

“Electronic transmission

4.1. *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+)* (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval+ (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under *Regulation 11-102 respecting Passport System* and this policy statement.”.

3. Section 10 of the Policy Statement is amended by striking out paragraph (1).

4. Section 16 of the Policy Statement is amended:

- (1) by striking out, in the text preceding paragraph (a), “by letter”;
- (2) by striking out, in paragraph (a), “in the pre-filing”.

5. Section 17 of the Policy Statement is amended by striking out, in paragraph (1), “in the pre-filing”.

6. Section 22 of the Policy Statement is amended by replacing “In its application, the”, in paragraph (1), by “The”.

7. Section 27 of the Policy Statement is replaced by the following:

“Filing

27. A filer should send the application materials together with the fees to

- (a) the principal regulator, in the case of a passport application, or
- (b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application.”.

8. Section 30 of the Policy Statement is amended by replacing “mark”, in paragraph (2), by “treat”.

9. Section 34 of the Policy Statement is amended by replacing “circulate”, in paragraph (1), by “provide”.

10. The title of Part 10 of the Policy Statement is amended by striking out “**TRANSITION AND**”.

11. Section 40 of the Policy Statement is repealed.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-207 RESPECTING FAILURE-TO-FILE CEASE TRADE ORDERS AND REVOCATIONS IN MULTIPLE JURISDICTIONS

1. Section 3 of *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions* is amended:

- (1) by striking out the definition of the expression “SEDAR”;
- (2) by inserting, after the definition of the expression “principal regulator”, the following:

““SEDAR+” means System for Electronic Data Analysis and Retrieval +;”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 5, the following:

“*Electronic Transmission*”

5.1. *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this policy statement.”.

- 3. Section 13 of the Policy Statement is amended by replacing “SEDAR” by “SEDAR+”.
- 4. Section 16 of the Policy Statement is amended by replacing “circulate”, in paragraph (1), by “provide”.
- 5. Section 19 of the Policy Statement is amended by striking out, in paragraph (2), “a copy of”.
- 6. Section 28 of the Policy Statement is amended by replacing “to hold an annual meeting requirement” by “to hold an annual meeting”.
- 7. Section 33 of the Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, in subparagraph (e) of paragraph (1), by “SEDAR+”.
- 8. Section 37 of the Policy Statement is replaced by the following:

“*Filing*”

37. A filer should send the application materials, including the draft order together with the fees, where applicable, to

- (a) the principal regulator or

(b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application.”.

9. Section 40 of the Policy Statement is amended by replacing “mark”, in paragraph (2), by “treat”.

10. Section 45 of the Policy Statement is amended by replacing “circulate”, in paragraph (1), by “provide”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 12-202 RESPECTING REVOCATION OF CERTAIN CEASE TRADE ORDERS

1. Section 2 of *Policy Statement 12-202 respecting Revocation of Certain Cease Trade Orders* is amended:

(1) by striking out the definition of the expression “SEDAR”;

(2) by inserting, after the definition of the expression “partial revocation order”, the following:

““SEDAR+” means System for Electronic Data Analysis and Retrieval +;”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 4, the following:

“Electronic transmission

4.1. *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this policy statement.”.

3. Section 9 of the Policy Statement is amended by replacing “to hold an annual meeting requirement” by “to hold an annual meeting”.

4. Section 14 of the Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, in subparagraph (f) of paragraph (2), by “SEDAR+”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 12-203 RESPECTING MANAGEMENT
CEASE TRADE ORDERS**

1. Section 2 of *Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders* is amended by striking out the definition of the expression “SEDAR”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 4, the following:

“Electronic transmission

4.1. *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this policy statement.”.

3. Section 9 of the Policy Statement is amended by striking out “on SEDAR”.

4. Section 14 of the Policy Statement is amended by striking out, in the paragraph following subparagraph (ii), “then, for the purposes of filing on SEDAR,” and “electronic”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS

1. Section 1.2 of *Policy Statement to Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements* is amended by inserting, after paragraph (7), the following:

“(8) **Electronic transmission** – *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Section 3.5.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing “System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)”, in paragraph (2), by “System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)”;

(2) by replacing “SEDAR”, in paragraph (3), by “SEDAR+”.

3. The Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO *POLICY STATEMENT 41-201 RESPECTING INCOME TRUSTS AND OTHER INDIRECT OFFERINGS*

1. *Policy Statement 41-201 respecting Income Trusts and Other Indirect Offerings* is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 43-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR MINERAL PROJECTS

1. Section 4.2 of *Policy Statement to Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects* is amended:

- (1) by replacing “SEDAR”, wherever it appears in paragraph (1), by “SEDAR+”;
- (2) by replacing paragraph (11) by the following:

“(11) **Electronic transmission**

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy.”

2. Section 4.3 of the Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, in paragraph (2), by “SEDAR+”.

3. Section 6.1 of the Policy Statement is amended by repealing the second paragraph.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 44-101 RESPECTING SHORT FORM PROSPECTUS DISTRIBUTIONS

1. *Policy Statement to Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions* is amended by inserting, after section 1.9, the following:

“1.10. Electronic transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 44-101 and this Policy.”.

2. Section 3.1 of the Policy Statement is amended by replacing “the issuer’s filer profile for SEDAR” by “the issuer’s profile for SEDAR+”.

3. Section 3.2.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing “System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)”, in paragraph (2), by “System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)”;

(2) by replacing “SEDAR”, in paragraph (3), by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 44-102 RESPECTING SHELF DISTRIBUTIONS

1. *Policy Statement to Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions* is amended by inserting, after section 1.1, the following:

“1.1.1. Electronic transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 44-102 and this policy.”.

2. Section 1.3 of the Policy Statement is amended by replacing “SEDAR” by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 44-103 RESPECTING POST-RECEIPT PRICING

1. *Policy Statement to Regulation 44-103 respecting Post-Receipt Pricing* is amended by inserting, after section 1.3, the following:

“1.4. Electronic transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-102 RESPECTING
RESALE OF SECURITIES**

1. Section 1.1 of *Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* is amended by inserting, after paragraph (3), the following:

“(4) **Electronic transmission** – *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 45-102 and this policy statement.”.

2. Section 1.16 of the Policy Statement is amended by replacing “SEDAR” by “SEDAR+” and “*Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval* (SEDAR) and the current CSA SEDAR Filer Manual (including code updates)” by “*Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* and its Policy Statement”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS EXEMPTIONS

1. *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* is amended by inserting, after section 2.1, the following:

“2.1.01. Electronic Transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval +(SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval +(SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval +(SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval +(SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 45-106 and this Policy Statement.”.

2. Section 5.1 of the Policy Statement is amended by replacing paragraph (3) by the following:

“(3) Electronic filing of Form 45-106F1

Form 45-106F1 is required to be filed in all CSA jurisdictions through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval +(SEDAR+) in the manner and using the templates specified in SEDAR+.”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-108 RESPECTING CROWDFUNDING

1. *Policy Statement to Regulation 45-108 respecting Crowdfunding* is amended by inserting, in the preamble and after the paragraph titled “**Multi-jurisdictional distributions**”, the following:

“Electronic transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Reference to *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR OIL AND GAS ACTIVITIES

1. *Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* is amended by replacing “SEDAR”, in the fourth introductory paragraph, by “SEDAR+”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 1.4, the following:

“1.5. Electronic transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 51-101 and this Policy Statement.”.

3. Section 2.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing “*Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* and the current CSA “SEDAR Filer Manual”” by “*Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* and its Policy Statement”;

(2) by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

4. The Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears in sections 2.4 and 5.2, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS

1. *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* is amended by inserting, after section 1.10, the following:

“1.11. Electronic transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Section 3.9 of the Policy Statement is amended by replacing subparagraph (b) of paragraph (1) by the following:

“(b) the reporting issuer files the material change report or news release with the securities regulatory authority or regulator under the Change in Corporate Structure category on SEDAR+.”.

3. Section 9.2 of the Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, in the third paragraph, by “SEDAR+”.

4. The Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears in sections 1.2, 6.1, 9.3 and 10.3, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-105 RESPECTING ISSUERS QUOTED IN THE U.S. OVER-THE-COUNTER MARKETS

1. *Policy Statement to Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets* is amended by inserting, after section 1, the following:

“Electronic transmission

1.1. *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval +(SEDAR+) (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval +(SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval +(SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval +(SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Section 5 of the Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO NATIONAL POLICY 51-201: DISCLOSURE STANDARDS

1. *National Policy 51-201: Disclosure Standards* is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears in section 6.11 and footnote 23, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-107 RESPECTING ACCEPTABLE ACCOUNTING PRINCIPLES AND AUDITING STANDARDS

1. *Policy Statement to Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards* is amended by inserting, after section 1.5, the following:

“1.5.1. Electronic Transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-108 RESPECTING AUDITOR OVERSIGHT

1. *Policy Statement to Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight* is amended by inserting, after the section titled “**Introduction**”, the following:

“Electronic Transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-109 RESPECTING CERTIFICATION OF DISCLOSURE IN ISSUERS' ANNUAL AND INTERIM FILINGS

1. *Policy Statement to Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings* is amended by inserting, after section 1.7, the following:

“1.8. Electronic transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

AMENDMENTS TO *POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-112 RESPECTING NON-GAAP AND OTHER FINANCIAL MEASURES DISCLOSURE*

1. *Policy Statement to Regulation 52-112 respecting Non-GAAP and Other Financial Measures Disclosure* is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 54-101 RESPECTING COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A REPORTING ISSUER

1. *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* is amended by inserting, after section 2.7, the following:

“2.8. Electronic Transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Sections 5.1 and 5.4 of the Policy Statement are amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

**AMENDMENTS TO *POLICY STATEMENT TO REGULATION 55-104*
*RESPECTING INSIDER REPORTING REQUIREMENTS AND EXEMPTIONS***

1. *Policy Statement to Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions* is amended by replacing “SEDAR”, in the first sentence of section 7.2, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 61-101 RESPECTING PROTECTION OF MINORITY SECURITY HOLDERS IN SPECIAL TRANSACTIONS

1. *Policy Statement to Regulation 61-101 respecting Protection of Minority Security Holders in Special Transactions* is amended by inserting, after section 1.1, the following:

“1.2. Electronic Transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 71-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE AND OTHER EXEMPTIONS RELATING TO FOREIGN ISSUERS

1. *Policy Statement to Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions relating to Foreign Issuers* is amended by inserting, after section 1.4, the following:

“1.5. Electronic Transmission

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Section 4.1 of the Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE

1. Section 2.5 of *Policy Statement to Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure* is amended by replacing paragraph (1) by the following:

“(1) Section 2.3 of the Regulation distinguishes between documents that are required by securities legislation to be “filed” with the securities regulatory authority or regulator and those that must be “delivered” or “sent” to the securities regulatory authority or regulator. Documents that are “filed” are on the public record. Documents that are “delivered” or “sent” are not necessarily on the public record. *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Section 2.5.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing “System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)”, in paragraph (2), by “System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)”;

(2) by replacing “SEDAR”, in paragraph (3), by “SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS

1. *Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds* is amended by inserting, after part 2, the following:

“PART 2.1 ELECTRONIC TRANSMISSION

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy.”

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-106 RESPECTING INVESTMENT FUND CONTINUOUS DISCLOSURE

1. *Policy Statement to Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure* is amended by replacing section 1.6 by the following:

“1.6. Electronic Transmission to a Regulator, except in Québec, or Securities Regulatory Authority

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (insert reference) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy.”.

2. Section 8.2 of the Policy Statement is amended by replacing “non-SEDAR”, in paragraph (4), by “non-SEDAR+”.

AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-107 RESPECTING INDEPENDENT REVIEW COMMITTEE FOR INVESTMENT FUNDS

1. Section 1.1 of *Policy Statement to Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds* is amended by inserting, after paragraph (2), the following:

“3. *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* (*insert reference*) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+).

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of SEDAR+, the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+)* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in SEDAR+.

Regulation 13-103 respecting System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) should be consulted when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. The Policy Statement is amended by replacing “SEDAR”, wherever it appears, by “SEDAR+”.

DÉCISION N° 2022-PDG-0016**Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système**

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système* (le « Règlement »), conformément aux paragraphes 9° et 12° de l'article 331 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la LVM, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 2 mai 2019 [(2019) B.A.M.F., vol. 16, n° 17, section 6.2.1] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R 18.1, conformément à l'article 331.2 de la LVM;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu du premier alinéa de l'article 331 de la LVM au gouvernement, qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au deuxième alinéa de l'article 331 de la LVM;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction des affaires juridique ainsi que la recommandation du Secrétaire et directeur général des affaires juridiques de prendre le Règlement et d'autoriser sa transmission au gouvernement pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au gouvernement pour approbation.

Fait le 9 mars 2022.

Louis Morisset
Président-directeur général

Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système¹

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en versions française et anglaise, le règlement suivant :

Avis de publication

Le règlement a été pris par l'Autorité le 9 mars 2022, a reçu l'approbation gouvernementale requise et entrera en vigueur le **14 juin 2023**.

¹ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

Le décret approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 31 mai 2023 et est reproduit ci-dessous.

Le 1^{er} juin 2023

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 871-2023, 24 mai 2023

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1)

CONCERNANT le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système et l'exemption des tarifs prévus par ce règlement de l'indexation prévue par l'article 83.3 de la Loi sur l'administration financière

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 9° du premier alinéa de l'article 331 de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1), l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, prescrire les droits exigibles pour toute formalité prévue par cette loi ou les règlements et pour les services fournis par l'Autorité, ainsi que les modalités de paiement;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 12° du premier alinéa de l'article 331 de cette loi, l'Autorité des marchés financiers peut, par règlement, définir les termes et expressions utilisés pour l'application de cette loi ou des règlements pris en vertu de cet article;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 331 de cette loi, un règlement pris en vertu de cet article est soumis à l'approbation du gouvernement qui peut l'approuver avec ou sans modification;

ATTENDU QUE l'Autorité des marchés financiers a adopté, par la décision n° 2023-PDG-0009 du 9 mars 2023, le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), le projet de règlement 13-102 sur les droits relatifs au système a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 22 mars 2023, avec avis qu'il pourra être soumis au gouvernement qui pourra l'approuver avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 83.1 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001), pour l'application du

chapitre VIII.1 de cette loi, on entend par tarif la contrepartie en argent, fixée par une loi, le gouvernement, un ministre ou un organisme, pour une prestation particulière, ou un ensemble de prestations, offerte dans le cours des activités d'un organisme ou d'un établissement;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 83.3 de cette loi, tout tarif est indexé de plein droit, au 1^{er} janvier de chaque année, selon le taux correspondant à la variation annuelle de l'indice moyen d'ensemble, pour le Québec, des prix à la consommation, sans les boissons alcoolisées, les produits du tabac et le cannabis récréatif, pour la période de 12 mois qui se termine le 30 septembre de l'année qui précède celle pour laquelle un tarif doit être indexé;

ATTENDU QUE, en vertu du cinquième alinéa de l'article 83.4 de cette loi, le gouvernement, sur recommandation du ministre des Finances, peut exempter un tarif ou un ensemble de tarifs de l'indexation prévue par l'article 83.3 de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu d'exempter les tarifs prévus par le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système, annexé au présent décret, de l'indexation prévue par l'article 83.3 de la Loi sur l'administration financière;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système, annexé au présent décret, soit approuvé;

QUE les tarifs prévus par ce règlement soient exemptés de l'indexation prévue par l'article 83.3 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001).

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

RÈGLEMENT 13-102 SUR LES DROITS RELATIFS AU SYSTÈME

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331, 1^{er} al., par. 9° et 12°)

Définitions

1. 1) Dans le présent règlement, on entend par :

« autorité principale » : l'autorité principale déterminée conformément à l'article 5 du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +), approuvé par l'arrêté ministériel n° 2023-10 du 18 mai 2023;

« droits relatifs au système » : les droit prévus à l'annexe A ou B;

« notice annuelle » : les documents suivants :

a) une notice annuelle au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24);

b) la notice annuelle visée à la partie 9 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 42);

« prospectus préalable » : un prospectus déposé en vertu du Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable (chapitre V-1.1, r. 17).

2) Dans le présent règlement, chaque expression visée dans la colonne 1 du tableau suivant s'entend au sens du règlement indiqué en vis-à-vis dans la colonne 2 :

Colonne 1 Expression définie	Colonne 2 Règlement
document	Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +)
notice de placement de droits	Article 2.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21)
prospectus ordinaire	Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus (chapitre V-1.1, r. 14)
prospectus provisoire RIM	Norme canadienne 71-101, Régime d'information multinational (chapitre V-1.1, r. 36)

Colonne 1 Expression définie	Colonne 2 Règlement
prospectus simplifié	Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus
SEDAR +	Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +)
société parrainante	Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription (chapitre V-1.1, r. 12)
texte relatif aux sociétés de capital de démarrage	Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus

Dispositions inconciliables

2. Les dispositions du présent règlement prévalent sur toute disposition inconciliable du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +), approuvé par l'arrêté ministériel n° 2023-10 du 18 mai 2023.

Droits relatifs au système payables pour la transmission

3. 1) La personne visée dans la colonne A de l'annexe A qui transmet un dossier du type indiqué dans la colonne B de cette annexe verse à son autorité principale les droits relatifs au système prévus dans la colonne C de cette annexe.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique que si l'autorité en valeurs mobilières dans le territoire intéressé est l'autorité principale de la personne.

Droits relatifs au système payables annuellement pour chaque personne physique inscrite

4. Le 31 décembre de chaque année, la société parrainante paye, pour chacune de ses personnes physiques inscrites, les droits relatifs au système indiqués dans la colonne C de l'annexe B à l'autorité en valeurs mobilières dans le territoire intéressé s'il s'agit de l'autorité principale de la personne physique inscrite à cette date.

Moyens de paiement

5. Toute personne tenue de payer des droits relatifs au système le fait au moyen de SEDAR +.

Dispense

6. 1) L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Alberta et en Ontario, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée conformément à la loi visée à l'annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

Dispositions transitoires

7. 1) Malgré l'article 5, toute personne tenue de payer des droits relatifs au système en vertu de la rubrique 1 de l'annexe A ou en vertu de l'annexe B le fait au moyen de la BDNI, au sens du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription (chapitre V-1.1, r. 9), jusqu'à ce que le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +), approuvé par l'arrêté ministériel n° 2023-10 du 18 mai 2023, exige qu'elle transmette, au moyen de SEDAR +, un dossier du type indiqué à cette rubrique ou annexe.

2) Malgré l'article 3, nulle personne n'est tenue de payer des droits relatifs au système en vertu de la rubrique 2 de l'annexe A jusqu'à ce que le Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +) exige qu'elle transmette, au moyen de SEDAR +, un dossier du type indiqué à cette rubrique.

Abrogation

8. Le Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI (chapitre V-1.1, r. 2.1) est abrogé.

Date d'entrée en vigueur

9. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

ANNEXE A DROITS RELATIFS AU SYSTÈME

Dans la présente annexe, on entend par :

« demande » : une demande de décision de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières, transmise au moyen de SEDAR +, à l'exclusion d'un dépôt préalable;

« dépôt préalable » : une demande de consultation adressée à l'autorité principale à propos de l'application générale de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières ou de leur application à une opération ou question particulière ou envisagée.

Rubrique	Colonne A Personne tenue de déposer	Colonne B Type de dossier	Colonne C Droits relatifs au système
1	Société parrainante – à l'égard d'une personne physique inscrite	Demande d'inscription ou de réactivation de l'inscription	86 \$
2	Courtier international ou conseiller international	Avis annuel de recours à la dispense d'inscription à titre de courtier ou à la dispense d'inscription à titre de conseiller	350 \$
3	Fonds d'investissement qui est émetteur assujetti	États financiers annuels	525 \$
4	Fonds d'investissement	Prospectus ordinaire provisoire, projet de prospectus ordinaire ou prospectus ordinaire provisoire et projet de prospectus ordinaire combinés	2 200 \$, peu importe si le prospectus ordinaire applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement
		Prospectus simplifié provisoire, projet de prospectus simplifié ou prospectus simplifié provisoire et projet de prospectus simplifié combinés	2 200 \$, peu importe si le prospectus simplifié applicable vise le placement de titres d'un ou de plusieurs fonds d'investissement

Rubrique	Colonne A Personne tenue de déposer	Colonne B Type de dossier	Colonne C Droits relatifs au système
5	Émetteur assujetti autre qu'un fonds d'investissement	États financiers annuels	765 \$
6	Émetteur assujetti, autre qu'un fonds d'investissement, non admissible au régime du prospectus simplifié	Notice annuelle	430 \$
7	Fonds d'investissement non admissible au régime du prospectus simplifié	Notice annuelle	430 \$
8	Émetteur assujetti admissible au régime du prospectus simplifié	Notice annuelle	2 530 \$
9	Émetteur autre qu'un fonds d'investissement	Projet de prospectus provisoire	950 \$
		Prospectus provisoire déposé en vertu d'un texte relatif aux sociétés de capital de démarrage	
		Prospectus simplifié provisoire, prospectus préalable provisoire ou prospectus provisoire RIM	1 500 \$
10	Tous les déposants	Note d'information relative à une offre publique d'achat ou note d'information relative à une offre publique de rachat déposée en vertu de la partie 2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat (chapitre V-1.1, r. 35)	350 \$
11	Émetteur autre qu'un fonds d'investissement	Notice de placement de droits	1 500 \$

Rubrique	Colonne A Personne tenue de déposer	Colonne B Type de dossier	Colonne C Droits relatifs au système
12	Tous les déposants	Déclaration de placement avec dispense	40 \$
13	Tous les déposants	Dépôt préalable transmis au moyen de SEDAR +	350 \$
14	Tous les déposants	Demande à transmettre au moyen de SEDAR + en vertu du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR +), approuvé par l'arrêté ministériel n° 2023-10 du 18 mai 2023 : a) si un dépôt préalable visé à la rubrique 13 a été transmis à l'égard de la demande, b) dans tout autre cas.	0 \$ 350 \$

ANNEXE B DROITS RELATIFS AU SYSTÈME

Colonne A Personne tenue de déposer	Colonne B Type de dossier	Colonne C Droits relatifs au système
Société parrainante – à l'égard de chaque personne physique inscrite qu'elle parraine	Renouvellement de l'inscription annuelle	de 86 \$

79857

Regulations and other Acts

Gouvernement du Québec

O.C. 871-2023, 24 May 2023

Securities Act
(chapter V-1.1)

Regulation 13-102 respecting System Fees and the exemption of the fees in the Regulation from the adjustment provided for in section 83.3 of the Financial Administration Act

WHEREAS, under subparagraph 9 of the first paragraph of section 331 of the Securities Act (chapter V-1.1), the Autorité des marchés financiers may, by regulation, prescribe the fees payable for any formality provided for in the Act or the regulations and for services rendered by the Authority, and the terms and conditions of payment;

WHEREAS, under subparagraph 12 of the first paragraph of section 331 of the Act, the Autorité des marchés financiers may, by regulation, define the terms and expressions used for the purposes of the Act or the regulations under that section;

WHEREAS, under the second paragraph of section 331 of the Act, a regulation made under that section is to be submitted to the Government for approval, with or without amendment;

WHEREAS the Autorité des marchés financiers made the Regulation 13-102 respecting System Fees by the decision no. 2023-PDG-0009 dated 9 March 2023;

WHEREAS, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (chapter R-18.1), the draft regulation 13-102 respecting System Fees was published in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* of 22 March 2023 with a notice that it could be submitted to the Government for approval on the expiry of 45 days following that publication;

WHEREAS it is expedient to approve the Regulation without amendment;

WHEREAS, under subparagraph 3 of the first paragraph of section 83.1 of the Financial Administration Act (chapter A-6.001), for the purposes of chapter VIII.1 of the Act, a “fee” means the consideration in money, set by a law, the Government, a minister or a body, to be paid for a particular public service or a set of public services delivered by a body or an institution in the course of its activities;

WHEREAS, under section 83.3 of the Act, fees are adjusted by operation of law on 1 January of each year by a rate corresponding to the annual change in the average all-items Consumer Price Index for Québec excluding alcoholic beverages, tobacco products and recreational cannabis for the 12-month period ending on 30 September of the year preceding the year for which the fee is to be adjusted;

WHEREAS, under the fifth paragraph of section 83.4 of the Act, on the recommendation of the Minister of Finance, the Government may exempt a fee or a set of fees from being adjusted under section 83.3;

WHEREAS it is expedient to exempt the fees in Regulation 13-102 respecting System Fees, attached to this Order in Council, from the adjustment provided for in section 83.3 of the Financial Administration Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Minister of Finance:

THAT the Regulation 13-102 respecting System Fees, attached to this Order in Council, be approved;

THAT the fees in the Regulation be exempted from the adjustment provided for in section 83.3 of the Financial Administration Act (chapter A-6.001).

YVES OUELLET
Clerk of the Conseil exécutif

REGULATION 13-102 RESPECTING SYSTEM FEES

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331, 1st par., subpar. (9) and (12))

Definitions

1. (1) In this Regulation,

“annual information form” means

(a) an “AIF” as defined by Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24), or

(b) an annual information form referred to in Part 9 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42);

“principal regulator” means the principal regulator determined under section 5 of Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +), approved by ministerial order no. 2023-10 dated 18 May 2023;

“shelf prospectus” means a prospectus filed under Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions (chapter V-1.1, r. 17);

“system fee” means a fee set out in Appendix A or B.

(2) In this Regulation, a term referred to in Column 1 of the following table has the meaning ascribed to it in the Regulation referred to in Column 2 opposite that term:

Column 1 Defined Term	Column 2 Regulation
CPC instrument	Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21)
document	Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +)
long form prospectus	Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (chapter V-1.1, r. 14)

preliminary MJDS prospectus	National Instrument 71-101, The Multijurisdictional Disclosure System (chapter V-1.1, r. 36)
rights offering circular	Section 2.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions
SEDAR +	Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +)
short form prospectus	Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements
sponsoring firm	Regulation 33-109 respecting Registration Information (chapter V-1.1, r. 12)

Inconsistency with other regulations

2. If there is any conflict or inconsistency between this Regulation and Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +), approved by ministerial order no. 2023-10 dated 18 May 2023, this Regulation prevails.

System fees for transmission

3. (1) A person described in Column A of Appendix A must pay the corresponding system fee specified in Column C of the Appendix to the person's principal regulator, if the person transmits a filing of a type described in Column B of the Appendix.

(2) Subsection (1) does not apply unless the securities regulatory authority in the local jurisdiction is the person's principal regulator

Annual registrant system fee

4. On December 31 of each year, a sponsoring firm must, for each individual registrant of the sponsoring firm, pay the system fee specified in Column C of Appendix B to the securities regulatory authority if the securities regulatory authority in the local jurisdiction is the individual registrant's principal regulator on that date.

Means of payment

5. A person required to pay a system fee must pay the fee through SEDAR +.

Exemption

6. (1) The regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant such an exemption.

(3) Except in Alberta and Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3), opposite the name of the local jurisdiction.

Transition

7. (1) Despite section 5, a person required to pay a system fee under Item 1 of Appendix A or under Appendix B must pay the fee through NRD, as defined in Regulation 31-102 respecting National Registration Database (chapter V-1.1, r. 9), until Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +), approved by ministerial order no. 2023-10 dated 18 May 2023, requires that the person transmit, through SEDAR +, a filing of a type described in Item 1 of Appendix A or in Appendix B.

(2) Despite section 3, a person is not required to pay a system fee under Item 2 of Appendix A until Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +) requires that the person transmit, through SEDAR +, a filing of a type described in Item 2 of Appendix A.

Repeal

8. Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD (chapter V-1.1, r. 2.1) is repealed.

Effective date

9. This Regulation comes into force on the fifteenth day following its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

APPENDIX A SYSTEM FEES

In this Appendix,

“application” means a request transmitted through SEDAR + for a decision of the regulator or securities regulatory authority but, for greater certainty, does not include a pre-filing;

“pre-filing” means a request to consult with the principal regulator regarding the application of securities legislation or securities directions generally or the application of securities legislation or a direction to a particular transaction or matter or proposed transaction or matter.

Item	Column A Person required to file	Column B Filing Type	Column C System Fee
1	Sponsoring firm – in respect of an individual registrant	Application for registration or reactivation of registration	\$86
2	International dealer or international adviser	Annual notice of reliance on exemption from dealer registration requirement or adviser registration requirement	\$350
3	Investment fund that is a reporting issuer	Annual financial statements	\$525
4	Investment fund	Preliminary, pro forma, or combined preliminary and pro forma long form prospectus	\$2200, regardless of whether the applicable long form prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund
		Preliminary, pro forma, or combined preliminary and pro forma simplified prospectus	\$2200, regardless of whether the applicable simplified prospectus relates to the distribution of the securities of one or more than one investment fund

Item	Column A Person required to file	Column B Filing Type	Column C System Fee
5	Reporting issuer other than an investment fund	Annual financial statements	\$765
6	Reporting issuer, other than an investment fund, that is not a short form prospectus issuer	Annual information form	\$430
7	Investment fund that is not a short form prospectus issuer	Annual information form	\$430
8	Reporting issuer that is a short form prospectus issuer	Annual information form	\$2530
9	Issuer other than an investment fund	Preliminary long form prospectus	\$950
		Preliminary prospectus governed by a CPC instrument	
		Preliminary short form prospectus, preliminary shelf prospectus or preliminary MJDS prospectus	\$1500
10	All filers	Issuer bid circular filed under Part 2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (chapter V-1.1, r. 35) or take-over bid circular filed under Part 2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids	\$350
11	Issuer, other than an investment fund	Rights offering circular	\$1500

12	All filers	Report of exempt distribution	\$40
13	All filers	Pre-filing that is transmitted through SEDAR +	\$350
14	All filers	Application that is required to be transmitted through SEDAR + under Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +), approved by ministerial order no. 2023-10 dated 18 May 2023, (a) if a pre-filing referred to in Item 13 was previously transmitted in respect of the application, and (b) in any other case.	\$0 \$350

APPENDIX B SYSTEM FEES

Column A Person required to file	Column B Filing Type	Column C System Fee
Sponsoring firm – in respect of each individual registrant sponsored by the firm	Annual registration renewal	\$86

106288